

INPRECOR

INTERCONTINENTAL PRESS

ARGENTINE

**Le contexte
de l'expédition
des Malouines**



FRANCE

**Les dix
premiers
mois de
Mitterrand**



EL SALVADOR

**Interview d'Enrique Guatemala, représentant du FDR-FMLN
Compte rendu du Forum de solidarité de Mexico**

Sommaire du numéro 123 du 19 avril 1982

3	EDITORIAL	Le retour des canonnières coloniales dans l'archipel des Malouines	D. B.
4	ARGENTINE	La crise de la dictature à la veille de l'expédition des Malouines	B. MIRALLES
7	EL SALVADOR	Après les « élections de la nuit »	Vincent KERMEL
8	EL SALVADOR/ SOLIDARITE	Premier Forum international de solidarité avec le peuple salvadorien	Miguel ROMERO
10	--	Pour un Front mondial de solidarité	DOCUMENT
12	EL SALVADOR	Entretien avec Enrique Guatemala, dirigeant du FMLN	Propos recueillis par Miguel ROMERO
15	FRANCE	Premier bilan après 10 mois de gouvernement Mitterrand-Mauroy	Jacques KERGOAT
22	POLOGNE	« L'entente nationale est une condition sine qua non de la paix » (article tiré du <i>Monde</i> du 31 mars 1982)	Jacek KURON
24	--	Premiers éléments de réponse à Jacek Kuron	Jacqueline ALLIO
26	BELGIQUE	A deux doigts de la grève générale	François VERCAMMEN
28	--	Petite chronologie de trois mois de luttes ouvrières	F. V.
30	AFRIQUE NOIRE	Objectif pétrole	Claude GABRIEL
34		NOUVELLES DU MOUVEMENT OUVRIER ET DE L'INTERNATIONALE CATALOGNE : IVe Congrès de la LCR. LUXEMBOURG : La première grève générale depuis 1942. ITALIE : 250 000 métallos contre la politique salariale du gouvernement. AUSTRALIE/NOUVELLE-ZELANDE : Contre l'envoi de troupes dans le Sinaï. PEROU : Nouvelles menaces de mort contre Hugo Blanco.	
36		Liste des organisations constitutives du Front mondial de solidarité avec le peuple du Salvador	INPRECOR

Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.
Les articles non signés expriment les positions du Secrétariat unifié de la IVe Internationale.

ABONNEMENT 25 NUMÉROS PAR AN

Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de « PEC », à adresser à *Inprecor*, 2, rue Richard-Lenoir, 93108, Montreuil, France.

Virements bancaires à « PEC », BNP, agence Robespierre, 153, rue de Paris, 93108 Montreuil, France, compte numéro 230179 / 90.

Virements postaux à « PEC », compte chèque postal numéro 2.322. 42. T PARIS.

Inprecor, abonnement un an, 25 numéros, pour tous pays : 200 FF.

Par avion : Europe, Moyen-Orient, Afrique du Nord : 225 FF ; Afrique et Amériques : 265 FF ; Asie : 290 FF.

Pli fermé : France 300 FF ; tous les autres pays (par voie de surface) 320 FF ; pli fermé par avion, écrire à *Inprecor*.

POUR TOUT ABONNEMENT, REMPLIR CETTE FORMULE EN LETTRES MAJUSCULES

Nom — Prénom |-----|

Numéro et Rue |-----|

Commune |-----|

Code Postal |-----| Pays |-----|

Réabonnement Abonnement

Canonnières coloniales dans l'archipel des Malouines

LE mardi 30 avril, la Confédération générale des travailleurs (CGT) argentine organisait des manifestations à Buenos Aires et dans plusieurs villes du pays (Mendoza, Jujuy, Cordoba, Rosario) contre la politique économique de la dictature et pour le retour à la démocratie.

Les forces armées quadrillaient les lieux de rassemblement. Malgré cette menace, les manifestants convergeaient en nombre vers les lieux de rassemblement. Cette combativité confirmait la montée de l'exaspération face à la crise économique et aux brutalités de la dictature, déjà perceptible lors des grèves et manifestations de juillet 1981. Bravant l'état de siège, les manifestants scandaient : « *Va acabar, va acabar, la dictadura militar!* » (Elle va finir, la dictature militaire !). La répression fut d'une extrême brutalité.

Bilan : plusieurs morts et de nombreux blessés, à Buenos Aires et à Mendoza notamment ; plus de 2 000 arrestations à Buenos Aires seulement, parmi lesquels le secrétaire de la CGT, Saul Ubaldini.

DEBARQUEMENT AUX MALOUINES

Deux jours plus tard, une opération de débarquement des trois armes argentines était déclenchée aux îles Malouines, occupées depuis 150 ans par la Grande-Bretagne. Le drapeau argentin flottait sur Port Stanley (Falkland), aussitôt rebaptisé Puerto Rivero (Malvinas).

Pendant quelques heures, l'opération des militaires argentins a paru réussir. Les scènes de liesse populaire en Argentine même ont été largement exagérées par la propagande officielle et par la presse à sensation. Il n'en demeure pas moins que, dès le vendredi 2 avril au matin, le président argentin, le général Galtieri, recevait les représentants des partis d'opposition et les dirigeants de la CGT, qui allaient jusqu'à publier un communiqué invitant les travailleurs à se rassembler plaza de Mayo pour célébrer l'événement.

Mais, l'euphorie passée, l'entreprise de la junte apparaît pour ce qu'elle est : une fuite en avant et une aventure susceptible de précipiter sa chute.

UNION SACRÉE AUTOUR DE LA COURONNE OUTRAGÉE

A Londres, ce fut aussitôt l'union sacrée autour de l'« honneur outragé » de la couronne. Pour l'empire en faillite, malade de ses 3 000 000 de chômeurs, c'est l'ultime humiliation.

La Chambre des communes a siégé un sacro-saint samedi, pour la première fois depuis la crise de Suez en 1956. On a invoqué les mânes de Winston Churchill. Le *Daily Express* a écrit : « *Il y a un voleur dans une de nos maisons et il doit en être éjecté.* » Le ministre des Affaires étrangères, lord Carrington, s'est sacrifié en démissionnant pour apaiser l'opinion publique et couvrir le gouvernement conservateur. Enfin, 40 navires de guerre ont pris la mer avec un prince royal à bord.

Les enjeux de la crise des Malouines sont multiples. La presse a beaucoup insisté sur la présence possible de riches champs pétrolifères dans la zone. C'est un élément. Mais il faut insister tout autant sur la position des Malouines, qui permettent de contrôler la route de rechange de l'Atlantique au Paci-

fique par le cap Horn, au cas où la route de la Caraïbe et du canal de Panama deviendrait impraticable pour les USA en raison de la situation révolutionnaire en Amérique centrale. Enfin, il y a les mobiles politiques intérieurs de l'Argentine : la recherche d'un sursaut chauvin pour accorder un sursis à la dictature ébranlée.

Toutes les puissances impérialistes ont manifesté leur inquiétude devant la crise des Malouines et leur désaveu de l'entreprise argentine. Ronald Reagan n'a pu éviter de manifester son ennui face à un conflit qui oppose « *deux amis des Etats-Unis* » ; en clair, deux alliés dans les tâches de maintien de l'ordre contre-révolutionnaire dans le monde. Les Etats-Unis ont voté la résolution du Conseil de sécurité de l'ONU condamnant l'Argentine. Seul Panama a voté contre ; l'URSS et la Chine se sont réfugiés dans l'abstention.

L'Autriche et le Canada ont décidé l'embargo des livraisons d'armes à l'Argentine, l'Allemagne fédérale et la France ont suivi leur exemple.

HALTE A L'INTERVENTION IMPÉRIALISTE BRITANNIQUE AUX MALOUINES !

Contre le courant dominant de l'opinion britannique, nos camarades de l'International Marxist Group (IMG) ont pris une position sans ambiguïté contre l'intervention impérialiste britannique aux Malouines :

« *Thatcher prépare la guerre non pour défendre les îles Malouines, mais pour défendre les intérêts économiques et militaires britanniques dans l'Atlantique-Sud. Le premier devoir du mouvement ouvrier est d'arrêter cette aventure militaire.*

« *La marine britannique est haïe par tous ceux qui combattent pour la liberté dans le monde entier. Nous exigeons son retrait immédiat dans les eaux territoriales britanniques. Les conservateurs n'ont pas la moindre préoccupation pour la liberté et la marine ne défend en rien la liberté. Jusqu'à récemment, la Grande-Bretagne a soutenu à fond la junte répressive. Son indifférence à la démocratie est encore plus claire maintenant qu'elle a choisi le soutien militaire du Chili pour son aventure contre l'Argentine. Il y a seulement trois semaines, les conservateurs étaient impliqués dans un complot américain en vue d'une intervention argentine du Nicaragua.*

« *Historiquement, (...) les 1 700 habitants actuels des Malouines sont des colons apportés par l'occupation coloniale britannique. Ils n'ont aucun droit territorial face à l'Argentine. On doit leur donner la possibilité de choisir entre demeurer sous l'administration argentine ou rentrer en Grande-Bretagne, ou encore aller s'établir où l'on voudra d'eux, avec une totale compensation financière à la charge du gouvernement britannique.*

« *L'action militaire impérialiste ne peut en aucun cas être considérée comme un moyen de renverser la junte argentine honnie. Une telle action militaire fournit au contraire la seule justification dont puisse se revendiquer la junte face aux masses argentines en lutte. Notre confiance et notre soutien vont au mouvement ouvrier argentin et à ses efforts pour jeter bas la dictature.* » (*Socialist Challenge*, 7 avril 1982). ■

D. B.
8 avril 1982.

La crise de la dictature à la veille de l'expédition des Malouines

B. MIRALLES

La crise économique apparaît sans possibilités de redressement à court terme. Les chiffres de 1981 ont été sans pitié : plus de 6 % de recul du produit intérieur brut (PIB), une chute dramatique de la production industrielle, un nouveau record en matière d'inflation, une croissance du déficit budgétaire, une dette extérieure en constante expansion jusqu'à atteindre 34 milliards de dollars, une baisse des prix des céréales... La crise a atteint les grandes entreprises. De janvier à octobre 1981, on a produit 1 148 tracteurs et on en a importé 1 051. Il suffit de comparer avec octobre 1976, où on en produisait 2 320.

« Dans un monde en récession, a dit le président de l'Union industrielle argentine (UIA), J. Hirsch, nous ne pouvons pas apparaître comme une île, ainsi qu'on prétendait l'imaginer quand Martinez de Hoz était ministre de l'Economie, quand on affirmait qu'il n'y avait ici ni chômage ni problèmes importants dignes d'être pris en considération. En réalité, un mécanisme artificiel a alors été mis en mouvement, comme si on avait réussi pendant un temps à doper un malade au point de provoquer son euphorie, pour le laisser ensuite tomber vertigineusement. C'est un peu ce qui est arrivé. » (*Economista*, 5 février 1982).

Le chômage a encore augmenté ces derniers mois. Les bureaucrates syndicaux avancent le chiffre de 1 700 000 chômeurs. Un rapport de la hiérarchie catholique arrive au chiffre de 1 800 000, alors qu'un recensement des caisses de secours comptabilise 2 700 000 bénéficiaires. En tout cas, entre chômage et sous-emploi, on peut parler sans risque d'erreur de 3 millions de personnes si ce n'est davantage, sur une population totale de 28 millions de personnes.

Quel est le remède préconisé par Juan Aleman, le nouveau ministre de l'Economie ? Tout d'abord, selon lui, il faut soumettre l'inflation à un traitement de choc, « à la chilienne »... Et la crise ? On verra plus tard ! Mais la diminution du déficit budgétaire — par le biais du blocage des salaires, du gel de l'investissement public, de la privatisation des entreprises —, combinée avec une réduction drastique de l'émission monétaire conduira à un approfondissement de la récession, sans la moindre garantie que l'inflation recule dans les proportions escomptées. Le manque de liquidités et les forts taux d'intérêts pourront atteindre un niveau insupportable pour les entreprises. Il y a déjà des indices de cela dans la discussion entre les patrons au

sein de l'UIA, où deux ailes s'affrontent : celle qui dit qu'il faut accorder un délai au ministre, et celle qui dit qu'il faut l'affronter tout de suite, avant qu'il ne soit trop tard.

La dette extérieure signifie un intérêt annuel supérieur à quatre milliards de dollars. Il y a, cette année, pour plus de 7 milliards de dollars en dette et en intérêts, ce qui équivaut à plus des deux tiers des exportations.

Quant à la restitution au privé d'entreprises du secteur public, elle pose les questions suivantes : combien et dans quels délais ? Martinez de Hoz considérerait lui aussi cet objectif comme décisif. Il s'est pourtant retrouvé avec un secteur étatique renforcé, l'Etat gérant les secteurs économiques les plus variés, y compris de nouvelles entreprises en faillite où il avait dû intervenir. C'est encore ce qui est en train de se produire avec l'entreprise Celulosa, dont l'Etat est le principal créancier, à travers la Banque nationale de développement (BND). Sera-t-il possible de vendre ces entreprises, plus les chemins de fer, les métros, les téléphones, la Banque nationale, et jusqu'aux richesses du sous-sol, comme le gouvernement se le propose ? Pourquoi ne l'a-t-il pas fait plus tôt, quand il pouvait compter sur un rapport de forces et un degré de cohésion bien meilleurs ?

La situation internationale est peu propice à un drainage de capitaux dans des branches économiques qui ne garantissent pas un fort taux de profit, avec un marché intérieur rétréci (le revenu par tête des Argentins est en moyenne inférieur de 6,8 % à celui de 1976), et sans perspective de reprise du commerce international à court terme, ou d'une expansion économique de l'Argentine en Amérique latine.

Mais ce n'est pas là le seul problème. L'obstacle majeur vient du fait que, dans un pays dépendant, l'appareil d'Etat hypertrophié continue à se développer pour garantir les investissements privés et assurer l'infrastructure de l'économie capitaliste.

A trois reprises, on a demandé l'autorisation de privatiser l'entreprise Siam. Les trois tentatives ont échoué. On essaie à nouveau aujourd'hui, à un prix réduit. De même avec la raffinerie Nunorco. Dans d'autres cas, les privatisations sont des combinaisons et des tractations grossières qui finissent par une nouvelle situation de faillite, par exemple dans les cas de la raffinerie La Esperanza, de Cantabrica, de Bernalesa, de Swift, etc.

Là où il y a eu une avancée, c'est dans ce qu'on a appelé les privatisations périphériques : YPF (pétrole), Gaz del Estado (gaz), Entel (télécommunications),

où il existe une interpénétration d'entreprises multinationales (comme Esso dans la distribution du gaz domestique) avec la bureaucratie militaire et étatique, ce qui a souvent donné lieu à la constitution d'entreprises fantômes ou à la solvabilité douteuse.

« Le prétendu gradualisme du programme économique du 2 avril 1976 était un euphémisme pour caractériser le compromis entre les objectifs propres des principaux protagonistes du processus : le pouvoir militaire et la droite », affirme Aldo Ferrer dans son dernier livre, et il ajoute : « Les inévitables concessions des dirigeants de l'économie au pouvoir militaire ont sévèrement conditionné l'application du programme du 2 avril 1976... L'expansion de l'Etat est dans la nature même d'un gouvernement militaire. »

On calcule que le budget militaire argentin sera, pour 1982, d'environ 4 milliards de dollars, soit environ 4,5 % du produit intérieur brut (PIB). Il faut ajouter à cela la manipulation discrétionnaire de comptes spéciaux et de la comptabilité des entreprises contrôlées par les militaires.

La participation de Fabricaciones Militares à quantité de projets liés à des compagnies privées nationales et étrangères (certaines avec très peu de capitaux nationaux, comme Ipako ou Indupa) de la chimie et de la pétrochimie, illustre clairement la croissance de ses activités au cours de la dernière période.

La responsabilité de l'establishment militaire dans la croissance colossale de la dette extérieure est indéniable mais difficile à chiffrer, vu les trucages des statistiques : « Les données de la Banque centrale sur la dette extérieure et la balance des paiements présentent un trou de 10 milliards de dollars, dont la destination n'est pas mentionnée dans les statistiques officielles. C'est une somme considérable, qui ne peut être attribuée à des erreurs ou omissions dans les statistiques de la balance des paiements... » (J. Baintrub et A. Ferrer, *Clarín*, 30 avril 1981).

Les innombrables projets de fabrication d'armement (tanks, avions, sous-marins, etc.) ont permis le développement douteux de certaines entreprises comme Pescarmona à Mendoza, qui était encore, il y a dix ans, une fabrique de bric-à-brac métalliques tels que montures de portes et de fenêtres, et qui est devenue aujourd'hui un monstre qui prétend concurrencer Allis Chambers dans la fourniture des turbines pour Yacireta. Le secret de sa croissance, c'est le lien avec les Fabricaciones Militares (éléments pour les tanks TAM) et avec la Marine (projet de fabrication de sous-marins), à tel point

qu'elle est en pourparlers avec Westinghouse pour acquérir la Siam. On peut en dire autant des ateliers Vacari de San Rafael, qui étaient il y a peu une entreprise d'enduits et de peintures, et vient aujourd'hui d'acheter le tour électronique le plus important d'Amérique du Sud. Cette entreprise produit les chenilles des tanks TAM. Nous pourrions dresser une longue liste d'entreprises de ce type.

La Marine, à travers son entreprise EDESA, a passé un accord avec la Gulf Interstate Company et la Appalachian Company pour monter une entreprise de liquéfaction de gaz destiné à l'exportation vers les Etats-Unis (avec un contrat de vingt ans), avec un investissement total de 2,3 milliards de dollars.

La politique de désertisation doit emprunter un chemin tortueux et difficile, tiraillée par les différents intérêts en jeu, par la crise du pays et par la crise mondiale. Les compagnies pétrolières impérialistes, interrogées sur la possible privatisation du sous-sol ont répondu : « La privatisation du sous-sol n'est ni nécessaire ni désirable. La Loi sur les hydrocarbures en vigueur remplit toutes les conditions prévues pour assurer la prospection et l'exploitation pétrolières en Argentine. » (*Economista*, 5 février 1982).

Le général Miret, secrétaire de la Planification, a dit qu'on ne pouvait parler sérieusement de privatisation du sous-sol pour l'instant, qu'il fallait des études sérieuses et qu'il y avait des problèmes plus urgents à résoudre.

Nous assistons aux premières convulsions autour de la politique économique du ministre Juan Aleman, à l'ébauche de nouvelles luttes au sein de la bourgeoisie, et on peut déjà percevoir clairement que nous ne sommes plus en 1976. Les marges de manœuvre se réduisent au fur et à mesure que la crise s'approfondit. Le plus difficile, pour la dictature, c'est d'élargir sa base sociale et de parvenir, dans le même temps, à un accord avec l'ensemble des tendances politiques bourgeoises autour du Plan économique de Juan Aleman.

En ce qui concerne le blocage des salaires, il y a aussi des désaccords. Les protestations contre l'augmentation des tarifs et des impôts sont de plus en plus massives. Il y a eu des manifestations de locataires dans des endroits comme Lomas de Zamora et Avellanada ; il y a également l'occupation de terres à Quilmes, qui dure depuis deux mois, malgré les multiples provocations et les actions répressives. Il faut ajouter à cela les innombrables protestations populaires qui traduisent la pression de la réalité, en même temps que l'existence de foyers naissants de résistance.

Dans les usines, le mécontentement n'est pas moindre, mais la situation économique pèse. Dans les grandes entreprises, les tentatives de licenciements massifs sont combattues par la mobilisation, comme à Volkswagen, avec l'occupation de l'usine.

La bureaucratie syndicale se heurte à plusieurs problèmes. L'un d'eux : comment ne pas être totalement discréditée aux yeux de la base, alors que la majorité

des bureaucrates veulent avoir de bons rapports avec la dictature et le disent sans retenue. D'autres comprennent qu'ils ne peuvent préserver leur propre espace sans se lier un minimum à une politique d'opposition et ils tentent de joindre leur sort à la *multipartidaria* — coalition de directions de partis d'opposition —, ou de jouer un rôle dans la lutte interne au mouvement péroniste. A la tête de la Confédération générale du travail (CGT), Lorenzo Miguel ménage ses liens avec le gouvernement d'un côté (il est ami personnel du colonel B. Menendez, sous-secrétaire du ministre de l'Intérieur), avec le chef de file du péronisme Bittel de l'autre, sans rompre les ponts avec l'amiral Emilio Massera, membre de la junte lors du coup d'Etat de 1976, aujourd'hui passé à l'opposition. En jouant sur ce large éventail, il a réduit les possibilités pour la CNT-20 (Confédération nationale des travailleurs), l'aile de la bureaucratie prête à tout type d'accord avec les militaires, de se présenter comme l'unique interlocuteur de la dictature, situation qui ne lui a guère profité jusqu'à présent. Enfin, la tendance Ubaldini s'orienté vers une alliance avec des cadres régionaux plus combattifs et des cadres moyens de la CGT, tout en jouant parmi eux un rôle modérateur ou de pompier. Certains voient dans ce secteur un point de ralliement possible pour les courants combattifs, actuels et futurs. Ubaldini lui-même joue ce jeu, reçoit tout le monde, écrit dans le journal *Clarín* sur le film *Norma Rae*, embrasse avec effusion les mères de la plaza de Mayo ...

Sans perdre de vue les différenciations et les luttes entre les bureaucrates, il ne faut pas s'attendre à ce que l'un d'eux prenne l'initiative d'impulser l'activité autonome de la classe ouvrière. A l'avenir, une fois l'approfondissement des luttes ouvrières devenu effectif, nombre d'entre eux voudront jouer les Lech Walesa. Mais c'est encore une autre histoire ...

De son côté, la *multipartidaria* veut donner l'impression de faire face sans faire face. Elle définit avec plus de clarté ce qu'elle ne veut pas être : elle ne souhaite pas être un front anti-dictatorial, la mesure où cette dynamique l'obligerait à s'appuyer sur le mouvement de masse, avec les risques que cela implique. Elle ne veut pas non plus une polarisation contre les forces armées. Elle préfère une issue négociée avec les forces armées. Elle ne veut pas être une force indisciplinée et mal éduquée. Elle voit d'un mauvais œil les « excès », pour l'instant verbaux, de réunions où il y a des jeunes.

Dans un banquet où Alfonsín a pris la parole, ces derniers ont prononcé des discours incendiaires que les anciens ont écouté avec effarement, ces anciens qui ne veulent pas d'accords interprofessionnels entre les syndicats et les chambres patronales pour ne pas irriter la hiérarchie militaire. Ces messieurs veulent dialoguer et négocier directement avec le gouvernement.

Mais la profondeur de la crise et les tensions qu'elle engendre ne peuvent manquer de perturber cette idylle. Lors

des dernières réunions de la *multipartidaria* se sont déjà esquissées deux tendances qui ne correspondent pas aux partis constitués, mais recourent dans chacun des partis les mous et les durs : un secteur plus radicalisé avec une partie du péronisme, du radicalisme, de la DC, du Parti intransigeant contre un secteur plus modéré avec une autre partie du péronisme, du radicalisme, de la DC ... La tendance modérée est majoritaire et détermine les rythmes de la *multipartidaria* pour le moment : « *Non aux excès du passé !* », dit Bittel. Cependant, l'instabilité croissante ne pourra qu'aiguiser les tensions qui l'agitent.

Avec la reconnaissance du statut légal des partis politiques promise pour juin 1982 va se développer une nouvelle lutte interne et de nouveaux regroupements de forces vont apparaître. Malgré le caractère restrictif du projet de statut qui prévoit d'interdire à l'avenir toute référence aux assassinats et aux disparus et à la conception de la « lutte antisubversive » des forces armées, malgré l'interdiction de toute référence à la lutte des classes ou à l'internationalisme, il est probable que des luttes vont se développer au sein de ces formations où se sont regroupés des secteurs de la petite bourgeoisie radicalisée, y compris, dans une faible proportion, de la génération qui n'a pas connu l'expérience de 1969 à 1976, c'est-à-dire depuis le *Cordobazo* (soulèvement de Cordoba) jusqu'à la chute du gouvernement d'Isabel Peron.

Les transformations intervenues dans l'économie trouveront inévitablement leur expression dans le domaine politique, mais le processus peut être plus ou moins long, principalement en fonction du développement des luttes au sein de la classe ouvrière.

Les cadres militaires sont très préoccupés par la possibilité de luttes à court terme (ce qu'ils appellent « explosion sociale »). Ils essaient d'ausculter l'opinion de différents secteurs, à leur manière évidemment. On a appris que le Service de renseignements a commandité un sondage d'opinion, comme s'il s'agissait d'une entreprise, dont le but n'était pas tant la détection policière de militants, mais une estimation de la sensibilité de la population aux diverses questions d'actualité.

Il y a un relâchement du contrôle culturel, surtout dans la capitale, où l'on peut écouter à la radio des choses inimaginables il y a peu, où l'on a pu assister au spectacle de la chanteuse Mercedes Sosa (le plus grand succès de ces derniers temps), ou encore voir certains films interdits depuis plus de cinq ans ...

On assiste parallèlement à des tentatives rétrogrades, comme les tractations avec la droite de l'épiscopat pour développer l'enseignement religieux dans les écoles en échange d'une modération des critiques de l'Eglise sur des thèmes comme les disparus ou le chômage. Le gouvernement offre en même temps un front commun pour s'opposer aux intentions du pape Jean-Paul II de renouveler la hiérarchie de l'Eglise argentine, considérée

comme la plus réactionnaire d'Amérique latine. D'autre part, la libéralisation des programmes télévisés a suscité une riposte immédiate de l'Eglise, qui a dénoncé la connivence entre « *le libertinage et la subversion* ».

La crise de l'Eglise mérite qu'on lui porte une certaine attention. Les courants actuels de radicalisation parmi les catholiques n'ont rien à voir avec le tiers-mondisme de l'étape précédente, qui est entré en crise parallèlement au péronisme et aux organisations de la guérilla. Aujourd'hui, on assiste au développement d'un phénomène qui a pour points de référence le Nicaragua, la Pologne et les communautés de base du Brésil liées à l'expérience du Parti des travailleurs (PT). De larges secteurs de la jeunesse sont liés à l'Eglise et constituent un ferment important dans une situation de crise généralisée.

Il convient de préciser les limites de l'ouverture. Il faut se garder des analyses qui envisagent un cours linéaire vers une issue électorale. Il faut aussi se garder des analyses qui ne perçoivent ni les changements en cours ni les inflexions de la situation. Ce qui devait constituer toute une période du processus de réforme institutionnelle, l'épisode du général Viola, n'a duré que cinq mois. La figure du général Galtieri, propulsé au pouvoir comme homme fort et *caudillo* militaire, a effacé d'un coup de plume toute la mécanique institutionnelle mise au point par la dictature. Cela exprime le besoin, pour le parti militaire, d'éviter tout fonctionnement délibératif. Le général Galtieri peut remplacer le général Viola, mais il n'élimine pas les facteurs qui ont conduit à la rupture de la cohésion.

La promotion en grade de généraux de division mutés ne correspond pas à un geste magnanime envers des collègues écartés, mais résulte de laborieuses négociations pour parvenir à l'équilibre de forces actuel. Les arrestations successives de l'ex-président (1966-1970) et général Juan Carlos Onganía, de l'amiral Emilio Massera, des généraux Leal et Menendez et d'autres chefs militaires répondent au même phénomène.

Ils ont un passé très noir qui les unit parfois, mais parfois aussi les sépare. Peuvent-ils rééditer aujourd'hui une nouvelle version du Grand accord national (GAN) proposé en 1972 par le général Alejandro Lanusse ? On pourrait arriver à la conclusion superficielle qu'ils vont tenter de le réaliser. Mais il y a une situation nouvelle, et les changements intervenus sont qualitatifs. Le problème des disparus est beaucoup plus compliqué que le retour de Peron ou que la restitution du cadavre d'Evita. La crise économique n'a pas d'équivalent dans toute l'histoire du pays.

D'un autre côté, les généraux au pouvoir disposent bien de quelques avantages : la crise irréversible du péronisme (sans Peron) et la situation actuelle du mouvement ouvrier.

Il faut cependant considérer le caractère évolutif des rapports de forces. Le temps commence à jouer contre la dictature, même si elle conserve encore le mo-

nopole de l'initiative face à l'impuissance traditionnelle de l'opposition bourgeoise.

Comme le président Augustin P. Justo (1932-1938), comme le général Alejandro Lanusse (1972-1973), le général Galtieri se fixe pour objectif la vieille chimère de constituer un « parti officiel » doté d'une base sociale réelle. Mais sa réalisation est un casse-tête. Pour conquérir une base électorale, il faudrait jeter la politique économique par-dessus bord. Or, l'armée a dû jouer le rôle de parti bourgeois à cause de l'incapacité même des secteurs économiquement dominants de se doter d'une expression politique stable.

La nouvelle oligarchie argentine pourrait-elle avoir aujourd'hui son Ronald Reagan, sa Margaret Thatcher ou son Valéry Giscard d'Estaing ? Rien n'est moins sûr. Parce que dans le cadre d'une crise très profonde, où aucun secteur (pas plus la dictature que l'opposition bourgeoise) ne se hasarde à proposer une date pour la fin de cette longue nuit, nous finirons par avoir un prolétariat relativement fort et une bourgeoisie relativement faible.

L'instabilité, les avancées et les reculs, vont être des traits de toute la période à venir. Le mouvement ouvrier pourra capitaliser tout ce qui affaiblit la dictature, s'il parvient à développer une activité indépendante. La classe ouvrière sera l'élément centralisateur du mouvement croissant pour les droits de l'homme et les droits démocratiques (mères, parents, etc.). Toutes proportions gardées, il convient d'étudier l'expérience espagnole : celle de l'apparition des Commissions ouvrières (CCOO) et aussi la situation actuelle. Seul le mouvement ouvrier peut être conséquemment antidictatorial et seul son programme peut offrir une issue à cette situation.

Tant en raison de l'évolution internationale qu'en fonction de l'évolution économique du pays au cours des dernières décennies, un programme de Front populaire (nationaliste, populiste, productiviste) n'a aucune base matérielle de concrétisation. Si l'on passe en revue les divers modèles de pouvoir ayant existé au cours des seize années passées, les mêmes programmes économiques et les mêmes hommes se sont succédés sans plus de succès les uns que les autres.

L'assassinat, ces derniers jours, de la militante du Parti socialiste des travailleurs (PST) Ana Maria Martinez, confirme qu'il n'y a pas de progression linéaire vers l'ouverture, bien qu'il faille signaler les nouvelles caractéristiques de la riposte que cet assassinat a suscitée : une condamnation généralisée, des déclarations des organisations les plus diversées, des commentaires à la radio, un éditorial de *Clarín* ... Il faut voir ce que va bien pouvoir inventer le ministère de l'Intérieur, qui s'est engagé à mener une enquête « approfondie » sur les faits, après que le pouvoir ait propagé initialement la version selon laquelle il s'agissait d'un règlement de comptes au sein de l'extrême gauche, pour une question de fonds ...

La première conclusion à tirer : ne

pas baisser la garde ; il n'y aura pas de légalité offerte à l'avant-garde ouvrière ni aux militants révolutionnaires et socialistes.

Dans une conférence de presse, un correspondant étranger a posé une question au général Galtieri : « *Comment est-il jusqu'à quand l'ouverture politique est-elle compatible avec l'intervention directe de l'Argentine en Amérique centrale ?* » Le général Galtieri a répondu avec ennui : « *Journaliste intelligent !* » Bien sûr, ce n'était pas une réponse stupide. Mais, parmi les éléments d'instabilité, il faut inclure sérieusement la possibilité d'une participation directe des militaires argentins aux conflits d'Amérique centrale. Nous parlons d'intervention à découvert et non pas de l'intervention camouflée qui existe déjà, sans aucun doute possible, en ce moment.

Bien sûr, les généraux n'enverront pas de troupes ni de parachutistes sans le feu vert de l'impérialisme américain. Une intervention approfondirait encore la crise interne du régime et compromettrait la possibilité d'« ouverture ».

De plus, on ne peut écarter complètement la possibilité de conflits armés avec le Chili, ou avec les Britanniques à propos des îles Malouines (Falkland). Il ne faut pas confondre les rôles différents que jouent les guerres dans le déroulement des crises, dans le cas de pays capitalistes développés ou dans le cas de pays dépendants. Cependant, nous constatons dans divers secteurs du régime une pression constante dans le sens d'une solution de force contre le Chili et contre les dépendances britanniques ; il suffit de lire l'organe de la Marine pour s'en rendre compte. Différents secteurs nationalistes poussent dans le même sens.

Le haut commandement militaire, à la suite des formidables dépenses militaires de ces dernières années, ne va pas perdre l'occasion, si elle se présente, de s'auto-justifier historiquement par un conflit réel. Les journaux ont récemment signalé qu'un avion avait survolé les plages de Mar del Plata en traînant une banderole énorme rejetant toute concession au Chili sur la délimitation de la frontière sur le canal de Beagle. En même temps, des journalistes et les commentateurs de la télévision, sur la plage, auscultaient l'« opinion publique » ... Il s'est agi à la fois d'une exaltation du chauvinisme, et d'un test auprès des couches aisées de la population qui se trouvaient au bord de la mer à ce moment-là.

La campagne contre toute intervention militaire aux îles Malouines ou contre le Chili doit faire partie de la lutte pour les droits de l'homme et démocratiques, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays, en coordination avec les travailleurs chiliens et britanniques, et avec la campagne de solidarité avec la révolution centro-américaine. ■

B. MIRALLES

Buenos Aires, 24 février 1982.

(article repris de *Divergencia*, revue marxiste révolutionnaire argentine publiée à Paris, mars 1982.)

Après les "élections de la nuit"

A PRES avoir applaudi sans aucune pudeur au « triomphe de la démocratie électorale » dans un pays où la dictature en place porte la responsabilité de 30 000 morts depuis 1979, la grande presse et les diplomates américains commencent à changer de ton. C'est dire si les contradictions politiques suscitées au sein de la Junte militaire et démocrate-chrétienne par les résultats électoraux vont rapidement prendre le pas sur tout le reste.

Alors que les estimations les plus favorables attendaient 500 000 électeurs, sur un corps électoral d'environ 2 millions de personnes, alors que le Conseil central électoral n'avait envisagé l'impression que de 800 000 bulletins de vote, la dictature a cependant annoncé une participation électorale de 1,2 million de personnes.

UNE FRAUDE QU'IL FAUT DENONCER

Pourtant, comme le note le bulletin d'information de la représentation du FMLN-FDR en France, daté du 1er avril 1982, « la manipulation des résultats électoraux est évidente : lundi 29 mars à 18 h 30, le Conseil central des élections annonçait un total de 376 814 votes, après vingt-quatre heures de dépouillement. Mais, à peine douze heures plus tard, c'est-à-dire le mardi 30 mars à 6 h du matin, il annonçait 747 256 votes validés. Il aurait donc été dépouillé en douze heures, la nuit, autant de votes que pendant les vingt-quatre heures précédentes ». Et la déclaration du FMLN-FDR ajoute que « la vieille histoire de la fraude électorale de 1972, connue sous le nom de "votes de nuit", se répète ».

Le déroulement même de ces élections — « protégées » par l'armée surveillant les urnes en plastique transparent, sans registre électoral, avec toute possibilité de fabriquer en masse de fausses pièces d'identité —, s'est ajouté aux intimidations diverses pour permettre ces résultats. Ainsi, les salaires des fonctionnaires et de certains travailleurs d'entreprises privées ont été retenus jusqu'après le 28 mars, où ils devaient être payés sur présentation de la carte d'identité comportant le tampon qui attestait de la participation aux élections. Cela explique sans doute les 155 121 votes blancs ou nuls comptabilisés.

Ces élections n'ont pourtant pas seulement été celles des classes dominantes salvadoriennes et des forces petites bourgeoises urbaines qu'elles polarisent. Leur résultat porte avant tout la marque des forces répressives. L'armée ne s'est pas opposée frontalement à la tactique électorale de la Démocratie chrétienne et de Washington. Elle s'y est adaptée pour en retirer finalement tout le bénéfice, en permettant la « légalisation » des formations politiques d'extrême droite. Si la Démocratie chrétienne de Napoleon Duarte est créditée de 40,65 % des suffrages, l'ARENA du fasciste Roberto d'Aubuisson aurait obtenu 29,12 % des voix, et le Parti de conciliation nationale (PCN), formation traditionnelle de la dictature dirigée par le fondateur du groupe paramilitaire Orden, obtiendrait 18,57 % des votes.

Ainsi, au lieu de plébisciter la Démocratie chrétienne en lui donnant une plus grande légitimité internationale, les résultats des élections du 28 mars renforcent les formations fascistes et les fractions militaires qui leur sont liées. Alors que la Démocratie chrétienne ne dispose que de 24 sièges à l'Assemblée constituante, les formations d'extrême droite en comptent 36 au total.

L'embaras de Washington, dont les conseillers ont mis tant de soin à essayer de confectionner une image « réformatrice » à la Junte salvadorienne, est évident. A la veille des élections, le secrétaire d'Etat Alexander Haig affirmait que les USA soutenaient la Junte à cause de sa capacité à conduire des « réformes ». La Démocratie chrétienne était donc, en quelque sorte, la dernière caution justifiant publiquement le soutien impérialiste. Aujourd'hui, cette carte maîtresse de Washington risque fort d'être tenue à l'écart du futur gouvernement, ou mise en minorité en son sein. Ronald Reagan a d'ailleurs publiquement reconnu que la réussite électorale de Roberto d'Aubuisson donnerait aux USA « de grandes difficultés » si le gouvernement revenait sur les « réformes » de Napoleon Duarte (*Newsweek*, 12 avril 1982).

En effet, l'ARENA, qui est financée par des banquiers et des propriétaires fonciers réfugiés à Miami, prône la dénationalisation des banques et la restitution à leurs anciens propriétaires des terres distribuées par la timide réforme agraire démocrate-chrétienne. Les tractations vont donc bon train autour de la composition du futur gouvernement. Et l'ambassadeur US à San Salvador joue de tout son poids pour essayer de négocier le maintien, de plus en plus aiéatoire d'ailleurs, d'une couverture de « réformes » à la politique répressive de la dictature.

Aussi, cette mascarade électorale ne signifie-t-elle nullement une marginalisation des forces du FMLN. Bien au contraire, le dirigeant démocrate chrétien Julio Rey Prendes attestait de l'affaiblissement de la Junte en affirmant récemment que si sa formation se trouvait « marginalisée, dans l'opposition (...), de nombreux Salvadoriens ayant perdu la foi en la démocratie rejoindront la gauche ». Parallèlement à la manœuvre électorale de la dictature, les forces de la guérilla ont poursuivi le renforcement de l'organisation de réseaux clandestins dans les centres urbains et multiplié leur capacité d'initiative militaire. *Radio Venceremos* a récemment annoncé que le FMLN entendait célébrer le 1er Mai « avec des combats populaires et la préparation d'une insurrection » (*International Herald Tribune*, 5 avril 1982), réaffirmant ainsi sa perspective stratégique de renversement de la dictature, tout en maintenant sa disponibilité pour des négociations.

Dès lors, il faut toujours craindre des actions militaires impérialistes. De nombreux entretiens entre des diplomates américains et des responsables militaires argentins attestent de la mise en application de plans contre-révolutionnaires en Amérique centrale autour de la constitution d'une « force d'intervention interaméricaine » avalisée par l'Organisation des Etats américains (OEA). *Le Monde* du 8 avril 1982 notait que « dans cette hypothèse, un crédit de 50 millions de dollars permettrait à l'Argentine de fournir du matériel militaire, des avions légers, des chars, des fusées et des roquettes, des moyens de transport à une "force interaméricaine d'intervention" ».

Le général Alfredo Balin, récemment nommé ambassadeur d'Argentine à Panama, serait chargé de coordonner toutes ces opérations contre-révolutionnaires dans la région centro-américaine. C'est dire si l'appel à la solidarité mondiale, lancé depuis Mexico par le Forum international de solidarité avec le peuple du Salvador vient à point nommé pour répondre à la récente manœuvre électorale impérialiste et aux préparatifs contre-révolutionnaires en Amérique centrale. Il se doit d'être largement repris, diffusé et entendu.

Vincent KERMEL
8 avril 1982.



Premier Forum Mondial de soutien à la révolution salvadorienne

Miguel ROMERO

Le vendredi 26 mars à 19 heures, le Ier Forum de solidarité avec le peuple du Salvador s'est ouvert au cinéma *Variedades* de Mexico. L'enthousiasme des 2 500 personnes qui remplissaient la salle, unies dans la solidarité avec la révolution salvadorienne, devait durer pendant tous les travaux du Forum proprement dit qui a commencé le lendemain avec deux cents délégués venus du monde entier.

S'il fallait résumer ce Forum en un seul mot, ce serait : l'Unité. C'est là une victoire, et non de la moindre importance, pour le peuple et les révolutionnaires du Salvador. Le message adressé au Forum par la direction générale du Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN) s'y référait en ces termes : « *Notre lutte a laissé ses traces : rassemblant parfois des volontés politiques divergentes ; réveillant la soif de liberté d'autres peuples ; et surtout créant une unité déjà claire entre de nombreuses forces du monde entier, autour de la nécessité d'affronter les ennemis de la paix et de la démocratie.* »

Avec ce sentiment et cette volonté d'unité, les participants à la session inaugurale ont chaleureusement applaudi les messages de la camarade Bernadette Devlin et de l'ambassadeur du Vietnam, ceux des délégués cubains et nicaraguayens, ceux d'une multitude de comités et d'organismes de solidarité des Etats-Unis

Vue de la tribune du Forum de Mexico. (DR)

et ceux du représentant du PC d'Union soviétique (PCUS), ceux du camarade Hugo Blanco et des représentants des comités guatémaltèques et honduriens, ceux des comités d'Europe occidentale et des groupes de Latino-Américains exilés à Mexico, ceux des organisations parties prenantes du Forum national mexicain de solidarité avec le Salvador, etc.

L'assemblée a fait une ovation particulière à *Radio Venceremos*, l'« *Iskra* » (Étincelle) de la révolution salvadorienne, que nous avons écouté informer le peuple salvadorien de la tenue de ce Forum.

Mais, au-delà de l'enthousiasme, il faut caractériser les présents, les absents, et ceux que nous pourrions appeler les « visiteurs », au sein de l'unité. La situation était claire dès la session inaugurale. Elle le fut encore plus au cours des travaux entre les 200 délégués.

LES FORCES REPRÉSENTÉES AU FORUM

Comme on peut le constater à la lecture de la liste des organisations signataires, trois composantes étaient présentes. La première et la plus importante est celle des révolutionnaires cubains, nicaraguayens, salvadoriens, guatémaltèques, centro-américains en général, et de ceux qui s'y identifient dans les autres pays latino-américains. La seconde est celle des militants de la solidarité dans les mouvements démocratiques et religieux, pres-

que tous politiquement indépendants, avec, parmi les comités européens, bon nombre d'anciens militants d'extrême gauche. La troisième, c'est celle de la IVe Internationale, représentée par des délégués de sections et de groupes sympathisants ou fraternels d'Amérique latine, d'Europe occidentale, des Etats-Unis, d'Australie, et de la direction même de l'Internationale.

Jusque-là, rien de surprenant : ce sont les trois courants que l'on retrouve dans la solidarité militante de tous les jours au sein des comités, travaillant à les construire et à les développer dans le monde entier, en collaboration avec diverses organisations nationales, dont certaines étaient présentes au Forum.

La surprise relative tient plutôt aux absences. La plus criante fut celle des organisations de l'Internationale socialiste qui, délibérément à n'en point douter, n'ont même pas envoyé un télégramme. On peut en dire autant des partis communistes, présents seulement par le biais du PC espagnol et du PC des Etats-Unis (pas même du PSUM mexicain), tous deux totalement inactifs dans les sessions plénières.

Il faudrait enfin classer parmi les « visiteurs » le délégué du PC de l'Union soviétique (PCUS), qui a seulement participé à la séance inaugurale, ainsi que, d'une certaine manière, les syndicats soviétiques, présents seulement sous la forme d'un télégramme porteur d'un salut parvenu au Forum peu avant la clôture. La diplomatie stalinienne est certainement plus habile, dans ces circonstances, que la social-démocratie, mais l'engagement envers le Forum a été pratiquement inexistant dans les deux cas.

Il n'est pas difficile de comprendre la raison de ces absences, plus ou moins évidentes. Le Forum avait une image radicale, c'est-à-dire militante. Nous qui étions présents, nous comprenions et appuyions les efforts diplomatiques du FMLN, sa recherche de tout allié, aussi occasionnel soit-il, et le recours à toute manœuvre politique utile. Mais nous savions — et nous étions là pour ça —, que l'essentiel était d'une part la reconnaissance du FMLN comme seul représentant légitime du peuple salvadorien et, d'autre part, la lutte pour étendre et organiser la solidarité de masse. Ce n'est là aujourd'hui le terrain ni des partis communistes ni de l'URSS, ni des partis socialistes ...

Ce n'est pas non plus celui, soit dit en passant, du gouvernement mexicain, pour



qui la seule justification du Forum aurait été qu'il apporte son appui au « Plan de paix » du président José Lopez Portillo. Comme le Forum a été tout autre chose, la presse mexicaine en a à peine parlé et il a fallu payer des placards publicitaires pour qu'elle reproduise une dénonciation de la farce électorale du 28 mars au Salvador. Le salut de la IVe Internationale au Forum a aussi été publié sous cette forme.

Ils nous considèrent donc comme des « gauchistes ». Et nous n'avons pas à en avoir honte. Les Salvadoriens en savent quelque chose. Roque Dalton, le grand poète révolutionnaire salvadorien, écrivait dans ses *Histoires et poèmes contre le révisionnisme salvadorien* :

*Dans un pays comme le nôtre
Où tout est proche et ramassé
Où l'amoncellement historique est si dense
L'ultra-gauchisme qui n'en reste pas
aux paroles
Et a les moyens de passer aux actes
Ira toujours plus profondément
S'enfonçant dans le cœur du peuple
Qui est toujours à l'ultra-gauche de la poitrine.*

UN FRONT MONDIAL DE SOLIDARITE

Le Forum a discuté pendant deux jours quatre questions centrales : l'appel anti-interventionniste, la formation et le règlement du Front mondial de solidarité, un plan d'action général et un plan d'action sur les réfugiés. Il y a eu près de deux cents interventions visant à amender et à améliorer les documents proposés, dans un climat de bonne entente nécessaire à une assemblée de ce type. L'essentiel était de forger un instrument de solidarité internationale, en un moment crucial face aux menaces pressantes d'intervention impérialiste et à la farce électorale organisée par Ronald Reagan et Napoleon Duarte. Il était donc juste que les divergences soient subordonnées à cet objectif central et il en a été ainsi.

Le Forum a donc décidé de constituer un Front mondial de solidarité. Ce Front consistera en une coordination de toutes les forces solidaires qui reconnaissent le Front Farabundo Marti de libération nationale - Front démocratique révolutionnaire (FMLN-FDR) comme seul représentant du peuple salvadorien. Il sera constitué par tous les comités de solidarité avec le peuple salvadorien ; des organismes de solidarité et organisations politiques, syndicales, paysannes, religieuses ou étudiantes ; des mouvements qui luttent pour la paix, les droits de l'homme et l'autodétermination des peuples ; de toute institution ou personnalité disposée à manifester sa solidarité.

Le Front aura un caractère anti-interventionniste et développera son activité sous la forme la plus unitaire possible, dans le respect des normes démocratiques. Ses objectifs principaux seront la lutte pour l'autodétermination du peuple salvadorien, pour mettre fin à l'in-



tervention au Salvador des Etats-Unis et de ses alliés du Venezuela, du Honduras, d'Argentine, du Guatemala, de Colombie et de l'Etat sioniste d'Israël ; pour élargir la solidarité aux autres peuples d'Amérique centrale et de la Caraïbe ; pour soutenir le combat du peuple salvadorien aujourd'hui contre la dictature et demain dans les tâches de reconstruction nationale.

Sur proposition du FMLN, Bill Zimmerman, président de la Campagne d'aide médicale pour le Salvador, a été élu président du Bureau permanent. Cette élection a une portée symbolique : Bill Zimmerman est un vétéran de la campagne contre la guerre du Vietnam, il porte au doigt une bague taillée dans le métal d'un avion américain abattu au Vietnam. C'est une façon de mettre l'accent sur l'autre versant de la vietnamisation de la révolution salvadorienne : faire en sorte que le Salvador soit pour des millions de jeunes des années 1980 la source d'espoir et d'inspiration qu'a représenté le Vietnam pour la génération des années 1970.

Les autres membres du Bureau permanent du Front sont les représentants des comités de solidarité du Pérou, du Mexique, des Etats-Unis, de France, d'Allemagne fédérale, du Nicaragua et de Porto Rico, ainsi que des personnalités indépendantes et des représentants d'organisations telles que l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), l'Organisation de solidarité avec les peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine (OSPAAAL), ou la Fédération syndicale mondiale (FSM).

La première tâche que s'est fixée le Forum, c'est évidemment la plus large diffusion de l'Appel (voir page 10) et sa signature par un maximum d'organisations et de personnalités, rassemblant notamment tous les courants du mouvement ouvrier sans exclusives ni exclusions. Il entend aussi poursuivre la campagne pour faire connaître la vérité sur le Salvador, tâche particulièrement nécessaire en ces jours de fraude électorale. La constitution

du Front mondial implique de nouvelles tâches au niveau des comités qui, loin de se dissoudre dans le Front, doivent en être l'aile marchante et militante, pour mobiliser unitairement.

Pour concrétiser le plan d'action adopté, le plus urgent c'est la définition, partout où ce n'est pas encore fait, d'un plan anti-intervention capable de présenter une riposte immédiate en cas d'intervention massive de l'impérialisme. Dans le cadre du Forum, une réunion informelle des délégations européennes a convenu par exemple de recueillir avant le 1er juin, dans chaque pays d'Europe occidentale, un minimum de 100 000 signatures contre l'intervention impérialiste et pour la reconnaissance du FMLN-FDR comme représentant légitime du peuple salvadorien.

A considérer la liste des délégations étrangères présentes au Forum, on peut constater que, sur une quinzaine de délégations de partis politiques, dix sont de la IVe Internationale. La proportion n'est pas de notre responsabilité, et elle ne nous réjouit pas. Il eut été meilleur pour la solidarité avec la révolution salvadorienne — et par conséquent pour nous aussi — qu'il y ait représentés un maximum d'autres partis du mouvement ouvrier. Nous avons, à notre échelle, fait un grand effort pour participer à ce Forum et cela en valait la peine.

Nous l'avons fait pour la même raison qui guide nos efforts quotidiens dans le travail de solidarité internationaliste. Parce que nous comprenons l'importance de la révolution centro-américaine, en elle-même, mais aussi dans ses effets auprès de millions de personnes. La révolution salvadorienne est une de ces révolutions gigantesques dans des petits pays qui, sans modifier radicalement les rapports de forces mondiaux, provoquent un bouleversement des consciences et marquent les nouvelles générations militantes de tous les pays. La marque de la révolution salvadorienne, c'est l'unité des révolutionnaires. Ce serait, parmi d'autres, une raison suffisante pour que nous consacrons tous nos efforts à la solidarité.

C'est pourquoi nous avons participé à ce Forum, travaillant au coude à coude avec tous ceux qui sont prêts à lutter pour la solidarité avec le Salvador. Nous nous sommes sentis, selon la formule du représentant du comité mexicain, « le droit à être Salvadoriens, comme nous avons été hier Cubains, Nicaraguayens, Guatémaltèques ou Dominicains ».

Enfin, nous avons démontré comment nous concevons ce travail de solidarité, nous qui nous sentons aussi le droit et l'obligation d'« être des travailleurs polonais » face à la répression bureaucratique. Nous voulons aider à la victoire de la révolution salvadorienne, et faire en sorte qu'un jour il y ait d'autres Forum de solidarité internationale avec tous les travailleurs qui luttent, où que ce soit dans le monde. ■

Miguel ROMERO
Mexico, 2 avril 1982.

Halte à l'intervention impérialiste

Appel à la formation d'un front mondial de solidarité

LES organisations réunies à Mexico dans le cadre du Forum international de solidarité avec le Salvador, les 27 et 28 mars 1982, ont lancé un appel à la constitution d'un Front mondial de solidarité. Ce Front consistera en une coordination composée de toutes les forces solidaires qui reconnaissent le Front Farabundo Marti de libération nationale - Front démocratique révolutionnaire (FMLN-FDR) comme unique représentant du peuple salvadorien. Il sera constitué par tous les comités de solidarité avec le peuple salvadorien ; par les organismes de solidarité et les organisations politiques, syndicales, paysannes, populaires, religieuses ou étudiantes ; par les organismes qui luttent pour la paix, les droits de l'homme et l'autodétermination des peuples ; par toute institution ou personnalité disposée à manifester sa solidarité.

Le Front mondial aura un caractère anti-interventionniste.

Nous, participants au Forum international de solidarité avec le Salvador, réunis à Mexico les 27 et 28 mars 1982, conscients des devoirs historiques des peuples du monde envers le peuple salvadorien, fermes partisans de ses droits à l'autodétermination et au plein exercice de sa souveraineté nationale, profondément convaincus que le Salvador atteindra la paix par le triomphe de la révolution, la prospérité du travail sans exploitation et la démocratie du pouvoir populaire, conscients que la solidarité internationale avec les peuples qui luttent pour leur liberté est l'une des traditions les plus généreuses et authentiques de l'humanité,

NOUS DECLARONS A TOUS LES PEUPLES ET GOUVERNEMENTS DU MONDE :

1 La lutte du peuple salvadorien est un mouvement social qui a de larges et profondes racines nationales ; inséré dans la réalité d'un continent dont les peuples se révoltent contre l'injustice, l'oppression et la misère ; produit d'un long processus historique au cours duquel l'exploitation par les monopoles étrangers et l'oligarchie salvadorienne a établi un système économique et social dépendant, appuyé sur une répression continue et sanglante menée par les dictatures successives, et provoquant la juste indignation du peuple tout entier, lequel a mis en pratique différentes formes de lutte.

Face aux élections frauduleuses, aux coups d'Etat répétés, aux diverses formes de manipulation idéologiques et politiques, à l'assassinat de nombre de ses meilleurs fils, le peuple salvadorien se trouve devant le choix historique de l'insurrection comme forme la plus élevée de la lutte démocratique pour conquérir la justice, préserver la dignité et recouvrer la souveraineté nationale.

2 Le peuple du Salvador a forgé les organes représentatifs auxquels il accorde un appui total et massif : le Front Farabundo Marti de libération nationale (FMLN) et le Front démocratique révolutionnaire (FDR). Ces organisations unitaires, qui conduisent la lutte pour un gouvernement démocratique révolutionnaire, sont les seules qui représentent authentiquement la nation salvadorienne, les interlocuteurs habilités et les dépositaires du consensus populaire.

La Junte militaire et démocrate-chrétienne est :

— coupable des plus graves crimes contre l'humanité et de génocide, de maintien d'un régime d'assassinats, de tortures et d'humiliations contre le peuple salvadorien ;

— coupable de haute trahison pour avoir livré la nation salvadorienne à l'impérialisme et aux monopoles nord-américains, et permis que les mercenaires et soldats des armées du Honduras, d'Argentine, du Chili, de Colombie, du Guatemala, du Venezuela, d'Uruguay, du Paraguay, d'Israël et des Etats-Unis massacrèrent le peuple et aient déjà pris entre leurs mains la conduite stratégique de la guerre ;

— coupable de détruire par le feu et par le sang des milliers de villages et d'avoir provoqué l'exode de déjà plus de 600 000 Salvadoriens vers d'autres pays ;

— coupable d'anéantir le patrimoine artistique et culturel de la nation en soumettant à l'état de siège et en attaquant les centres scolaires, universitaires et culturels du pays, en assassinant systématiquement les éducateurs, les artistes et les intellectuels qui ont opté pour la voie de transformation révolutionnaire de la société salvadorienne ;

— coupable de fouler aux pieds la liberté de presse et de bâillonner tous les journaux d'opposition, de persécuter, d'arrêter et d'assassiner nombre de journalistes du Salvador, du Mexique, des Etats-Unis, des Pays-Bas et d'autres pays ;

Il développera son activité sous la forme la plus unitaire possible, dans le respect du consensus et des normes démocratiques entre les différentes forces participantes.

Ses objectifs principaux seront la lutte pour le respect de l'autodétermination du peuple salvadorien ; pour mettre fin à l'intervention des Etats-Unis et de leurs alliés au Salvador ; pour développer toutes les formes de solidarité nécessaires. Il reprendra les positions politiques du FMLN-FDR pour les faire connaître au niveau international. Il gardera un caractère permanent pendant tout le processus de libération nationale, « de la guerre révolutionnaire à la reconstruction nationale ». Il élargira ses actions de solidarité « au contexte de la zone centro-américaine ».

Voir la liste des organisations constitutives du Front mondial de solidarité avec le peuple du Salvador en page 36.

— coupable d'étouffer la liberté syndicale et de militariser les lieux de travail, d'interdire le droit de grève, d'emprisonner et de commettre d'innombrables crimes contre les dirigeants et militants ouvriers et paysans ;

— coupable d'une persécution religieuse brutale causant la mort de dizaines de prêtres salvadoriens et d'autres nations, jusqu'à l'assassinat du plus haut représentant de l'Eglise du Salvador, Mgr Oscar Arnulfo Romero ;

— et coupable de bien d'autres crimes encore.

3 Les facteurs économiques, sociaux et politiques de caractère interne sont les causes déterminantes de la situation révolutionnaire actuelle au Salvador. Les révolutions ne s'exportent pas. Nous dénonçons donc les tentatives pour impliquer Cuba, le Nicaragua, le Vietnam et l'Union soviétique dans le processus révolutionnaire salvadorien, comme le font les campagnes internationales de manipulation de l'information, telles que le *Livre blanc*, fabriqué par la CIA, ou l'opération faillie « Tardencillas ». Nous condamnons la prétendue « Communauté démocratique centro-américaine », ainsi que le plan Reagan d'« aide » économique pour l'Amérique centrale et la Caraïbe, comme des instruments interventionnistes dans la région.

Nous soutenons sans condition les peuples et les processus révolutionnaires de Cuba, du Nicaragua et de Grenade, et nous nous solidarisons particulièrement et sans restriction avec le peuple guatémaltèque dans son avancée révolutionnaire irrésistible, sous la conduite de l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNG), ainsi que la lutte de tous les peuples d'Amérique latine pour conquérir leur indépendance et leur libération définitive.

4 Nous saluons la lutte anti-interventionniste des peuples et nous nous engageons avec eux à ne pas tolérer que des troupes étrangères envahissent le

Salvador. Nous appelons le peuple des Etats-Unis d'Amérique, qui développe aujourd'hui un intense travail de solidarité, à retenir tant qu'il est temps le gouvernement Reagan, pour l'empêcher de se fourvoyer dans une nouvelle aventure militaire, avec tout le déploiement d'armes conventionnelles et chimiques que cela implique, comme cela s'est déjà produit lors de la guerre d'agression injuste et sanglante au Vietnam.

Nous dénonçons en particulier l'intervention militaire directe des Etats-Unis et de ses alliés au Salvador, qui se développe avec la construction des bases militaires dans le golfe de Fonseca et au Honduras, avec le déplacement des réfugiés salvadoriens à la frontière du Honduras, avec les manœuvres de l'OTAN dans la Caraïbe, les menaces contre Cuba et les attaques contre le Nicaragua, ainsi que l'utilisation du territoire panaméen par le gouvernement américain pour l'entraînement de forces spéciales d'intervention au service des dictatures du continent, violant ainsi la souveraineté de la République de Panama. Tout cela va dans le sens d'une intervention directe de troupes, actuellement préparée par les gouvernements de Colombie, d'Argentine, du Chili, du Paraguay, du Venezuela et les autres dictatures soumises à l'impérialisme américain. Tout cela implique l'extension de la guerre à toute la région dans un moment de tension internationale extraordinaire, et menace directement la lutte pour la paix qui ne pourra l'emporter que lorsque les peuples réaliseront les transformations nécessaires pour éliminer les injustices, l'exploitation et l'oppression.

5 La reconnaissance du FMLN-FDR comme force représentative par le Mexique et la France, soutenue par de nombreux gouvernements et peuples du monde, renforce davantage les forces qui, au niveau international, ont adopté des positions s'opposant à l'intervention des Etats-Unis et de ses alliés au Salvador et, en conséquence, nous engageons les peuples à faire leur cette reconnaissance, à

défendre le droit du peuple salvadorien, à exiger de leurs gouvernements qu'ils demandent dans toutes les instances internationales le retrait immédiat de tous les conseillers militaires étrangers, l'arrêt de toute aide militaire du gouvernement des Etats-Unis et de ses alliés à la Junte militaire et démocrate-chrétienne du Salvador, le respect de la décision libre et souveraine du peuple salvadorien au moment de déterminer le régime social et le type de gouvernement qu'il veut.

6 Nous soutenons la résolution des dernières sessions des Nations Unies à propos du Salvador ; les déclarations du Mouvement des pays non-alignés ; les conclusions de la Conférence continentale pour la paix, les droits de l'homme et l'autodétermination du peuple salvadorien, réunie à Lima, au Pérou, celles de la Conférence permanente des partis politiques d'Amérique latine, réunie à Managua au Nicaragua, ainsi que les conclusions de l'assemblée plénière de la Commission des droits de l'homme de l'ONU, réunie à Genève, et, enfin, la déclaration du gouvernement italien apportant son soutien à une solution politique négociée du conflit salvadorien. Nous nous solidarisons également avec les résultats importants de la réunion des « Femmes en défense de la souveraineté des peuples d'Amérique centrale et de la Caraïbe » qui s'est tenue récemment à Managua.

7 Les gouvernements démocratiques du monde et les organismes internationaux doivent exiger le respect des accords de Genève de 1949 et 1954, qui définissent les conditions faites aux blessés et aux malades sur les théâtres de guerre, le traitement des prisonniers de guerre et la protection des civils en temps de guerre, accords que la Junte militaire et démocrate-chrétienne viole systématiquement.

8 Nous apportons notre appui à l'initiative du FMLN-FDR et de toutes les forces démocratiques et révolutionnaires du monde pour exiger une solution politique au conflit salvadorien, ainsi que les propositions présentées par

l'Internationale socialiste et le président du Mexique, respectant les intérêts fondamentaux de ce peuple héroïque. Nous rejetons donc la farce électorale que le peuple du Salvador a rejetée, la considérant comme un échec politique de plus pour la Junte militaire et démocrate-chrétienne et pour le gouvernement de Ronald Reagan.

9 Le peuple salvadorien a un besoin urgent de toute la solidarité du mouvement populaire et démocratique et révolutionnaire du monde. Nous appelons toutes les organisations politiques, religieuses et sociales à joindre leurs forces au grand courant de solidarité des peuples, à organiser et à développer la solidarité avec le Salvador. Devant l'intervention massive imminente et directe du gouvernement des Etats-Unis et de ses alliés au Salvador, la solidarité morale, sociale, économique et politique, efficace, militante et concrète, de tous les peuples du monde, de toutes les forces démocratiques et révolutionnaires, de tous les hommes et de toutes les femmes solidaires avec la volonté farouche et irréductible de tout un peuple qui mène aujourd'hui un combat héroïque et inégal pour la vie et le bonheur de la patrie salvadorienne ressuscitée par la révolution, se fait chaque jour plus urgente.

C'EST POURQUOI NOUS DECIDONS :

— De construire un front mondial de solidarité avec le peuple du Salvador et de mettre en pratique un plan d'action qui corresponde à notre engagement historique de solidarité avec les besoins de la révolution salvadorienne.

— D'inviter toutes les organisations politiques, syndicales, sociales et religieuses à signer et à diffuser le présent appel.

— Face à l'intervention impérialiste, solidarité internationale des peuples ! ■

Forum international de solidarité
avec le peuple du Salvador
Mexico, le 28 mars 1982.

Quelques mobilisations récentes contre l'impérialisme US

— Grande-Bretagne : 15 000 personnes ont manifesté le dimanche 28 mars aux abords de l'ambassade américaine à Londres aux cris de « Bas les pattes devant le Salvador ! » et de « Victoire pour le FMLN-FDR ! ». L'initiative était organisée en commun par le Comité de solidarité avec le Salvador et par le Parti travailliste. Le président du Trade Union Congress (TUC), Alan Sapper, et le dirigeant travailliste Michael Foot ont pris la parole pour dénoncer l'assistance d'observateurs britanniques au Salvador pour cautionner le déroulement des élections du 28 mars.

— Danemark : plusieurs milliers de manifestants dans plusieurs villes le vendredi 26 mars contre l'intervention américaine au Salvador. A Copenhague, 5 000 manifestants ont marché vers l'ambassade américaine. Il y a eu des cortèges à Aarhus, Odense et Alborg.

— Allemagne de l'Ouest : la police anti-émeutes a tiré des gaz lacrymogènes sur les 10 000 manifestants rassemblés près de la base aérienne américaine de Tempelhof, dans le secteur américain de Berlin, le samedi 27 mars. Le même jour, une manifestation a rassemblé 4 000 personnes à Brême.

— Pays-Bas : le vendredi 26 mars, un millier de personnes ont manifesté devant l'ambassade américaine pour protester

contre l'intervention américaine et contre l'assassinat de quatre journalistes hollandais par la Junte salvadorienne.

— Canada : des milliers de personnes ont participé à une semaine de solidarité avec le Salvador du 20 au 27 mars, avec des manifestations à Vancouver, Saskatoon, Ottawa, Toronto et Montréal.

— Etats-Unis : 40 000 personnes ont manifesté le samedi 27 mars à Washington, depuis le parc Malcolm-X jusqu'à la Maison Blanche, avec le mot d'ordre : « Halte à la guerre américaine au Salvador ! ». Parmi les slogans repris par les manifestants, on entendait aussi : « Hey, hey, uncle Sam, we remember Vietnam » (Hé, hé, oncle Sam, nous nous souvenons du Vietnam !). La manifestation était organisée par le Comité de solidarité avec le Salvador (CISPES). Elle a été marquée par une participation significative de Noirs, de Portoricains et de Chicanos. D'autres manifestations ont eu lieu le même jour, en particulier au Texas, en Arizona, en Californie et à Seattle. La prochaine grande échéance aux Etats-Unis est la mobilisation convoquée par une coalition de plus de 100 organisations le samedi 12 juin devant le siège des Nations Unies à New York, contre le développement des armements nucléaires.

Entretien avec Enrique Guatemala, dirigeant du FMLN

ENRIQUE Guatemala, 26 ans, militant depuis 1974 est membre adjoint de la Commission politico-diplomatique du Front Farabundo Marti de libération nationale - Front démocratique révolutionnaire (FMLN-FDR) et représentant du FMLN-FDR au Mexique. Nous l'avons interviewé pour *Inprecor* à l'occasion du premier Forum international de solidarité avec le peuple du Salvador qui s'est tenu à Mexico les 27 et 28 mars 1982.

INPRECOR : — Quand l'offensive que vous avez lancée en janvier 1981 n'a pas atteint son but, on a pu penser que la révolution salvadorienne était au bord de la défaite. Il était difficile de comprendre comment vous pourriez résister, face à l'aide militaire croissante de l'impérialisme, à la Junte militaire et démocrate-chrétienne, dans un pays avec les caractéristiques géographiques du Salvador, entouré de frontières hostiles. Au contraire, quinze mois plus tard, vous avez mené une offensive militaire impressionnante, les zones libérées sont un fait établi, les activités pré-insurrectionnelles réapparaissent dans les villes... Quelles sont les raisons politiques et sociales qui permettent d'expliquer cette nouvelle montée de la révolution ?

Enrique GUATEMALA : — Il est important de rappeler en premier lieu quels furent les objectifs que nous nous étions fixés lors du déclenchement de l'offensive du 10 janvier 1981. Nous n'avons cessé de répéter qu'il ne s'agissait pas de lancer « l'offensive finale », mais seulement la première grande bataille stratégique du processus révolutionnaire. Dans la phase antérieure, il y avait eu un développement beaucoup plus fort des structures insurrectionnelles de masse que des structures militaires d'avant-garde. C'était le produit de dix années de lutte militaire défensive, basée sur des coups de main, des embuscades, etc. Il fallait passer à une étape d'offensive stratégique. Nous avions besoin pour cela de bases à partir desquelles lancer nos attaques sur les villes et dans lesquelles nous pourrions créer les premiers embryons de notre armée régulière, de notre armée révolutionnaire.

Ainsi, après l'offensive du 10 janvier, nous sommes passés à l'étape que nous appelons de « résistance active », caractérisée par l'acceptation du combat dans les conditions que nous considérons comme propices et l'esquive dans les autres cas. Nous avons créé alors les fronts de guerre et les premières zones sous notre contrôle politico-militaire. Comment avons-nous pu maintenir ces zones ? Eh bien, grâce à la participation politique des masses. Sans les formes de pouvoir populaire qui asso-

cient les différents secteurs de la population aux diverses tâches de la guerre, de la production, de l'éducation, de la défense, et nous fournit des combattants pour notre armée, la situation actuelle serait inimaginable. La politique de génocide de la Junte pousse la population à comprendre que, dans l'affrontement en cours entre le peuple et la Junte appuyée par l'impérialisme, le seul endroit où elle se trouve à l'abri des agressions et des crimes, ce sont les zones libérées. C'est ce qui contribue à renforcer notre base sociale.

Une fois notre arrière-garde consolidée, nous avons commencé une phase de combinaison souple entre une guerre de position à partir des zones contrôlées, et une guerre de mouvement, de guérilla, là où nous sommes intéressés à réaliser une propagande armée et à mettre sur pied les structures insurrectionnelles de masse.

— Nous pouvons dire que, dans la phase postérieure à l'offensive de janvier, des aspects importants de la situation antérieure se sont modifiés. Il y en a un qu'il me paraît nécessaire de souligner. L'une des caractéristiques centrales de la révolution salvadorienne, c'est son caractère fortement prolétarien, non seulement pour des raisons programmatiques, mais aussi en raison du poids social du prolétariat, de ses organisations, de ses méthodes classiques de lutte, beaucoup plus affirmées qu'au Nicaragua. Mais, depuis 1981, les villes ne sont déjà plus le théâtre fondamental de la révolution et la paysannerie devient la base sociale fondamentale de la guerre révolutionnaire. On a dit d'autre part que, lors de l'offensive de 1981, le prolétariat n'avait pas répondu au niveau escompté. Crois-tu que le rôle de la classe ouvrière dans la révolution salvadorienne se soit trouvé affaibli ?

— Sans aucun doute, dans notre révolution, le rôle clef revient aux ouvriers et aux paysans, avant comme après le 10 janvier 1981. Ce qui nous caractérise, c'est que la guérilla a commencé dans les villes et s'est déplacée ensuite vers les campagnes. Les conditions du terrain ne nous permettaient pas de nous retrancher dans la montagne, c'est ce qui a encore

renforcé l'importance de la lutte dans les villes. Mais la seule manière de subsister dans les villes, c'est de compter sur l'appui des masses, des travailleurs et d'impulser un mouvement ouvrier très fort.

Depuis le 10 janvier 1981, la lutte armée acquiert un rôle dominant dans la révolution. A la fin de la période précédente, nous avions opposé des réponses politiques aux agressions armées. Il fallait franchir une étape, et nous l'avons fait. Mais, en même temps, le rôle du mouvement ouvrier et des syndicats, qui ne peuvent plus jouer leur rôle traditionnel, devait changer aussi. Le mouvement ouvrier nous a créés. Il a donné naissance aux structures insurrectionnelles de masse. Son activité ne peut aujourd'hui se limiter à des meetings et à des manifestations. Il doit être avant tout le lien entre l'avant-garde armée et les masses non organisées. Le mouvement ouvrier doit avoir idéologiquement le rôle dirigeant, et organiquement le rôle de médiateur entre les structures militaires régulières et les masses.

Il est important de comprendre que nous commettrions une grave erreur si nous découvrions au grand jour tout le mouvement ouvrier, sans qu'aient été créées les conditions pour une insurrection populaire générale. Le rôle actuel du mouvement ouvrier est d'être l'organisateur des masses, et non pas le porte-drapeau des masses dans la rue. Ce sera là son rôle dans l'insurrection.

— Pour continuer avec ce type de problèmes : l'une des contributions les plus originales de la révolution salvadorienne a été celle des fronts de masse, les Ligues, le BPR, le FAPU, le MLN... Mais ces fronts de masse semblent avoir disparu. On en parle à peine. On parle seulement à présent des organisations politico-militaires du FMLN. Alors, qu'est-il advenu de ces fronts ? Est-ce qu'ils n'ont plus de signification dans la situation présente ?

— Nous pensons, depuis que la guérilla a commencé au Salvador, que sa seule possibilité de subsister, c'est de pouvoir compter sur une large assise de l'avant-garde politico-militaire, qui soit l'expression du mouvement de masse. Aujourd'hui, le mouvement de masse n'est pas disloqué. Mais il est dans une phase où son activité ne peut pas s'exprimer par les mobilisations. Elle consiste en la constitution de milices, de comités populaires, de réseaux de soutien de base dans les vil-

les, qui nous permettent de maintenir la pression voulue sur différents points stratégiques du pays. La structuration du mouvement de masse est maintenant directement liée aux organisations militaires, afin d'incorporer les masses au mouvement armé et de créer les conditions pour pouvoir lancer une insurrection.

— Mais croyez-vous que les fronts de masse réapparaîtront dans une phase à venir, ou bien les considérez-vous comme une expérience révolue ?

— Nous croyons que l'expérience des fronts de masse doit nécessairement se maintenir. Mais leur fonctionnement doit s'adapter aux conditions de développement de la guerre. Dans l'insurrection, le lien organique entre l'armée régulière et les masses, ce seront ces fronts, qui seront ensuite la base de l'organisation populaire capable d'assurer la participation des masses aux prises de décision de l'Etat révolutionnaire. Pour nous, enfin, les fronts de masse ne sont pas seulement une expérience importante, mais ils font partie de notre conception stratégique dans la perspective de l'insurrection et pour la participation politique des masses.

— Vous affirmez que, depuis la fin de 1981, nous nous trouvons dans une nouvelle phase d'offensive. Avez-vous réellement planifié une offensive ? Correspond-elle à un projet politique, ou bien l'avez-vous théorisée *a posteriori*, à la suite de vos succès militaires de 1982 ?

— Depuis décembre 1981, notre campagne militaire correspond à une offensive planifiée de nos forces. C'est la conclusion naturelle de la phase de résistance active que nous avons initiée après le 10 janvier 1981, et du succès des objec-

tifs que nous nous étions fixés pour cette phase. Nous avons maintenant l'initiative et nous sommes parvenus à une généralisation de la guerre. Pour nous, organiser l'arrière-garde, les zones libérées, ne correspondait pas à l'idée que le processus révolutionnaire au Salvador pouvait atteindre son apogée par l'extension territoriale de ces zones, jusqu'à ce qu'elles opèrent la jonction les unes avec les autres. Il s'agissait pour nous de leur faire jouer un rôle d'arrière-garde stratégique pour créer les conditions de l'insurrection dans les villes.

D'où le caractère des actions de ces dernières semaines : non seulement ranimer l'esprit insurrectionnel des masses, mais aussi mettre à jour les structures insurrectionnelles de masse qui, pendant un certain temps, ont accompli des tâches strictement clandestines et doivent passer maintenant à des tâches semi-clandestines et, dans certains cas, pratiquement ouvertes. Ce sont les objectifs de la campagne actuelle. Nous arrivons au moment où vont se rompre les équilibres qui ont existé dans le cours de la guerre.

— Dans les zones sous votre contrôle, avez-vous implanté une organisation socio-politique de masse spécifique ? Comment la définirais-tu ?

— Il existe dans nos zones une organisation de caractère communautaire, fondée sur la participation politique et sociale des masses, sur une base d'égalité. Nous avons incorporé les masses aux différentes tâches par le biais des comités populaires. Ces comités sont représentés dans un organe de direction générale, qui prend les décisions concernant la population civile. Il existe donc une participation populaire égalitaire sous la forme d'assemblées populaires qui assurent les tâches de justice,

de ravitaillement, d'éducation, de santé, etc., et qui sont chargées, en rapport avec la direction militaire de la zone, de veiller à l'application des décisions prises.

— Croyez-vous que ce type d'organisation socio-politique soit un régime d'exception, appelé à disparaître une fois la guerre terminée, ou bien considérez-vous qu'il doit se maintenir, avec les aménagements nécessaires, après la victoire ?

— Nous croyons que cette forme d'organisation n'est pas un produit de la guerre, mais correspond à notre projet stratégique de construire une nouvelle société. Les zones sous notre contrôle sont le projet pilote de cette nouvelle société pour laquelle nous combattons. A partir de ces expériences, nous parviendrons à surmonter progressivement les limitations actuelles de cette nouvelle forme d'organisation populaire et nous pourrions, au moment de la prise du pouvoir, mettre en œuvre des formes de participation des masses plus perfectionnées, ce que nous considérons d'une importance vitale pour l'appui et le renforcement de notre projet révolutionnaire.

— Revenons une nouvelle fois au mouvement ouvrier dans les villes. Quelles tâches sont encore à accomplir pour créer les conditions insurrectionnelles dont tu as parlé ? Pensez-vous qu'il y ait un problème de niveau de conscience, de renforcement organisationnel, pour parvenir à un rapport de force global dans le pays qui permette aux travailleurs de s'exprimer ?

— Nous croyons que le problème fondamental n'est pas dans la prise de

Mobilisation dans un village contrôlé par la guérilla au Salvador. (DR)



conscience, mais dans la confiance que doit éveiller le mouvement armé chez les ouvriers, en leur montrant qu'il existe un appui militaire capable de contrer les cruautés de la Junte et de permettre l'expression des masses.

Quand nous parlons de réveiller l'esprit insurrectionnel des masses, nous faisons précisément référence à la nécessité de parvenir à ce qu'existe en même temps une confiance dans nos capacités militaires et dans les capacités encore en gestation au sein des masses elles-mêmes. C'est ainsi que l'on pourra se poser la question de la prise du pouvoir.

— Vous avancez comme un axe politique central l'exigence de négociations. Il n'est pas inutile de dire que cela nous paraît totalement légitime et nécessaire. Il en a été de même dans tous les processus révolutionnaires comparables aux vôtres, en particulier dans la révolution vietnamienne. Mais votre situation est particulièrement difficile. Quelle est votre ligne pour la négociation et, plus précisément, comment envisagez-vous la combinaison de la guerre et de la négociation, qui est toujours le problème fondamental sur ce terrain ?

— La combinaison guerre - négociation est sans aucun doute déterminée par le fait que nous nous trouvons dans une zone d'influence directe de l'impérialisme américain. Dans ces conditions, nous devons avoir un projet politique capable de mobiliser une solidarité internationale opposée à l'intervention des Etats-Unis. La solution négociée est pour nous un instrument politique et militaire, c'est-à-dire un instrument politique appuyé sur la base de notre force militaire. Dans ce contexte, nous avons aujourd'hui une confiance suffisante dans notre force militaire et dans notre force parmi les masses pour proposer une négociation. Il ne faut pas oublier que ce projet de solution politique a engendré toute une gamme de contradictions pour l'impérialisme, pour la hiérarchie militaire salvadorienne, pour la Junte, et parmi eux tous. Il faut se rappeler que les élections de ce 28 mars sont leur réponse à notre projet de solution politique. Le seul objectif de ces élections est de légitimer un gouvernement dirigé par la Démocratie chrétienne, pour lui permettre de réclamer une intervention ou, en tout cas, un élargissement de l'aide militaire. Mais il est loin d'être acquis que Napoleon Duarte gagne ces élections. Il est possible que ce soit le major Roberto d'Aubuisson qui assume le contrôle du pays. Dans cette éventualité peuvent se produire des situations de vacance du pouvoir, ou bien un coup d'Etat militaire pour imposer un gouvernement Duarte, ou encore un dénouement de type guatémaltèque ...

C'est dans ce contexte de crise profonde que notre projet de solution politique prend tout son sens. Indiscutablement, elle ne peut passer par un dialogue dont la condition préalable serait que nous déposions les armes. A aucun moment de cette possible négociation nous ne déposerons les armes.

— Il y a un aspect de votre proposition actuelle de négociation qui ne me semble pas clair, et qui paraît marquer un changement par rapport à votre ligne traditionnelle. Vous parlez d'« auto-épuration de l'armée ». Que voulez-vous dire par là ? Pensez-vous que l'armée puisse s'épurer elle-même d'une manière qui serve les intérêts populaires ?

— Dans notre dernière proposition, nous avançons en effet la possibilité d'un accord entre nos forces et les secteurs de l'armée qui résulteraient d'un processus d'auto-épuration. Cela s'explique par le fait que nous pensons qu'il y a des secteurs de la jeunesse militaire qui peuvent participer à la nouvelle situation. Nous savons qu'en fonction du développement de la guerre, ce secteur d'une part se réduit (parce qu'il y a toujours davantage de militaires compromis dans les crimes contre le peuple et qu'avec eux il n'y a pas de négociation possible), mais, d'autre part, il y en a d'autres qui réagissent et peuvent arriver à jouer un rôle dans la rébellion au sein de l'armée elle-même. C'est le sens de notre proposition. Elle implique que l'épuration de l'armée se réalisera sous le contrôle des militaires honnêtes, de la jeunesse militaire.



Guérilleros du FMLN. (DR)

— Pour terminer, une question plus générale. Dans l'expérience du FMLN, il y a un aspect qui m'apparaît une leçon de première importance pour nous les révolutionnaires, et dont l'impact se vérifie au sein même de ce Forum de solidarité : le FMLN représente, malgré toutes les difficultés qui existent encore, l'unité de courants révolutionnaires d'origine, d'expériences, de traditions diverses, qui ont eu y compris des affrontements très graves entre eux, et qui convergent aujourd'hui sur un projet révolutionnaire commun. Où en est ce projet unificateur et quel est son avenir ?

— Sans aucun doute, un projet d'unification de nos cinq forces révolutionnaires différentes suppose un degré important de difficultés. Il n'y a même pas eu une expérience antérieure de relations étroites entre ces organisations. Nous pensons que l'unité est un processus qui doit

se consolider à travers un processus militaire, politique et social permettant la complémentarité des efforts. La construction d'un parti unifié est certes un projet stratégique, mais nous ne pouvons pas fermer les yeux et dire qu'il se trouve déjà au coin de la rue. Nous pensons que pour que cela se produise, il ne faut pas seulement l'unification politique autour d'un projet unique du type de celui dont je t'ai parlé, mais aussi une période d'expérience d'exercice du pouvoir lui-même. Nous croyons que cette expérience est indispensable pour nous faire comprendre plus fortement la nécessité du parti.

En tout cas, le processus unitaire avance, bien que non sans problèmes. Nous rencontrons parfois des difficultés qui paraissent insurmontables. Nous les résolvons à l'aide des conceptions des uns et des autres, tout en préservant dans chaque cas les objectifs stratégiques. A travers ce processus unitaire apparaissent aussi des affinités entre certaines organisations, qui deviennent ainsi un élément moteur pour pousser les autres organisations vers un niveau unitaire supérieur.

— Au cours même de ce Forum international, vous avez défini la solidarité comme un « sixième front » de la révolution salvadorienne, qui complète ainsi les quatre fronts militaires et la lutte de défense des prisonniers politiques qui est votre cinquième front. Je ne pense pas qu'il s'agisse pour vous d'une phrase de plus, mais de la preuve formelle de l'importance que vous accordez aux tâches de solidarité internationale. Nous venons d'approuver la constitution d'un Front mondial de solidarité avec la révolution salvadorienne. Qu'attendez-vous et qu'attend votre peuple de ce front, et en particulier des organisations révolutionnaires qui en sont partie prenante ?

— Nous avons toujours conçu la solidarité non seulement comme un élément d'appui à notre lutte, mais comme partie intégrante et fondamentale de cette lutte. Plus encore, nous pensons que la solidarité sera l'élément central pour empêcher l'intervention impérialiste au Salvador et en Amérique centrale. C'est la tâche centrale du Front mondial : être le facteur militant effectif des peuples pour riposter à la menace d'intervention des Etats-Unis.

Nous demandons tout particulièrement aux forces révolutionnaires du monde, qui sont nos alliées naturelles, qu'elles se préparent à prendre toutes les mesures nécessaires - nous nous référons à toutes les mesures, y compris les plus militantes - pour aider le peuple salvadorien à bloquer l'intervention. Pour cela, il faut prévoir non seulement l'aide économique et matérielle, mais aussi la possibilité d'affronter directement l'impérialisme.

— Eh bien, n'ayez pas le moindre doute. Pour notre part, nous nous y engageons. Merci beaucoup, salut et bonne chance. ■

Propos recueillis par Miguel ROMERO
Mexico, 27 mars 1982.

Pour changer vraiment, il faut changer de politique

Premier bilan de 10 mois de gouvernement Mitterrand-Mauroy

LES dimanches 14 et 21 mars ont eu lieu les élections cantonales (1), qui concernaient la moitié des circonscriptions. Le Parti socialiste (PS) y a recueilli 29,79 % des voix, soit un gain de 3,4 % si on compare aux cantonales de 1976 et une perte de 5 % si on compare aux élections législatives de 1981. Le Parti communiste français (PCF) s'est retrouvé avec 15,87 % des voix, soit une perte de 7 % des voix par rapport aux cantonales de 1976 et de 0,2 % par rapport aux législatives de 1981. En janvier 1982, les candidats de gauche avaient déjà subi une perte de 6,3 % lors d'élections législatives partielles. Que l'on prenne l'une ou l'autre des comparaisons, les organisations ouvrières ont perdu de nouveau entre 4 et 6 % de leurs voix. Dix mois après son arrivée au pouvoir, la gauche apparaît ainsi minoritaire dans le pays. L'examen des résultats suscite trois remarques :

— C'est de nouvelles pertes qu'il faut parler pour l'électorat du PCF, dans la mesure où les élections cantonales lui ont toujours été traditionnellement plus favorables que les élections législatives ou présidentielles.

— Ces pertes ont eu lieu principalement dans les bastions du PCF, dans les vieilles communes ouvrières : — 16,5 % par

rapport aux cantonales de 1976 à Aubagne, — 20 % au Bourget.

— Le PS a sans doute perdu une partie de l'électorat modéré qui avait assuré son succès aux élections législatives. Mais le phénomène principal c'est que, cette fois, la partie de l'électorat ouvrier qui a boudé les candidatures communistes ne s'est pas porté vers les socialistes. Dans sa majorité, il semble bien qu'il s'est abstenu, faute peut-être de possibilités d'exprimer à la fois son désir de battre la droite et ses réserves à l'égard de l'action gouvernementale (2).

A vrai dire, les causes de cette désaffection ne sont pas très difficiles à analyser : depuis le mois de septembre 1981 (3), le gouvernement a dépensé beaucoup de salive et effectué de multiples courbettes en direction du patronat, mais les changements concrets n'ont guère été perceptibles pour les catégories populaires qui formaient pourtant la majeure partie de l'électorat de François Mitterrand. Le résultat était palpable dès avant les élections cantonales : de juin 1981 à mars 1982, selon les sondages mensuels de la Société française d'études statistiques (SOFRES), la confiance en François Mitterrand est en effet passée de 74 % à 58 %, et en Pierre Mauroy de 71 % à 57 %.

Jacques KERGOAT

Si les réformes « qualitatives » ont commencé à se faire rares (4), ce n'est pas que le domaine dans lequel elles pouvaient voir le jour commence à s'épuiser. Au contraire, un certain nombre de mesures, très précisément inscrites dans le programme de François Mitterrand, sont régulièrement annoncées, mais reportées à plus tard. C'est le cas des mesures en direction des femmes annoncées à l'occasion du 8 mars, comme des promesses faites par Pierre Mauroy devant le Congrès de la Ligue des droits de l'homme d'abroger la loi « Sécurité et Liberté » et de réformer le Code pénal. D'autres promesses sont de plus en plus ostensiblement abandonnées comme, par exemple, la suppression de l'Ordre des médecins. Pour d'autres, le pouvoir hésite ou recule, soit parce que ces réformes coûtent malgré tout de l'argent, soit parce qu'il ne veut pas heurter de front diverses féodalités réactionnaires. Les exemples en la matière abondent.

DU « QUALITATIF » QUI SE FAIT RARE ...

Ainsi en est-il également de l'interruption volontaire de grossesse (IVG). L'acte ne sera pas gratuit, comme le préoyaient les propositions électorales de François Mitterrand, mais seulement remboursé à 70 %. Il ne sera pas libre non plus : les restrictions opposées aux mineu-

res et aux immigrées ne semblent pas devoir être levées.

Dans le domaine de la radio et de la télévision, le gouvernement s'est contenté de déplacer quelques têtes. Résultat : le mécontentement est général. Il met alors en chantier une réforme de l'audiovisuel : du coup, ce sont les syndicats de la télévision qui se mettent en grève pour protester contre le manque de concertation. Bref, le mécontentement continue, et les concessions faites aux partisans des radios libres n'ont pas suffi à convaincre des bonnes intentions du gouvernement.

Des problèmes du même ordre se posent dans le domaine de l'Education nationale (5). Ainsi, les lois antilaïques — comme par exemple la Loi Guerneur, qui autorise les établissements confession-

nels à recruter et à former eux-mêmes leurs enseignants, en leur imposant au besoin le respect du « caractère propre » (c'est-à-dire catholique) de l'établissement, le tout financé par les fonds publics — n'ont pas été abrogées. Le ministre de l'Education nationale, Alain Savary, a suggéré aux sénateurs, en grande partie de droite, « d'apprécier l'attitude d'une majorité qui aurait pu, en une nuit, abroger les lois Guerneur et Debré » ... Et c'est en fonction de cette même Loi Guerneur que les crédits pour l'Ecole publique n'ont été augmentés cette année que de 17 %, alors que les crédits pour l'école confessionnelle l'ont été de 22 %.

Tout le monde continue de s'interroger sur le contenu exact qui sera donné à la promesse de François Mitterrand : « Un

critique ») rend difficile la caractérisation des voix qui se sont portées sur lui.

3. Voir Jacques Kergoat, « Les 120 premiers jours du gouvernement Mitterrand-Mauroy », *Inprecor* numéro 109 du 28 septembre 1981.

4. La peine de mort a été supprimée, la loi anticasseurs abrogée, les tribunaux permanents des forces armées (TPFA) dissous et le Parlement a décidé le 20 décembre 1981 que l'homosexualité n'était plus un délit : après des années de lutte, ce sont évidemment là des victoires non négligeables.

5. De menus gestes ont certes été effectués : un collectif budgétaire a permis d'éviter les scandales les plus criants au niveau des fermetures de classe, un effort a été fait pour assurer un emploi aux auxiliaires, la Loi Sauvage, qui assurait un mode de gestion profondément antidémocratique des universités, a été abrogée.

grand service public, unifié et laïque de l'Education nationale sera constitué. Sa mise en place sera négociée sans spoliation ni monopole. » La droite rappelle à l'envi la déclaration suivante de François Mitterrand : « Dites-vous bien que si l'Ecole libre (c'est-à-dire catholique) doit mourir un jour, ce ne sera pas de mon fait. » L'hebdomadaire *Paris-Match* publie les photos de classe de tous les ministres passés par les écoles catholiques et le *Quotidien de Paris* découvre dans les écoles privées parisiennes les enfants d'au moins quatre ministres socialistes du gouvernement. Pour le moment, les défenseurs officiels de l'Ecole libre ne se plaignent pas (6).

Quant au Rapport Auroux sur les droits des travailleurs, il ne retient pas le droit de veto sur les licenciements, qui figurait dans le programme de François Mitterrand, pas plus qu'il ne donne aux comités d'hygiène et de sécurité (CHS) le pouvoir d'arrêter un atelier ou un chantier pour raisons de sécurité (proposition numéro 61). Et surtout, il relève d'une grande ingénuité en croyant au comportement « loyal » du patronat dans l'application d'une série de nouvelles dispositions. Ainsi, la « novation majeure » du Rapport Auroux réside-t-elle dans l'obligation de négocier annuellement (les salaires, la durée et les conditions de travail). De même, le règlement intérieur devra-t-il être soumis à discussion, et le travailleur sanctionné devra-t-il recevoir « notification des faits », etc. Bref, le Rapport ne manque pas de bonnes intentions, mais celles-ci se sont très vite heurtées à la nécessité de préserver « l'unité de direction et de décision » dans l'entreprise. Par la voix de son nouveau responsable aux entreprises, Jean Besse, le PS semble porter lui aussi une appréciation mitigée sur ce Rapport : « Dans l'état actuel du texte, certaines "timidités" sur des points importants n'assurent pas aux travailleurs des points d'appui suffisamment solides. (...) La loi issue du Rapport Auroux inaugurerait une politique de petits pas. (7) »

Mais le domaine le plus exemplaire en matière de reculades est sans conteste celui du logement. Si l'on considère en effet le projet du PS, d'une part, et le projet de loi du ministère du Logement, auxquels s'ajoutent les amendements de la Commission des lois de l'Assemblée nationale, dominée par les socialistes, c'est sur une bonne vingtaine de points décisifs (8) que le PS a finalement accepté d'abandonner ses projets initiaux. Il a en effet choisi de ne pas affronter la puissante corporation des propriétaires immobiliers. Pression après pression, ceux-ci ont finalement réussi à obtenir une loi qui préserve très largement leurs intérêts.

... ET DU QUANTITATIF QUI SE FAIT ATTENDRE

A part la timide Loi de nationalisation, les réalisations ont été très peu nombreuses et, là aussi, souvent en retrait par rapport aux promesses électorales. Par exemple, le gouvernement a finalement décidé de proposer une loi qui officialise



Un slogan de la CGT qui a mal vieilli. (DR)

la retraite à taux plein à 60 ans, à partir de trente sept années et demi effectivement travaillées.

C'est une bonne chose qu'une loi vienne se substituer ici aux avantages de la préretraite, qui n'étaient garantis, pour les salariés du privé, que par une convention collective et jusqu'en 1983. Il y a là une avancée : c'est désormais en référence à l'âge de 60 ans que se discuteront les nouveaux acquis.

Il en va de même pour le nombre d'annuités. Longtemps, le gouvernement a voulu maintenir la barre à 40 années effectivement travaillées. Il a finalement opté pour 37,5 annuités, ce qui est évidemment un moindre mal. Pour autant, les effets de cette réforme tiennent plus du symbole que du changement effectif (9). Ce que garantit le projet de loi comme « taux plein » c'est 50 % des dix meilleures années plafonnées, soit une retraite maximum de 3 295 francs.

Pour que ce taux égale ou approche les 80 % que garantit la préretraite, encore faut-il que les caisses de retraite com-

plémentaires acceptent de verser à partir de 60 ans ce qu'elles versaient jusqu'à présent à partir de 65 ans. La loi ne peut le leur imposer, les caisses étant gérées de manière contractuelle. Et quant à savoir comment seront financées les dépenses supplémentaires qui leur incomberont, rien n'est réglé pour le moment. Surtout, les travailleurs bénéficiant de cette mesure seront peu nombreux, en réalité environ 200 000. Et les répercussions sur l'emploi seront encore moindres, d'autant plus que la possibilité est maintenue de cumuler emploi et retraite, la seule « sanction » résidant en une cotisation sociale supplémentaire et en l'obligation de changer d'employeur.

Sur la question du travail intérimaire, le PS s'était clairement prononcé pour l'interdiction des entreprises de travail temporaire (proposition de loi du 3 octobre 1979). Il n'en est plus question. Moyennant quelques aménagements de détail, les « négriers » des entreprises de travail temporaire ont obtenu le droit de continuer à faire leur sale besogne, et la perspective du placement effectué par un grand service public de l'emploi est repoussée aux calendes grecques. Le gouvernement a en fait institutionnalisé et légalisé (jusque dans le détail, en créant, par exemple, une « indemnité de travail précaire ») ce que les socialistes s'étaient engagés à supprimer.

En ce qui concerne la Sécurité sociale, le gouvernement avait à traiter deux problèmes. Le premier est celui de la gestion des caisses. Le général De Gaulle avait accordé au patronat 50 % des sièges d'administrateurs. La centrale syndicale Force ouvrière (FO) a fourni l'appoint et, depuis lors, le patronat préside, au titre de cette coalition, 90 % des caisses de Sécurité sociale. Le gouvernement a bien annoncé son intention de réformer le mode de gestion des caisses et de procéder à de nouvelles élections. Mais les intérêts en jeu du côté syndical sont considérables et il n'a pas osé, pour le moment, avancer un projet précis de réforme.

Le deuxième problème est celui du déficit de la Sécurité sociale, estimé à 23

6. Le père Guiberteau, secrétaire de la Commission permanente de l'enseignement catholique déclarait ainsi, au sortir de son entretien avec Alain Savary (*Libération*, 25 janvier 1982) : « A les écouter, nous avons l'impression, justifiée je l'espère, qu'ils ne veulent pas supprimer l'enseignement privé. De fait, jusqu'à présent, nous n'avons pas eu de gros problèmes avec l'administration, les rectorats, et le dernier budget nous a donné satisfaction. » En fait, il semble bien que l'intention d'Alain Savary soit de maintenir la législation actuelle jusqu'aux élections municipales de 1983, afin de ne pas heurter de front la hiérarchie catholique, dont une éventuelle intervention ouverte dans la vie politique est considérée comme de nature à détourner du vote à gauche de nombreux croyants. Or, à long terme, ses préférences semblent aller non pas à la nationalisation, mais à l'extension des « contrats d'association », quitte à demander la révision de certaines clauses (un droit de regard de l'Etat sur la nomination du chef d'établissement, par exemple), mais sans remettre en cause le « caractère propre » des établissements privés.

7. Voir la revue *Non*, novembre-décembre 1981 : « Le rapport Auroux est arrivé », p. 23.

8. Cela va du maintien de la notion ambiguë de « motif légitime et sérieux » pour justifier les expulsions, jusqu'au refus d'abroger le décret pris par Giscard en 1980, qui fait supporter aux locataires la plus grande partie des charges, en passant par la non-création de juridictions de type prudhomal pour régler les conflits, et le maintien de la possibilité de bail inférieur à six ans.

9. Là aussi, les promesses de François Mitterrand n'ont pas été tenues : on ne parle plus de la retraite à 55 ans pour les femmes, qui figurait dans ses 110 promesses électorales. La Ligue communiste révolutionnaire (LCR) s'était certes prononcée contre cette discrimination (60 ans pour les hommes, 55 ans pour les femmes), mais en demandant la retraite à 55 ans pour tous et pour toutes. Ce qui n'est nullement une surenchère, quand on sait que l'espérance moyenne de vie, si elle est de 74 ans pour un dirigeant d'entreprise, est de 57 ans pour un sidérurgiste lorrain. De plus, les bonifications accordées par enfant élevé (2 ans) sont notoirement insuffisantes : par exemple, 60 % des femmes ayant eu 3 enfants à charge se sont arrêtées de travailler pendant 15 ans ou plus.

milliards de francs pour 1982. Où le gouvernement compte-t-il trouver l'argent nécessaire ? Il a commencé par laisser entendre qu'il comptait bien récupérer 7 milliards de cotisations patronales impayées. Puis le chiffre a été ramené à 3 milliards, les experts gouvernementaux laissant entendre qu'ils ne comptaient pas, en fait, récupérer plus d'un milliard. C'est donc les salariés — comme l'avait déjà fait le gouvernement de Raymond Barre — que le gouvernement a choisi d'imposer. Il a rétabli le point supplémentaire de cotisation pour l'assurance-maladie et a décidé de faire cotiser ... les chômeurs, mesures qui ont soulevé une tempête de protestations du côté syndical (10). A long terme, il ne semble pas que le gouvernement envisage de faire payer davantage le patronat (11).

Alors, s'il ne veut pas résorber le déficit sur le dos des salariés, c'est du côté des professions indépendantes, des exploitants agricoles et des « revenus non salariaux » (foncier, immobilier...) qu'il faudrait que le gouvernement se tourne. Mais cela nécessiterait que l'on commence par mettre en place des instruments permettant de connaître ces revenus. Il y a là, on le voit, de quoi mécontenter gravement des catégories socio-professionnelles que le gouvernement a précisément choisi de ménager.

Et puis, il y a la durée du travail. Le gouvernement s'était contenté, dans un premier temps, d'inciter les « partenaires sociaux » à parapher l'accord du 17 juillet 1981, triste accord qui, au nom de l'abaissement de la durée du travail de 40 heures à 39 heures, permettait en fait au patronat de remettre en cause toute une série d'acquis. Une loi devait ensuite être votée au Parlement pour en confirmer les principales dispositions. Mais il fut très vite visible que cet accord n'enthousiasmait pas la classe ouvrière, et que ce manque d'enthousiasme se reflétait au sein du PS et de son groupe parlementaire. Plutôt que de voir surgir au Parlement un débat où une partie au moins du groupe socialiste aurait pu se faire l'écho des pressions ouvrières, le gouvernement a choisi de procéder par « ordonnances », c'est-à-dire de recourir à l'une des procédures de la Constitution gaulliste de 1958 que la gauche, quand elle était dans l'opposition, avait toujours critiquée. Cette ordonnance entérinait de nouveaux reculs : par exemple, elle ne garantissait le maintien du salaire que pour les seuls travailleurs disposant du salaire minimum. Ce n'était pas là une bévue. Le Premier ministre, Pierre Mauroy, avait en effet déjà déclaré : « Si la compensation salariale devait être totale, (...) on tromperait tout le monde. » Bien évidemment, le patronat s'engouffrait alors dans la brèche qui lui était ainsi offerte, suscitant aussitôt de très vives réactions ouvrières. François Mitterrand sentit que la vague du mécontentement ouvrier risquait de se transformer en une défiance de masse à l'égard de la politique gouvernementale. Le 10 février, il précisait : « Pas un travailleur ne doit craindre pour son pouvoir d'achat à la suite de l'application des 39 heures. »

Depuis lors, les commentaires gouvernementaux s'appliquent cependant à minimiser la portée de cette déclaration. « Cela vaut pour la majorité seulement des travailleurs », indique-t-on. « Cela n'est valable que pour les 39 heures, et il n'est pas question qu'un tel principe soit retenu pour les diminutions ultérieures de la durée du travail », précise-t-on ailleurs. Il reste en tout cas que le gouvernement a dû plier devant la volonté ouvrière. De la même manière, les tentatives patronales de ne pas accorder dès cette année la cinquième semaine de congés payés ont fait long feu.

LA RIPOSTE OUVRIÈRE

Face à l'ensemble de ces dispositions comme face aux tentatives de la droite et du patronat de profiter aussitôt des recules gouvernementales, de premières réactions ont commencé à se faire jour.

En ce qui concerne les immigrés, une première manifestation a eu lieu le 10 décembre, à l'initiative de la Maison des travailleurs immigrés (MTI), afin de réaffirmer l'ensemble de leurs droits. En janvier, le refus d'une partie des patrons de délivrer un certificat de travail aux travailleurs immigrés qu'ils employaient jusque-là de manière clandestine, a suscité une série de conflits, de grèves de la faim et d'occupations spectaculaires, notamment à Valenciennes, à Nîmes et dans la région parisienne.

Les femmes, qui ont été jusqu'au 8 mars totalement absentes des préoccupations gouvernementales, se sont également manifestées. Les manifestations organisées par le mouvement des femmes à l'occasion du 8 mars — sous l'intitulé : « Un changement ? Où ça ? » — ont été très suivies. Les mesures annoncées le 8 mars ne semblent pas avoir répondu aux attentes ainsi formulées, et le contenu des décrets sur le travail à temps partiel n'a fait qu'accentuer le mécontentement des femmes travailleuses (12) : des états-généraux sur le travail des femmes sont prévus pour la fin avril, et bénéficient déjà du soutien de l'Union de la région parisienne (URP) de la Confédération française démocratique du travail (CFDT) et du Mouvement français pour le planning

familial (MFPF). Ils devraient permettre de concrétiser à une échelle de masse les aspirations des femmes travailleuses.

Du côté de la jeunesse, la protestation n'a également pas tardé à s'organiser contre le refus gouvernemental de réduire à 6 mois le service militaire. A l'appel d'un groupe de jeunes de Caen, une pétition « Six mois comme promis ! » a recueilli près de 80 000 signatures. Et cette initiative a été relayée par une pétition interne aux casernes — sur les six mois et sur les droits démocratiques — qui a été signée à ce jour par plus de 4 000 soldats, ce qui est considérable compte tenu de la situation prévalant au sein de l'institution militaire en France (13).

Sur la question nucléaire, les réactions ont été plus faibles. Une première manifestation nationale a bien eu lieu le 3 octobre, à l'initiative de la Coordination antinucléaire, avant que ne soit officiellement votée par le Parlement la loi qui reconduit, à peu de choses près, le programme électro-nucléaire mis en place sous Valéry Giscard d'Estaing. Mais la faiblesse de la structuration du mouvement antinucléaire en France n'a pas permis que s'organise une protestation massive, même si des manifestations ont certes eu lieu sur les sites les plus sensibles, et ont souvent donné lieu, comme à Chooz, dans les Ardennes, à des affrontements violents avec la police.

Mais, pendant toute cette période, ce sont les réactions de la classe ouvrière qui ont été les plus significatives. En effet, la combativité ouvrière s'est nettement située au-dessus de ce qu'elle avait été en 1980 — année où le niveau des conflits s'était révélé, il est vrai, particulièrement faible — et se rapproche du niveau de 1979 : le nombre de journées perdues pour fait de grève est ainsi de 195 400 en novembre (contre 52 000 en 1980 et 418 000 en 1979), et de 126 000 en décembre (contre 62 700 en 1980 et 169 900 en 1979).

Dès cette période, d'ailleurs, il était frappant de voir que c'était principalement le nombre de conflits portant sur l'emploi, et notamment sur la durée du travail (autour des 35 heures et de l'aménagement du temps de travail) qui étaient

10. Il faut savoir que le système de cotisation est profondément inégalitaire : celles-ci représentaient, en 1976, 32,8 % des revenus d'un ménage ouvrier, 8,6 % pour les professions indépendantes, et 7,6 % pour les exploitants agricoles.

11. Il semble que le gouvernement s'orienterait aujourd'hui vers un autre type de répartition des charges patronales : il envisagerait ainsi de « déplaçonner » les cotisations sociales des employeurs (elles ne concernent aujourd'hui que les tranches de salaire inférieures à 5 730 F). Ou bien de calculer la cotisation, non plus sur les seuls salaires, mais sur l'ensemble de la valeur ajoutée. Seulement, il s'agirait là d'une prime accordée aux entreprises pratiquant de bas salaires. Et surtout, une telle réforme n'aurait pas pour ambition de modifier globalement la part patronale de cotisations, puisqu'elle s'accompagnerait d'une baisse du taux moyen de cotisation de 4 à 5 points. (A. Gauron : « Sécurité sociale : une politique de solidarité », *Regards sur l'actuel*,

janvier 1982).

12. Comme sous Valéry Giscard d'Estaing, le patronat pourra trouver dans l'élargissement du temps partiel la véritable « réduction du temps de travail avec perte de salaire » qu'il souhaitait. Et dans quelles conditions ! Les heures complémentaires n'entraîneront pas de majoration de salaire, contrairement aux heures supplémentaires des travailleurs à temps plein ; le patron peut modifier les horaires demandés à sa guise ; il est dispensé du surcroît de cotisations qui découle normalement de l'emploi de deux travailleurs au lieu d'un, et le comité d'entreprise doit être informé, mais ne peut exercer de droit de veto : le CNPF s'y est opposé ...

13. Une douzaine de soldats ont, depuis lors, été sanctionnés par la hiérarchie militaire pour avoir signé cette pétition. La Fédération de l'éducation nationale (FEN), la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC) et la CFDT ont protesté. Mais pas le Parti socialiste. Le PCF, lui, a de fait approuvé les sanctions.

en augmentation. De septembre à janvier, selon les statistiques hebdomadaires du ministère du Travail, leur pourcentage oscillait entre 13 et 24 % pour les conflits dits « localisés », et entre 34 et 66 % pour les conflits dits « généralisés » (14). Ils étaient déjà de 21 % pour l'année 1981, alors qu'ils n'avaient jusqu'à présent jamais dépassé les 15 %.

Cette combativité se déploie à nouveau en janvier, où l'on dénombre 327 conflits (contre 245 en 1980 et 206 en 1981).

C'est que le patronat s'infiltré évi- demment par toutes les brèches que lui offre l'application des ordonnances. Ici, on n'accorde que deux jours et demi supplémentaires de congé au lieu de la cinquième semaine prévue, en faisant partir leur mise en œuvre de la date de la promulgation des ordonnances. Là, on passera de 40 à 39 heures, mais en supprimant les diverses pauses qui avaient été précédemment acquises de haute lutte. Ailleurs, on tentera de faire travailler les employés le dimanche ou le samedi. Et, surtout, on tentera, selon des modalités diverses, d'obtenir qu'une réduction des salaires accompagne la réduction du temps de travail.

Tout le monde — patronat, gouverne- ment et syndicats — avait sans doute sous- estimé la vivacité de la riposte ouvrière. La mobilisation s'organise pour faire res- pecter les acquis et pour obtenir une di- minution substantielle du temps de tra- vail, en prenant d'emblée un caractère de masse dans certains secteurs, comme par exemple les Télécommunications ou le Commerce. Début février 1982, ce sont plusieurs centaines d'entreprises qui étaient en grève sur ce thème, tandis que s'engageait, dans un climat tendu, le « deuxième round » des négociations sala- riales dans la Fonction publique, où la CGT et la CFDT refusaient finalement d'avaliser les propositions faites par le mi- nistre communiste de la Fonction publi- que et des Réformes administratives, An- iet Le Pors.

LA POLITIQUE DE LA BOURGEOISIE

La politique de la bourgeoisie, pen- dant toute cette période, a subi plusieurs inflexions. En effet, après les premiers mois où la déconsidération des forces politiques de la bourgeoisie avait contraint le Conseil national du patronat français (CNPF) à monter en première li- gne, comme « parti des entreprises », ce- lui-ci a souhaité passer le relais et y a par- tiellement réussi.

Il l'a souhaité parce que la prolonga- tion d'un tel affrontement risquait de po- ser les problèmes en termes de « classe » : non plus « les entreprises » parlant au nom de l'intérêt national face à la gabegie et aux maladroites des nouveaux respon- sables gouvernementaux, mais « les pa- trons » parlant au nom de leurs intérêts de classe face à la majorité parlementaire élue par les travailleurs. Or le problème n'était pas de renverser le gouvernement dans les mois qui viennent : il est de toute

manière encore là pour quelque temps. Et surtout, l'expérience a rapidement prouvé qu'une tactique plus souple, accumulant les pressions au nom du réalisme dont se prévalent les responsables gouvernemen- taux eux-mêmes, pouvait être efficace (impôt sur la fortune, temps de travail, lo- gement, etc.). La réalisation de ce sou- hait, qui a coïncidé avec le remplacement de François Ceyrac par Yvon Gattaz à la tête du CNPF, a été rendue possible pour plusieurs raisons.

Pour commencer, le CNPF a réalisé qu'une série d'institutions liées à la Cons- titution de la Ve République pouvaient faire œuvre utile en matière de sabotage et de retardement des projets gouverne- mentaux. Ainsi le Conseil constitutionnel (15) a-t-il contraint le gouvernement à augmenter le niveau déjà très élevé des in- demnisations aux actionnaires des entre- prises nationalisées. Ainsi le Conseil d'Etat a-t-il rendu un arrêt contraignant les municipalités à payer les frais de fon- ctionnement des écoles confessionnelles sous contrat d'association, alors que ce contrat n'est pas passé par elles mais par le préfet.

Ensuite, le CNPF a découvert qu'il lui était possible de passer le relais des at- taques frontales à diverses catégories pro- fessionnelles. Ainsi, à Lyon, ce sont les policiers qui conspuent leur ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation, Gaston Defferre, tandis qu'à Paris, c'est le syndicat des commissaires qui organise la fronde (16). Une fraction non négligeable du corps médical part en guerre contre le projet de suppression du secteur privé dans les hôpitaux et 15 associations médi- cales appellent à la grève le 3 mars et organisent une manifestation dans laquelle dominent les cris de « *Ralite au Goulag!* » (Le ministre de la Santé, Jack Ralite, est membre du PCF). A Nan- cy, ce sont les avocats qui entrent en dissidence. A Grenoble, puis à Rouen, ce sont les artisans, les commerçants et les

petits patrons qui manifestent dans la rue. La Confédération générale des cadres (CGC) organise un rassemblement national de ses adhérents qui conspuent allègre- ment ce qu'ils appellent la « *doctrine éga- litariste du gouvernement* », tandis que l'Union nationale de la propriété immo- bilière (UNPI) rassemble en Ile-de-France plusieurs milliers de ses adhérents pour dénoncer le « *collectivisme* » gouverne- mental, et que la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA) (17) prend appui sur la protes- tation paysanne pour organiser de vio- lents défilés qui, dans plusieurs régions de France, s'en prennent aux préfetures. Fin mars, elle rassemblera ainsi près de 100 000 paysans à Paris.

Dans certains cas, ces manifestations sont organisées par des associations qui, comme la FNSEA, étaient ostensiblement liées au régime de Valéry Giscard d'Es- taing. Et derrière les autres, on trouve sans difficulté la main de politiciens réac- tionnaires (18) qui manipulent sans diffi- culté ces mouvements et créent diverses associations à façade plus ou moins pro- fessionnelle, « en défense du libéralisme et de la liberté d'expression ».

Et surtout, la victoire de la droite aux élections législatives partielles a redonné un nouveau souffle aux formations politi- ques de la bourgeoisie. Raymond Barre et Valéry Giscard d'Estaing ont ainsi jugé possible de faire leur rentrée politique, en commençant par de modestes interviews puis, pour ce dernier, en se présentant aux élections cantonales dans un petit canton d'Auvergne. Mais c'est surtout le RPR qui profite de la situation actuelle. Son Congrès de Toulouse lui a permis de ras- sembler 15 000 participants. Il fait preuve d'une activité « militante » que nul ne lui avait connu jusqu'à présent, multiplie la création de « clubs » locaux et bénéficie incontestablement d'une vague de recrute- ment. Derrière le vocabulaire « républi-

14. Sont considérés comme « conflits gé- néralisés » : les journées d'action nationales, plurisectorielles ou non ; les grèves plurisecto- rielles affectant une région donnée ; les grèves affectant une branche ou un secteur d'activité dans une localité donnée.

15. Le Conseil constitutionnel est l'instan- ce suprême chargée de veiller à ce que les déci- sions gouvernementales restent dans le cadre de la Constitution, c'est-à-dire ne sortent pas de « l'ordre établi ». Il est composé de juristes pré- tendument impartiaux mais qui, au fil des an- nées, ont été en fait mis en place par la droite. PS et PCF semblent pour le moment prêts à s'accommoder de son existence.

16. Le prétexte en a été le refus du mi- nistre de l'Intérieur de nommer à la tête de la Poli- ce judiciaire (PJ) l'ancien chef des « cow-boys » de la brigade anti-gangs, Marcel Leclerc. Les commissaires accusent le ministre d'avoir cédé aux pressions du syndicat majoritaire dans la police — la Fédération autonome des syndicats de police (FASP) —, dont les animateurs sont proches du PS.

17. La FNSEA qui n'est pas, en France, le seul syndicat paysan, mais qui est de loin le plus représentatif, avance, pour mobiliser les paysans contre le gouvernement, des revendications très démagogiques, voire ouvertement réactionnaires. Mais le problème vient aussi du fait que la poli- tique du pouvoir est extrêmement floue et vel-

léitaire. A l'occasion de la « Conférence agrico- le », le gouvernement a, par exemple, décidé de privilégier les subventions accordées aux petits paysans, aux dépens de celles que recevaient les gros exploitants. Le principe était juste, mais les dites subventions ne représentaient en fait qu'une aumône. Quant à sa politique de mise en place d'offices (offices fonciers et offices par produit), le gouvernement a fait marche arri- ère : il a finalement renoncé à la fixation d'un prix par quantum de production (qui favorisait les petits producteurs en leur garantissant un prix correct jusqu'à un certain niveau de pro- duction) et semble prêt à abandonner tout mé- canisme de contrôle du marché par les offices, en multipliant les dérogations. En fait, ce sont ce flou et ces hésitations qui permettent à la FNSEA de faire courir les rumeurs les plus in- sensées et de mobiliser « contre le collectivis- me ». Il est par ailleurs certain que ce syndicat s'appuie sur un mécontentement réel, lié notamment à la baisse constante du revenu agricole.

18. L'ex-député du Rassemblement pour la République (RPR) Souchal pour les avocats ; l'adjoint de Chirac, Jacques Tibéri, pour les propriétaires immobiliers ; le professeur Robert Debré pour les médecins ; le RPR Baumel ou le député de l'Union pour la démocratie française (UDF) Gérard Longuet pour les associations de téléspectateurs.

caïn » (19), c'est sur une orientation extrêmement musclée que se reconstruit aujourd'hui le RPR : au Congrès de Toulouse, le chanteur Philippe Clay n'hésite pas à définir l'actuel gouvernement comme une « association de malfaiteurs ».

Beaucoup d'observateurs retrouvent ainsi le « style » du RPR derrière les tentatives d'exploitation contre le gouvernement de diverses affaires, qu'il s'agisse de l'assassinat de Marcel Francisci ou de la mort de René Lucet (20). Le résultat des cantonales ne fait en tout état de cause que renforcer l'évolution perceptible depuis les législatives partielles : le RPR peut assumer aujourd'hui l'attaque frontale contre le nouveau pouvoir. Le CNPF a pu, du coup, se faire plus discret, relative discrétion qui n'exclut nullement que les patrons fassent eux-mêmes appel à des méthodes « musclées » (21).

LES REACTIONS DES ORGANISATIONS OUVRIERES

Face à cette situation, la réaction des organisations ouvrières est absolument désolante. Du côté des organisations syndicales, plus que jamais, en effet, c'est la division et la révision en baisse des revendications qui sont à l'ordre du jour.

La Fédération de l'éducation nationale (FEN) a été la première à tenir son Congrès cette année. Mais, alors que son principal syndicat, celui des instituteurs (SNI), avait adopté à l'unanimité quelque temps auparavant une position relativement ferme sur la question de la laïcité, la FEN a choisi d'avancer à reculons sur ce terrain. De manière tonitruante, bien sûr. La FEN a ainsi brandi les pires menaces au cas où le « principe » de l'unification des enseignements public et privé ne serait pas adopté avant ... 1986 (22). Et, sur la question des revendications, la résolution finale précise : « On évitera donc toute globalisation excessive qui ne pourrait qu'apporter un argument et une aide aux forces de l'opposition. »

Quant à Force ouvrière (FO), son fait d'armes durant cette période restera la mise à l'ordre du jour de son Comité confédéral national (CCN) d'un rapport sur la manière dont les ministres communistes se serviraient des ministères qu'ils contrôlent pour « noyauter l'appareil d'Etat ». Cette tentative ouverte de « chasse aux sorcières » a pour le moment échoué, mais cela n'a pas empêché FO d'apporter sa contribution à la campagne orchestrée par la droite à partir de la mort de René Lucet.

La CFDT, elle, s'est à plusieurs reprises trouvée dans une position inconfortable. Cette confédération se comporte en effet de plus en plus comme si elle était chargée de « baliser » la route du gouvernement, de fonctionner en quelque sorte en éclaireur. Ce qui la met souvent en porte-à-faux, l'« éclairage » qu'elle fournit étant souvent désavoué par un gouvernement que la pression ouvrière contraint à des arbitrages assez complexes. D'où la colère d'Edmond Maire, quand François Mitterrand indiqua finalement que la réduction du temps



Manifestation de la CGT du 16 février 1982. (DR)

de travail ne devait pas entraîner une diminution des salaires. En effet, la direction de la CFDT avait justifié à l'avance aussi bien la remise en cause de tous les avantages acquis — qu'il s'agisse des temps de pause obtenus ici ou là ou du samedi et dimanche non travaillés —, que la réduction des salaires quand il y avait réduction du temps de travail (23) ! Ce type d'orientation a évidemment rencontré de fortes résistances à l'intérieur même de la confédération, résistances qui ont nourri l'opposition qui y existe déjà depuis plusieurs années. Dans plusieurs régions importantes, comme la région parisienne, l'Auvergne ou la région Midi-Pyrénées, celle-ci a pour la première fois frôlé la majorité lors des congrès régionaux.

Cette orientation n'a cependant pas entraîné pour le moment de mouvement massif de désaffection à l'égard de la CFDT dans la classe ouvrière elle-même. C'est qu'en effet l'affaire polonaise a largement pris le devant de la scène, et la CFDT, en manifestant ostensiblement sa solidarité à Solidarnosc, a su tirer parti du soutien de fait qu'apportait la CGT aux militaires polonais. Certes, le front qu'elle a alors constitué avec FO, la FEN, la CGC et la Confédération française des travailleurs chrétiens (CFTC) ne s'est guère prolongé. Mais, selon le vieux principe qui veut qu'au royaume des aveugles les borgnes sont rois, les dernières élections professionnelles ont vu s'opérer un sensible transfert de voix depuis la

Confédération générale du travail (CGT) vers la CFDT.

Car la CGT, que la victoire du 10 mai avait déjà placée en situation instable, a été frappée de plein fouet par le coup de force polonais. C'est sans hésitation aucune que Henri Krasucki et Georges Seguy, qui recevaient il y a très peu de temps Lech Walesa en France et l'invitaient au 41e Congrès de la CGT qui doit se tenir à Lille en juin 1982, ont approuvé « l'état de guerre » et affirmé leur compréhension à l'égard des militaires polonais. Mais c'est aussi une fronde sans précédent historique que cette position a déclenchée à l'intérieur de la centrale syndicale (24).

Ainsi mise en difficulté, la direction de la CGT a essayé de refaire le terrain perdu en durcissant le ton sur les revendications. Elle a ainsi fait connaître son appréciation négative sur un certain nombre de « défauts » de l'action gouvernementale (le pouvoir d'achat des travailleurs, la faible hausse du salaire minimum — SMIC —, l'ordonnance sur les 39 heures, le 1 % d'augmentation des cotisations salariales pour la Sécurité sociale, etc.), tout en maintenant que, globalement, les orientations du gouvernement « vont dans la bonne direction » et, surtout, en se gardant de toute mobilisation par rapport aux « défauts » qu'elle relève. Il est encore trop tôt pour dire si ce début de distanciation permettra à la CGT de se « refaire une santé », tant au niveau des adhérents qu'au niveau des voix aux élec-

19. Le grand thème du RPR, c'est qu'il incarne aujourd'hui les « républicains » contre les « marxistes ».

20. Marcel Francisci était conseiller général RPR pour la Corse et patron de cercles de jeu à Paris. On a retrouvé sur son cadavre une bande magnétique faisant état de démarches auprès de Gaston Defferre (qui avait fermé son cercle de jeu), par l'intermédiaire d'avocats socialistes. René Lucet, militant RPR et syndiqué FO, dirigeait la Sécurité sociale à Marseille, et le ministre de la Solidarité nationale, Nicole Questiaux, lui avait retiré cette responsabilité à la suite d'un certain nombre de malversations. Il a été retrouvé mort chez lui le lendemain de cette destitution, sans que l'enquête ait pu conclure à ce jour à un suicide ou à un assassinat.

21. La direction des Laiteries Besnier a évacué 350 000 camemberts de son usine d'Isigny, grâce à un commando de 200 personnes encadré par 38 anciens parachutistes. Quelques jours plus tard, à Clichy, c'est également l'intervention d'un commando de non-grévistes dans une usine occupée qui provoquait la mort de

l'un des grévistes, un ouvrier algérien. Et à Brioude, le 2 mars, c'est un commando de producteurs de lait qui est formé pour déloger les travailleurs qui occupaient la coopérative de Michel Debatisse, député UDF au Parlement européen.

22. L'hebdomadaire du PS, l'Unité, commente avec faveur cette orientation : « Aussi, ce n'est pas l'abrogation des lois antilaïques qu'ils demandent au gouvernement et aux parlementaires, mais de construire avec eux ce grand service laïc. Et avec l'Eglise, puisque, sûrs de convaincre, ils sont certains de trouver des plages de compromis avec cette dernière. » (L'Unité, 12 février 1982).

23. « Il est souvent impossible d'assurer à la fois une importante réduction du temps de travail avec la création d'emploi correspondante et une compensation intégrale du pouvoir d'achat. » (Syndicalisme-Hebdo, 3 décembre 1981).

24. Cf. Félix Lourson, « Le mouvement ouvrier français et la Pologne », Inprecor, numéro 121, du 22 mars 1982.

tions professionnelles. Elle en aurait en tout cas bien besoin (25).

La situation dans le PCF est par bien des points semblable à celle que l'on connaît dans la CGT, tant les liens entre les deux organisations ont rarement été aussi visibles. Mais elle présente cependant quelques différences.

Par exemple, le PCF est plus directement ligoté que la CGT par la présence de ministres communistes au gouvernement : c'est donc la CGT qui se voit chargée d'entretenir un minimum de fronde à l'égard de la politique gouvernementale. Le PCF, lui, continue à se définir comme « *parti de lutte et de gouvernement* ». Mais, pour le moment, la lutte est essentiellement conçue comme le fait d'aider les travailleurs « *à dépasser le refus de s'impliquer dans la gestion* » (26).

A quoi on peut ajouter que les répercussions de la crise polonaise dans le PCF ont été moins évidentes que dans la CGT. Mais le malaise est cependant grand et paralyse très largement l'activité du parti (27).

Quant au Parti socialiste (PS), il a certes grossi pendant cette période (28), mais l'orientation politique qu'il a choisie en a fait une grande force inerte sur le terrain de la vie sociale et politique. La préparation du Congrès qui s'est tenu à Valence les 23 et 24 octobre a pourtant montré qu'une fraction non négligeable de ses adhérents poussait en faveur du changement. Mais là n'était pas la préoccupation de ses dirigeants. Une fois que l'on eut satisfait à l'humeur de la base, au prix de quelques formules vigoureuses, on passa aux choses sérieuses : en l'occurrence le vote unanime de la résolution dont la pièce maîtresse était le paragraphe prévoyant la recherche du compromis avec le patronat. Michel Rocard, au nom de la minorité du parti, n'eut aucune peine à expliquer que, puisqu'on ne parlait plus de « *rupture* », mais de « *compromis* », c'était par accord sur le fond, et non par souci tactique, qu'il votait la résolution.

Depuis lors, il n'y a effectivement pas eu de crise ouverte entre les différents courants du PS, sans que l'on puisse dire pour autant qu'ils aient disparu. C'est que la politique menée par le gouvernement est bien plus proche de celle préconisée par Michel Rocard que des résolutions majoritairement votées dans les précédents congrès du PS.

De ce fait, des désaccords ont certes surgi entre le gouvernement et le groupe parlementaire socialiste, que ce soit sur la question des centrales nucléaires ou sur l'attitude à adopter concernant le *diktat* du Conseil constitutionnel sur les nationalisations. Mais, à chaque fois, le compromis s'est pour l'essentiel fait sur la base des positions gouvernementales.

D'où l'inertie dont fait preuve le PS et la morosité qui gagne ses rangs. Son premier secrétaire, Lionel Jospin, a certes précisé qu'il n'était question ni de faire « *l'Etat-PS* » ni d'être un parti-godillot. Mais deux refus ne suffisent pas à définir une ligne de conduite. Et la réalité reste que le PS n'a pas su, pour le moment, jouer un rôle dans la situation politique.

La direction parle bien d'un rôle d'explication ou de mobilisation. Mais les réalisations gouvernementales sont suffisamment différentes des projets initiaux du PS pour que le rôle d'explication n'aille pas de soi : c'est d'abord dans le PS qu'il faudrait expliquer. Et quant à la mobilisation, quel rôle « *mobilisateur* » le PS pourrait-il jouer au service d'un gouvernement qui se méfie tellement de la mobilisation populaire ? *L'Unité*, l'hebdomadaire du Parti socialiste, veillerait plutôt à éteindre très vite les premiers feux de la mobilisation populaire (29). Le mécontentement se répand chez les militants, sans qu'il prenne pour le moment une expression cohérente et globale. Les interrogations ne peuvent évidemment que s'amplifier avec le médiocre résultat des élections cantonales.

LES ORIENTATIONS GOUVERNEMENTALES POUR 1982

L'ensemble de ces données concourt donc à ce que la masse des travailleurs voit peu de signes matériels de changement, et que la confiance en l'équipe gouvernementale s'amenuise. C'est évidemment cela qu'a traduit le vote du 14 et du 21 février. Mais, pour autant, la coalition gouvernementale ne semble pas envisager, dans l'immédiat, de modifier fondamentalement sa politique.

Les dirigeants socialistes attendaient qu'une reprise économique au niveau mondial vienne accompagner leur effort dès la fin de l'année 1981 : celle-ci ne s'est pas produite. En France, il y a certes eu une légère reprise dans les derniers mois de l'année 1981 : la consommation des ménages a ainsi augmenté de 2,3 % en 1982 contre 1,8 % en 1981. Mais il s'agit d'une reprise « *technique* » et très largement artificielle. Elle a été pour l'essentiel due aux effets de la relance — limitée — de la consommation populaire, liée à l'augmentation du salaire minimum (SMIC) et à la revalorisation d'un certain nombre de prestations sociales.

Cette réaction est restée limitée dans son ampleur. En effet, les patrons ont réussi, par mille acrobaties, à ne pas répercuter l'augmentation du SMIC sur l'ensemble des salaires : le pouvoir d'achat ouvrier n'a ainsi pas le moins du monde augmenté depuis le 10 mai. Cette reprise « *dopée* » n'a pas permis de faire redémarrer la production : l'indice de la pro-

duction industrielle a ainsi baissé de plus de 3 points au mois de janvier 1982. Par contre, elle a mis en évidence une série de faiblesses structurelles de l'économie française.

— L'inflation d'abord : elle a certes été un peu moins élevée que ne le prévoient la plupart des experts (14 % selon l'indice de l'Institut national de la statistique et des études économiques — INSEE —, 16,5 % selon l'indice de la CGT), mais la relative modération de son augmentation a été pour l'essentiel due à un étalement inhabituel de l'augmentation des tarifs de services et par la baisse du prix des importations. De plus, les augmentations sont très variables d'un poste à l'autre : 16,6 %, par exemple, selon l'indice INSEE, pour les produits alimentaires.

— Le chômage : la fin de l'année 1981 a marqué le passage du cap des 2 000 000 de chômeurs, 2 031 000 exactement en janvier 1982. Pourtant, il y a eu sensiblement moins de licenciements économiques ces derniers mois que durant la période comparable de 1981. C'est la situation des offres d'emploi qui reste catastrophique : la reprise « *technique* » n'a pas suffi pour convaincre les patrons d'embaucher.

— Le déficit aggravé de la balance commerciale : l'augmentation de la consommation des ménages a surtout bénéficié aux produits importés. Elle a sans doute permis un relatif déstockage dans certains secteurs de l'économie française (les biens de consommation courante en particulier), mais n'a même pas été suffisante pour convaincre les industriels de reconstituer leurs stocks. Et la dévaluation de 8,5 % consentie en octobre par rapport au mark allemand n'a pas non plus suffi pour rendre compétitifs les produits français sur les marchés étrangers.

C'est sur cette base fragile que le gouvernement a établi les données de sa nouvelle politique économique. Il se confirme que celle-ci ne passe plus principalement par la relance de la consommation populaire : les maigres propositions d'augmentation des salaires (10,5 % répartis sur un an) faites par Anicet Le Pors, ministre communiste de la Fonction publique, à l'ensemble des fonctionnaires, comme l'étalement dans le temps de la revalorisation du traitement des instituteurs le prouvent abondamment. C'est sur le bud-

25. La CGT n'a sans doute aujourd'hui guère plus de 1 200 000 adhérents, la CFDT en totalisant environ un million. Et cela fait maintenant une dizaine d'années que les scores de la CGT baissent aux élections professionnelles. Dans ce dernier domaine, les résultats qu'elle a recueillis ces derniers temps dans quelques-uns de ses bastions témoignent de pertes encore plus sensibles : — 12 % à Renault-Billancourt dans le collège ouvrier.

26. Philippe Herzog, *Cahiers du Communisme*, janvier 1982.

27. Cf. Félix Lourson, *art. cit.*

28. Il y avait 159 000 adhérents en 1980, 189 987 le 10 mai et 210 000 en septembre 1981. Le recrutement a donc été plus intensif dans la période même de la campagne présiden-

tielle qu'après la victoire. Et il s'est probablement à nouveau ralenti depuis le mois de septembre.

29. Témoin Michèle Kespi dans *l'Unité* du 12 février : « *Qu'en est-il exactement de cette mobilisation autour des 39 heures ? N'a-t-elle pas été amplifiée par ceux qui, en critiquant l'ordonnance, veulent mettre en difficulté le gouvernement ? Il est difficile de donner une appréciation chiffrée des conflits. On sait qu'ils sont divers, mais pas aussi nombreux qu'on le prétend : parler de foyers d'agitation qui s'étendraient partout serait complètement faux. On oublie aussi de rappeler que, dans les secteurs habitués à signer des conventions collectives, cela ne se passe pas si mal.* »

get de l'Etat que compte aujourd'hui le gouvernement pour amorcer la relance. D'où l'acceptation d'un déficit budgétaire considérable, qui sera officiellement de 130 milliards. Le pari est risqué : le temps n'est plus où un tel déficit pouvait être facilement contrôlé, assuré qu'on était de le résorber peu à peu, simplement avec les fruits de l'expansion qu'accordait une augmentation annuelle du produit intérieur brut (PIB) de 6%. Si la relance tombe si peu que ce soit en dessous de 3% (le gouvernement table sur 3,3%), ou bien il faudra procéder à des coupes sombres et sauvages dans les dépenses de l'Etat prévues, ou bien il y aura de nouveau déclenchement de la spirale inflationniste. François Mitterrand a bien fini par s'apercevoir du problème et par demander plus de rigueur dans le niveau des dépenses publiques. Mais son appel ne vaut guère que pour les budgets futurs : trop de projets sont maintenant engagés, et la politique gouvernementale pour 1982 restera largement inchangée. Pour mener à bien cette politique, le gouvernement s'appuie sur quatre éléments :

— L'aide que pourrait lui apporter le secteur nationalisé. On prévoit ainsi que la production du secteur nationalisé augmentera de 1,2% en 1982 contre 0,8% en 1981. Pour arriver à ce résultat, le gouvernement a expliqué aux nouveaux présidents-directeurs généraux (PDG) : « Vous recherchez d'abord l'efficacité économique par une amélioration continue de la compétitivité. (...) Les critères habituels de gestion des entreprises industrielles s'appliqueront intégralement à votre groupe ; les différentes activités devront dégager un résultat d'exploitation suffisant pour assurer le développement de l'entreprise, et la rentabilité des capitaux investis devra être normale. (30) » Les entreprises nationalisées ont déjà été très officiellement autorisées à licencier.

Mais, là aussi, les marges de manœuvre du secteur nationalisé restent minces. D'abord parce qu'il faut compter avec les réactions des travailleurs. Et ensuite parce que le flou dans lequel a été laissée, par exemple, la question des filiales étrangères, va venir compliquer très sérieusement l'application des directives gouvernementales.

— Le soutien à la restructuration industrielle. Cela passe par une plus grande flexibilité dans l'utilisation des équipements industriels, et c'est visiblement le sens de plus en plus ouvertement donné à la réduction du temps de travail et au travail à temps partiel. Mais cela passe aussi par l'accumulation des subventions gouvernementales aux petites et moyennes entreprises. Le plus beau fleuron de cette politique de restructuration est sans doute le Plan textile : 400 milliards anciens sont ainsi versés aux patrons du textile (par l'exonération du tiers de leurs charges sociales) à la condition qu'ils embauchent un nombre de salariés égal à la moitié des départs volontaires ou naturels (31) !

— Un coup d'arrêt à la croissance des dépenses sociales. Les divers systèmes so-

ciaux, en particulier l'Union nationale et départementale d'indemnisation du chômage (UNEDIC), représentent en effet déjà 40 milliards supplémentaires de déficit. Du coup, le gouvernement n'ira sans doute pas au-delà de quelques mesures déjà programmées pour le premier trimestre, et il hésite sur les problèmes posés par le financement de la retraite à 60 ans.

— Une « politique des revenus » dont les deux volets officiels seraient un ralentissement de la hausse des prix (l'objectif fixé par le gouvernement est d'atteindre un taux d'inflation de 10,5% en 1982 et de 10% pour le dernier trimestre) et un blocage des salaires à un taux indexé sur la hausse des prix « souhaitée ». Ce qui est plus facile à dire qu'à faire. Il n'est toujours pas envisagé de blocage des prix, y compris pour les produits de consommation courante. L'opération « trêve des prix » sert surtout de campagne publicitaire aux grandes surfaces — qui n'ont aucune difficulté à répercuter sur l'ensemble de leurs ventes les « promotions » qui leur sont ainsi demandées sur quelques articles — alors qu'elle est très largement boudée par les petits commerçants (32). Et, par ailleurs, les travailleurs n'ont aucune raison de renoncer à l'augmentation de leur pouvoir d'achat.

En tout cas, c'est bien de la mise en place d'une politique d'austérité qu'il s'agit. Le CNPF s'en réjouit bruyamment : « Le système Delors ressemble comme un frère à celui que voulait mettre en place Raymond Barre », déclare le vice-président du CNPF, Yvon Chotard (33). Et Pierre Rosanvallon, l'un des idéologues officiels de la CFDT et du courant Rocard au sein du PS, affirme avec une grande franchise : « Le fameux "modèle français du socialisme" n'aurait au fond de consistance propre que s'il s'identifiait à une telle expérience démocratique d'apurement collectif de l'austérité. (34) »

Ce projet politique-là n'a évidemment pas l'approbation des travailleurs, et c'est une première difficulté. Mais, de plus, toutes les bonnes manières qui lui sont faites ne suffisent pas à convaincre le patronat, tant que celui-ci n'a pas la certitude de voir restaurer son taux de profit. Le président de la Chambre de commerce et d'industrie de Paris déclare ainsi : « Faut-il s'étonner dès lors si de ces incertitudes naissent l'attentisme, un réflexe de prudence frileuse et le souci de limiter au minimum les initiatives dont nul ne peut apprécier sérieusement les chances de succès ou d'échec. (35) » Et la Banque de France estime tout aussi clairement que le grand obstacle à une reprise de l'in-

vestissement reste la diminution de la rentabilité « fortement ressentie par les chefs d'entreprise (36) ».

Le gouvernement a donc encore du pain sur la planche s'il veut rassurer les patrons et obtenir le redémarrage des investissements. On peut dire qu'il s'y emploie, et la décision récemment prise « au plus haut niveau » de faire évacuer par la police quatre usines occupées par les grévistes n'a pas d'autre sens. Dans l'immédiat, il ne peut cependant aller beaucoup plus loin, car il lui faut aussi se souvenir de qui l'a élu.

Compte tenu de l'environnement international, de la politique des hauts taux d'intérêt maintenue aux USA et de la relance allemande qui se fait attendre, l'hypothèse la plus probable est que, faute d'une stimulation suffisante de la production industrielle en France, le déficit de la balance commerciale devrait s'aggraver considérablement, nécessitant un nouveau réajustement en catastrophe du franc (37) si l'on veut relancer les exportations, mais réajustement qui serait lui-même générateur d'inflation dans le court terme. Quelles seraient les conséquences politiques de cette première crise monétaire du nouveau régime ?

Que certains, dans le gouvernement — comme tendent à le montrer les premières réactions de Michel Rocard après les élections cantonales — soient prêts à cette éventualité et y voient même une excellente occasion pour réexpliquer la nécessité du « réalisme » et de la « pause », fut-ce au prix d'une crise politique grave, c'est certain. Que les travailleurs voient dans la crise financière la confirmation que, décidément, c'est une autre politique qui est nécessaire, cela est également tout à fait possible.

L'issue d'un tel affrontement dépend bien sûr en grande partie de l'orientation que donneront les grandes organisations ouvrières à la protestation populaire, et donc du type de clivage qui interviendrait, dès lors, à l'intérieur du gouvernement. Mais, pour une part, elle dépend aussi de la capacité des révolutionnaires à proposer et à populariser des mesures immédiates qui apparaissent comme indispensables pour gagner effectivement la bataille de l'emploi et la lutte contre la hausse des prix. C'est ainsi seulement que les masses pourront se convaincre qu'une autre politique est possible : une politique qui implique évidemment la rupture avec la bourgeoisie, le renoncement à toute forme de collaboration de classe. ■

Jacques KERGOAT
Paris, le 30 mars 1982.

30. Pierre Dreyfus, ministre de l'Industrie (Rhône-Poulenc-Actualités, numéro 348). Le gouvernement a également choisi de laisser à la tête de Rhône-Poulenc, Jean Gandois, qui a déjà 20 000 licenciements à son actif, et il a nommé à la tête de la Société Générale, Jacques Mayoux, ex-PDG de Sacilor, responsable de 29 000 licenciements dans la sidérurgie lorraine.

31. Globalement, le gouvernement a mis en place 24 milliards de prêts à long terme destinés aux entreprises. Et les investissements conformes aux priorités pourront être financés par une enveloppe annuelle de 11 milliards de

francs, enveloppe en augmentation de 35% par rapport à 1981. (Notes Bleues, ministère de l'Economie et des Finances, 1er mars 1982).

32. Dans le Nord-Pas-de-Calais, par exemple, le département du Premier ministre, 15% seulement des commerçants participent à l'opération.

33. *Le Matin*, 6 janvier 1982.

34. *Libération*, 3 mars 1982.

35. *Le Monde*, 26 février 1982.

36. *L'Expansion*, 5 février 1982.

37. Notamment par rapport à l'Allemagne, dont les exportations en France devraient augmenter cette année de 16%.

"L'entente nationale est une condition sine qua non de la paix"

DE la prison de Bialoleka où il est interné depuis le coup de force des généraux polonais, Jacek Kuron, fondateur en 1976 du Comité de défense des ouvriers (KOR), puis conseiller de Lech Walesa dans Solidarité, a fait sortir un texte rédigé en février 1982 et publié par le journal *le Monde* du 31 mars dernier.

Contenant de nombreuses propositions d'orientation pour les forces qui résistent à la répression bureaucratique, ce document, que nous publions ci-après, est l'expression synthétique de la réflexion politique d'un des courants qui traversent la Résistance.

A ce titre, il soulève de nombreux problèmes politiques. Il convient donc d'y apporter de premiers éléments de réponses, ce que fait notre camarade Jacqueline Allio, qui a été envoyée spéciale d'*Inprecor* en Pologne.

Jacek KURON

1) L'état de notre économie se passe de description. Si l'on en croit les auteurs du coup qui affirment qu'ils ont agi pour sauver l'économie, on ne peut que constater que l'opération a réussi mais que le malade est mort. Aux termes d'un rapport tout ce qu'il y a de plus officiel de l'Office central des statistiques, la production en janvier 1982, premier mois calme de notre guerre, a baissé de 13,6 % par rapport à celle de janvier 1981, émaillé de grèves (cinq samedis libres extorqués), et de 17,5 % par rapport à décembre 1981, premier mois de la guerre. Sur cette lancée, nous descendrons dans quelques mois au-dessous de zéro. Les statistiques se laissent facilement améliorer. Pourra-t-on aussi corriger l'économie et contenir son agonie ? La réponse à cette question tient à l'interprétation des causes de la catastrophe. Parmi elles, on avance généralement le découragement des travailleurs, le blocus de l'information imposé par l'état de guerre et les sanctions occidentales. Ces trois causes sont tellement évidentes qu'elles en voilent une autre, la plus importante.

La désagrégation de notre économie ne date pas de décembre 1981 ni d'août 1980. Ceux qui ont eu le courage de parler l'annonçaient dès 1976. Après août 1980, toutes les personnes compétentes étaient d'accord pour dire que notre vie sociale et économique était mortellement malade de gestion centralisée, unique moyen d'organiser l'activité sociale. Les forces sociales n'avaient aucune influence sur son déroulement et sur ses objectifs. C'est là qu'a commencé la maladie. Une réforme de l'économie et de l'Etat devait radicalement changer cet état de chose.

Or, depuis le 13 décembre, quelles que soient les déclarations et même les intentions des putschistes, le pays est régi militairement. Cela signifie l'assujettissement de l'ensemble de la vie socio-économique aux ordres d'un état-major central. Toute la population active est obligée d'exécuter les ordres et de faire des rapports sur la situation. C'est probablement une bonne technique pour mener la guerre, mais assurément la plus mauvaise pour gérer la vie sociale.

Les causes de la maladie mortelle qui nous ronge ont ainsi été accentuées jusqu'à la caricature. Même

Par ailleurs, ayant comparé le texte de l'article de Jacek Kuron dans *le Monde* à l'original en polonais paru dans le numéro 14 de *Solidarnosc* (bulletin d'information du comité de coordination du syndicat Solidarité en France), nous avons relevé deux importantes erreurs de traduction. En premier lieu, au point 2 du texte, la formule « *partage des terres* » doit être traduit par « *annexion* ». Plus importante est la seconde erreur, intervenue à la fin du document où, lorsqu'apparaît l'expression « *manifestation d'ensemble organisée* », il faut lire en fait « *un soulèvement de masse organisé* ». Jusqu'à la fin du texte, le terme « *manifestation* » doit donc se traduire par « *soulèvement* ».

INPRECOR
8 avril 1982.

s'il arrivait un miracle, si les Polonais se lançaient dans un travail effréné et si les crédits de l'Occident atteignaient les sommets de l'ère Gierk, les fruits en seraient de toute façon gâchés, à une vitesse directement proportionnelle à la militarisation de notre vie.

Une occupation classique

2) La société vit la guerre. Ceux qui l'ont proclamée ne se cachent pas trop de la mener contre elle. Grâce à la discipline extraordinaire des Polonais, nous avons jusqu'à présent évité des affrontements sanglants à grande échelle. Par contre, nous vivons une occupation classique avec censure de la correspondance, couvre-feu, razzias massives, perquisitions, arrestations, tribunaux militaires, responsabilité collective, etc. La terreur, les menaces et les appels désespérés au calme sont le seul langage que tient le pouvoir.

Qu'obtient-il par là et que peut-il obtenir ? Le désespoir et la haine de tous ; la peur et la soumission des uns ; la détermination et la volonté de combat des autres. Sur les apeurés, le pouvoir ne peut compter : leur soumission durera ce que durera la terreur. Les résolus lutteront. Ils lutteront d'autant plus résolument que la répression sera farouche. L'économie en ruine engendrera faim et misère. Les rangs des résolus en seront grossis. Que les occupants ne se leurent pas : les partages des terres polonaises n'ont jamais été durables. Les partages ne détruisent pas le tissu social et économique. L'occupation si.

Les références aux toutes premières années de l'après-guerre sont sans fondement. A l'époque, les communistes clamaient et réalisaient en partie le programme de toute la démocratie polonaise, parti paysan y compris. On reconstruisait le pays, on aménageait les territoires de l'ouest. C'est pour cela que, nonobstant une résistance organisée, il n'y avait pas d'état de guerre mais, au contraire, certaines libertés démocratiques non négligeables.

L'exemple de la Hongrie après 1956 est funeste. Ce pays avait été saigné, et les hommes qui s'étaient mis à y reconstruire la vie sociale n'étaient pas à l'origine de la saignée.

La violence appelle la violence. Les moins patients, les moins pondérés tendront vers la terreur, arme à double tranchant. La terreur engendre la terreur, mais la spirale de la terreur ne peut être stoppée par la terreur. Qui sème le vent récolte la tempête.

Une erreur de calcul

3) Tout le bloc soviétique a été profondément bouleversé par les événements polonais. La maladie mortelle dont j'ai parlé est plus avancée en Pologne, mais elle ronge tous les pays du bloc. Au fur et à mesure que l'économie se modernise, les aspirations de la société et sa participation au partage international du travail augmentent. Les impératifs de l'armement obligent les pays du bloc socialiste à moderniser leur économie. Dans un organisme malade, la modernisation implique des investissements massifs, alors que l'efficacité stagne, donc diminue. D'où la dépendance grandissante vis-à-vis de l'Occident et les conflits sociaux de plus en plus aigus.

Nous savons que la guerre a été proclamée en Pologne sous la pression de l'U.R.S.S. Les tenants de cette puissance ont de bonnes raisons de craindre la contagion polonaise. Mais ils ont manifestement fait une erreur de calcul. Les sanctions ont limité les possibilités de coopération avec l'Occident, sans laquelle l'économie du bloc ne peut fonctionner normalement, le poids de l'armement de plus en plus coûteux étant d'ores et déjà au-dessus de ses forces.

La ruine de l'économie polonaise avait arraché au bloc un maillon important de la coopération économique. Les pays du bloc sont désormais obligés d'aider la Pologne. Or ils en sont à peine capables. Leurs peuples sont obligés de supporter le poids de cette aide, poids qui

Jacek Kuron. (DR)



s'ajoute à celui d'une crise qui va de toute façon en s'aggravant. La patience sociale a pourtant ses limites, déjà perceptibles.

4) La société polonaise peut-elle attendre l'agonie de l'impérialisme ? Les Tchèques ont pratiquement patienté jusqu'à la fin de l'occupation allemande. Mais la guerre se déroulait alors, non sans leur participation, principalement en dehors de leur territoire, et tout le monde savait ce qu'on attendait. A présent, la guerre, si guerre il y a, se déroule en Pologne, et l'agonie de l'impérialisme n'est qu'un pronostic.

Aucun appel ne pourra arrêter les jeunes qui veulent se battre. S'il est assez efficace pour leur interdire d'autres formes de combat, il les lancera dans l'impasse qu'est le terrorisme. Aucun appel ne pourra atténuer le désespoir et la haine, ce mélange explosif.

La misère est le produit de l'état de guerre, de même que la terreur. A la violence qu'on lui fait, à la misère qu'on lui impose, une société saine répond par la lutte. Elle peut la livrer sur différents fronts. Aujourd'hui, il n'y a qu'un seul front. Nous sommes en Pologne. Dans ce pays, l'histoire nous l'enseigne, ce n'est qu'au prix du sang et des ruines que l'opresseur, l'espace d'une génération, arrive à s'assurer le calme.

Appeler à s'abstenir de certaines actions, même les plus hautes autorités s'y engageant, ne peut être efficace que si l'on montre d'autres voies pour résoudre la crise. Or, l'occupation vient de mettre un trait sur toute possibilité d'actions pacifiques. Elle vient même de mettre un trait sur le sens du travail consciencieux. Tant que dure l'occupation, il n'est du pouvoir de personne de garantir la paix en Pologne. Seuls peuvent l'assurer soit le pouvoir, en concluant un compromis avec la société, soit la société, en renversant le pouvoir. Dans ce deuxième cas, nous nous trouverons face à face avec la puissance militaire soviétique.

Le peuple uni comme jamais

5) L'entente nationale est une condition *sine qua non* de la paix. Pour y parvenir, il faut que l'ensemble des citoyens s'accordent sur au moins quelques valeurs et quelques objectifs fondamentaux. Depuis août 1980, le peuple polonais est uni comme jamais il ne l'a été. Nos problèmes venaient de la menace soviétique qui obligeait la société à renoncer à une part essentielle de ses aspirations. Nous nous disputions sur l'étendue et le contenu de cette part. Nous sollicitons un compromis avec des hommes qui, en Pologne, représentent les intérêts de l'U.R.S.S.

Au nom de ce compromis, l'ensemble des Polonais acceptait le rôle prépondérant de ces hommes dans la conduite de l'Etat. On ne demandait qu'à contrôler leur action et à assurer à la société une véritable participation aux décisions essentielles. Les hommes de l'U.R.S.S. ne voulaient pas de compromis. Au lieu de construire, à la tête de la nation, un Etat tant soit peu démocratique, ils mettaient en pièces l'économie et l'administration. Après le 13 décembre, ils ont achevé leur œuvre en détruisant toutes les conditions nécessaires à un compromis social.

Ce compromis, c'est-à-dire un

compromis entre la société et les hommes du pouvoir, est aujourd'hui moins possible encore qu'avant le 13 décembre. Mais l'occupation, si elle continue, conduira inévitablement le camp gouvernemental à la catastrophe. S'il y a, dans ce camp, des hommes conscients, ils se demanderont si l'initiative d'un compromis n'aura pas, pour eux, des conséquences aussi tragiques. La question n'est pas sans fondement. La société polonaise a de bonnes raisons de demander des comptes aux occupants. Mais l'épiscopat se prononce pour un compromis, et c'est, en Pologne, une autorité énorme. Il sera appuyé par la majorité de la direction de Solidarité, par les hommes de science et de culture, bref, par tous ceux dont la voix compte en Pologne. Fait plus important encore, l'initiative d'un compromis offrirait au camp gouvernemental un mandat social qui lui fait défaut depuis 1956. Ce serait certes une initiative risquée, mais l'occupation est un acte suicidaire.

6) Une résistance massive et bien organisée est l'unique chance des Polonais. Seul un tel mouvement peut être partie prenante d'un compromis. Seul un tel mouvement peut contenir la vague de terrorisme et diminuer le risque d'une intervention soviétique dans le cas où l'absence d'initiative de compromis provoquerait l'immanquable explosion sociale. La force de l'occupant réside dans sa capacité à désorganiser la société et à déplacer rapidement de petites unités militaires de pacification. Contrairement à l'époque d'avant août 80, il nous faut donc nous concentrer autour d'un noyau central et faire preuve d'une discipline absolue à son égard. Il faut organiser un réseau d'information efficace, tout en

sachant qu'il pourra être bloqué au moment décisif. Les objectifs concrets et le mode de fonctionnement du mouvement doivent être connus de tous.

Concessions et manifestation

7) L'activité du mouvement autre qu'éditrice se réduit aujourd'hui aux manifestations, qui vont des tracts et des inscriptions sur les murs aux grèves plus ou moins prolongées, en passant par différentes formes de manifestations collectives. Toutes ces formes ont une très grande importance pour soutenir le moral de la nation et faire pression sur d'éventuels partisans d'un compromis au sein du camp gouvernemental. Un ultime moyen de pression, notre dernière chance d'un compromis, serait une grève générale. Mais il faut nous rendre compte que toutes ces formes de résistance constituent une manifestation de volonté nationale face à des hommes qui se sont délibérément dressés contre la nation. Si nous en restons là et si les partisans d'un compromis dans le camp gouvernemental ne se manifestent pas, nous n'éviterons pas la catastrophe.

Dans une dizaine de semaines — un peu plus tôt, peut-être, ou un peu plus tard, — un incident local quelconque dégènera en émeutes qui embraseront tout le territoire. Le pouvoir de l'occupant sera probablement renversé, mais au prix suprême, et au risque majeur d'une intervention soviétique.

Ainsi, la direction de la résistance doit préparer la société à la fois à des concessions majeures en vue d'un compromis avec le pouvoir et

à la liquidation de l'occupation par une manifestation d'ensemble organisée. Je pense qu'une telle manifestation peut prendre la forme d'une offensive simultanée contre tous les centres du pouvoir et de l'information dans tout le pays. Il faut que les hommes du pouvoir sachent qu'ils ne disposent plus, que d'un temps rigoureusement limité pour prendre l'initiative d'un compromis.

Dans l'attente du pire, il faut dès aujourd'hui tout faire pour faire comprendre à la direction soviétique que, avec un minimum de bonne volonté de sa part, une entente nationale des Polonais — fût-ce sans la participation des dirigeants actuels de ce pays — ne nuicera pas les intérêts militaires de l'U.R.S.S. et ne pourra qu'être bénéfique en ce qui concerne ses intérêts économiques.

Par contre, une intervention armée sera le dernier acte de l'U.R.S.S.

Je n'affirme pas qu'une manifestation organisée de notre nation, parallèlement à une déclaration de bonne volonté à l'égard de l'U.R.S.S., nous garantira la sécurité de la part de cette puissance.

J'affirme seulement que, si l'occupation continue, une telle manifestation limitera le risque, au minimum.

Pendant de nombreuses années, j'ai prôné l'abstention de toute violence. Je me sens donc obligé de prendre la parole pour dire que, à présent, nous préparons à contrer l'occupation par une action collective me semble le moindre mal.

Jacek KURON
Camp d'internement
de Bialoleka,
février 1982.

Fin avril un livre aux éditions La Brèche

"PROFILS DE LA SOCIAL-DEMOCRATIE EUROPEENNE"

Ce livre rassemble des textes où sont analysés sous différents angles continuité et ruptures des principaux partis socialistes et sociaux-démocrates européens. Sous la disparité des situations nationales, des trajectoires, il s'efforce de dégager ce qui continue à faire l'unité stratégique fondamentale de la social-démocratie dans les pays capitalistes développés. Ces analyses, élaborées par des militants marxistes-révolutionnaires des différents pays concernés, portent bien au-delà de l'actualité immédiate.

Les pays traités sont : la Grande-Bretagne, la Suède, la RFA, la France, l'Autriche, l'Italie, l'Espagne et le Portugal.

En souscription à 60 francs. Mise en vente à sa parution en librairie à 75 F, 420 pages.

BON DE COMMANDE

Nom, Prénom :

Adresse :

Ville :

1) Veuillez trouver ci-joint un chèque de 60 F et 7,50 F de port, soit 67,50 F. Règlement à l'ordre de PEC, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil.

2) Veuillez trouver ci-joint un chèque de 60 F et laisser mon livre en dépôt à la librairie La Brèche, 9, rue de Tunis, 75011 Paris, où je passerai le prendre à sa parution.

Premiers éléments de réponse à Jacek Kuron

Jacqueline ALLIO

Jacek Kuron est l'un des représentants les plus connus de l'opposition polonaise dans son pays comme à l'étranger. En 1964, jeune militant du Parti ouvrier unifié polonais (POUP), il a écrit, en collaboration avec Karol Modzelewski, une *Lettre ouverte au Parti ouvrier polonais* dans laquelle il présentait un point de vue proche de celui des marxistes révolutionnaires et qu'il devait modifier par la suite.

En 1976, il a fait partie de la poignée de militants courageux qui, en fondant le Comité de défense des ouvriers (KOR), ont donné l'impulsion au processus de re-composition du mouvement ouvrier polonais.

En 1980, il a été de ceux qui se sont engagés à fond dans le soutien au mouvement gréviste. Après les accords de Gdansk, il est devenu l'un des conseillers les plus écoutés de Solidarité. Il paie aujourd'hui son engagement par son internement dans le camp de Bialoleka. Tout en engageant un débat polémique avec lui, nous sommes conscients de nous trouver du même bord face à un ennemi commun. Nous le faisons, convaincus que seule la discussion la plus large et la plus ouverte possible, respectant le pluralisme politique, aidera les travailleurs polonais à surmonter l'échec du 13 décembre et à trouver les voies menant à la victoire.

Appel à une grève d'une heure. (DR)



La plupart des écrits de la résistance qui nous sont parvenus se penchent sur les raisons de la défaite du 13 décembre. Tous insistent sur la *surprise* qu'a constitué l'attaque de l'armée polonaise. Tout soulignent que les travailleurs, nourris durant des mois de discours sur la nécessité du compromis et de l'entente nationale, ne s'attendaient pas, comme l'a écrit Adam Michnik, à un « *conflit pour le pouvoir* », mais à un conflit sur les « *moyens de l'exercer* » (1).

Ce phénomène de surprise — dont Jacek Kuron ne souffle mot — est un élément essentiel sans lequel il est impossible d'expliquer le succès du coup de force de la junte militaire face à 10 millions de personnes organisées dans Solidarité. Il faut donc se demander *pourquoi* les travailleurs ont été surpris, quelles ont été les erreurs commises, et tenter d'en tirer les leçons.

La première, c'est que l'adversaire auquel le mouvement de masse se trouve confronté n'est pas seulement celui qu'indique Jacek Kuron.

Il ne s'agit pas, comme il l'affirme, d'un occupant privé de toute racine sociale, d'un simple agent de l'URSS qui contrôle le pays. Certes, des liens historiques et des intérêts communs évidents lient aujourd'hui le général Jaruzelski au Kremlin, comme Boleslas Bierut, Wladislaw Gomulka, Edward Gierek ou Stanislaw Kania lui étaient liés hier. Pour autant, la bureaucratie polonaise n'est pas un simple agent de la bureaucratie soviétique. En près de quatre décennies de pouvoir établi grâce à l'appui de l'armée soviétique, elle s'est structurée en tant que couche sociale et a développé ses intérêts propres.

Ce sont d'abord les intérêts de la caste au pouvoir en Pologne même qui se sont vus mis en cause par l'apparition sur la scène politique d'une organisation indépendante des travailleurs. Et les bureaucrates étaient prêts à se défendre par tous les moyens, comme l'a montré le coup de force. Lorsqu'ils se sont sentis rassurés, après le 13 décembre, il est devenu évident qu'ils représentaient un groupe certes minoritaire au sein de la société, mais un groupe de plusieurs centaines de milliers de personnes décidées à prendre leur revanche. S'il y a une guerre en Pologne, guerre menée par la bureaucratie contre la classe ouvrière et ses alliés, c'est d'une *guerre civile* dont il s'agit. Face à cela, l'URSS n'est pas neutre bien entendu. Elle a choisi son camp et elle l'aide par

tous les moyens, mais elle n'est pas engagée physiquement dans le conflit — du moins jusqu'ici. Dire le contraire reviendrait à sous-estimer l'adversaire que l'on a en face de soi.

Deuxièmement, le fait que la guerre soit menée par des soldats polonais, qui n'ont pas grand chose à y gagner, doit nous amener à réfléchir sur l'absence de travail de Solidarité en direction de l'armée *avant* le coup de force, alors qu'il aurait été possible de gagner un très grand nombre de soldats à la cause de leurs frères, de leurs parents qui se battaient pour l'établissement d'une société radicalement différente. Et cela doit nous amener à réfléchir également sur les faiblesses actuelles de l'ennemi.

Comme dans toute guerre civile, le développement de la résistance ne peut que conduire à l'isolement croissant de la classe privilégiée qui a déclaré la guerre au reste de la société. L'insolence croissante des travailleurs qui relèvent la tête ne peut que semer le doute dans les esprits de ceux qui servent de main-d'œuvre à la répression. Les soldats, s'ils sentent les travailleurs décidés non pas à chercher un *modus vivendi* avec leurs maîtres mais à le renverser, peuvent changer de camp : les quelques exemples d'insubordination qui ont été rapportés par la presse indépendante durant les premiers mois de l'état de guerre témoignent qu'une telle possibilité existe. Là-dessus, Jacek Kuron ne dit mot non plus.

De même, il reste totalement silencieux sur le rôle central de la classe ouvrière dans le développement d'un mouvement de masse pour une société autogestionnaire *avant* le coup de force, comme sur son rôle central dans l'organisation du mouvement de résistance *après* le 13 décembre.

Lorsqu'il parle de « *tous ceux dont la voix compte en Pologne* », il souligne le rôle de l'épiscopat, des intellectuels, des hommes de science et de culture qui sont favorables au compromis, mais il ne dit rien du rôle des ouvriers. Et ce n'est certainement pas un hasard.

Car ce sur quoi il insiste, en effet, face à l'inévitabilité d'une explosion sociale qu'il prévoit comme un événement à court terme, c'est sur la nécessité d'un compromis. Quels que soient les doutes que l'on puisse avoir sur son pronostic, ce

1. Adam Michnik, *Der Spiegel*, Francfort-sur-le-Main, numéro 10, 8 mars 1982. Ce texte a été reproduit, pour ses passages essentiels, dans *le Matin de Paris*, mercredi 24 mars 1982.

qui frappe surtout, c'est l'incohérence de la solution qu'il propose. D'une part, et plutôt que de se répandre en discours sur les vertus du pacifisme, il met l'accent sur l'importance d'un mouvement de résistance massif et organisé pour créer un rapport de forces favorable aux travailleurs. Et, sur ce point, nous sommes entièrement d'accord avec lui. Mais, en même temps, il préconise une politique d'autolimitation, suggérant que les masses devront s'en remettre à leur direction pour décider du moment où s'arrêter.

Ce qu'il propose, c'est un compromis qui redonnerait « au camp gouvernemental un mandat social qui lui fait défaut depuis 1956 ». Un compromis ... alors même que les bureaucrates ont dévoilé leur véritable visage le 13 décembre et qu'ils s'avèrent incapables jusqu'ici d'imposer la normalisation qui était leur objectif déclaré.

De plus, Jacek Kuron ne dit pas sur quoi doit porter ce compromis. Il reste singulièrement silencieux sur les exigences mises en avant par les nombreuses déclarations de la direction clandestine de Solidarité énumérant les conditions pour une « véritable entente nationale » et qui montrent leur détermination à refuser toute perspective de conciliation en dehors du rétablissement de toutes les libertés démocratiques et syndicales et du droit d'organisation indépendante des travailleurs. Or, l'atomisation de la société, et de la classe ouvrière en particulier, est un élément clef de la domination bureaucratique. C'est ce qui rend impossible toute coexistence prolongée du pouvoir bureaucratique avec une forme d'organisation sociale de masse, indépendante d'elle.

Certes, dans leur lutte, les travailleurs peuvent être amenés à passer des compromis avec le pouvoir, tels les accords de Gdansk en août 1980, ou l'accord sur les samedis libres en janvier 1981. Ces compromis étaient l'expression du rapport des forces à un moment donné et de la certitude de Solidarité qu'il pourrait utiliser le répit obtenu pour renforcer l'organisation des travailleurs et repartir plus fort, mieux organisé, vers les combats futurs. De tels compromis tactiques sont non seulement inévitables mais nécessaires. Dix millions de travailleurs ne sont pas une armée disciplinée que quelques généraux peuvent manœuvrer sans qu'ils connaissent la suite des opérations. Leur force vient de leur conviction et de leur compréhension de la situation. Et c'est pour cela qu'ils ont besoin de répit, pour que chacun puisse saisir ce qui est en train de ce passer et qui va se passer.

Mais il est important de souligner que de tels compromis sont passagers, qu'ils ne constituent pas la victoire finale, mais une victoire appelant d'autres luttes. Nombre de militants de Solidarité avaient cru que l'acquis des accords de Gdansk d'août 1980 était définitif, que seul « le danger soviétique imposait à la société de mettre sous le boisseau une partie importante de ses aspirations » (Jacek Kuron). Le 13 décembre a démenti cette illusion.

« Solidarité », écrit Adam Michnik,

était un danger mortel pour l'appareil du pouvoir. Il liquidait le principe idéologique communiste (nous dirions stalinien) selon lequel le parti communiste est le représentant de la classe ouvrière. » De ce fait, il privait le pouvoir bureaucratique de toute légitimité. Or, un pouvoir illégitime ne peut subsister qu'en s'appuyant sur la répression. C'est en cela qu'il ne peut y avoir de compromis stratégique entre la société et la bureaucratie : toute coexistence avec une organisation indépendante des travailleurs mine le pouvoir de cette dernière. Fonder la stratégie de la résistance sur la recherche d'un compromis — comme le propose Jacek Kuron — ne peut donc que conduire à de graves échecs, car un tel compromis est utopique. Qu'on le veuille ou non, cela implique de vider l'organisation indépendante de son contenu. C'est-à-dire, en dernière analyse, de lui prêcher la soumission.

Cela, Jacek Kuron ne le fait pas puisqu'il propose au contraire de se préparer à un soulèvement. Mais il paraît obnubilé par l'idée de savoir comment terminer le mouvement plus que par celle de savoir comment le faire démarrer. Cela ressort en particulier du peu de cas qu'il

comme dans toute lutte, le résultat n'est pas donné d'avance.

La seule alternative pour éviter l'intervention soviétique, ce serait de ne rien faire en tirant la conclusion que Solidarité est allé trop loin, et qu'après les expériences de 1956 en Hongrie et de 1968 en Tchécoslovaquie, on ne peut que constater l'impossibilité de batailles victorieuses pour la constitution d'organisations indépendantes dans les Etats ouvriers dominés par la bureaucratie stalinienne.

Ce n'est pas la logique de Jacek Kuron, qui sait par ailleurs que la classe ouvrière polonaise n'est pas prête à subir passivement l'occupation de la junte militaire. Mais c'est là qu'apparaît la contradiction la plus évidente de son texte.

Loin de tirer les conclusions qui s'imposent après la grave défaite du 13 décembre, Jacek Kuron reprend le schéma qu'il a développé depuis août 1980, entretenant l'illusion que c'est la nation polonaise tout entière qui se trouve opposée à l'ennemi russe et à ses agents directs dans le pays.

Il repart de l'erreur qui avait été le fondement de la « stratégie » d'autolimitation de la révolution polonaise qu'il



Affrontements avec la milice à Gdansk le 15 décembre 1981. (DR)

fait des ouvriers et des perspectives de mobilisation qui pourraient leur permettre de se réorganiser.

Ce qui influence sa démarche — aujourd'hui comme avant le coup de force — c'est la crainte de l'intervention soviétique. Or cette intervention n'est pas jouée. Elle est du domaine du possible, pour ne pas dire du probable, mais la décision finale de la bureaucratie soviétique dépendra fortement du rapport de forces concret établi à un moment donné, à l'intérieur comme à l'extérieur du pays.

La bureaucratie polonaise, elle non plus, ne pouvait tolérer à long terme l'existence de Solidarité. Elle l'a pourtant « supporté » durant un an et demi ... La force des travailleurs polonais, en cas de confrontation avec la bureaucratie soviétique, résidera dans leur capacité de comprendre la situation et le rapport de forces, dans l'adhésion de la classe ouvrière au projet de construction d'une république autogérée mis en avant par le 1er Congrès national de Solidarité, dans les liens du mouvement ouvrier polonais avec le mouvement ouvrier et révolutionnaire international. Mais, dans cette lutte,

avait contribué à propager et qui était à la base de l'idée de rechercher une « entente nationale » avec le général Jaruzelski, tentative dont on sait qu'elle a permis à ce dernier d'endormir la vigilance des travailleurs et de parachever les préparatifs de son coup d'Etat.

« Solidarité ne s'attendait pas au coup d'Etat et a été surpris. La responsabilité en incombe non pas aux travailleurs, mais à ceux qui — comme l'auteur de ces lignes — étaient amenés, par leur production intellectuelle, à élaborer une conception politique du syndicat », écrit Adam Michnik dans le texte qu'il a fait parvenir depuis son camp d'internement.

Nous nous devons tous aujourd'hui de réexaminer nos écrits précédents à la lumière de la douloureuse leçon de décembre. C'est la condition pour ne pas répéter les erreurs commises antérieurement. Jacek Kuron ne le fait pas. Ses propositions actuelles sont cohérentes avec ses erreurs précédentes. Il n'est que temps de changer d'analyse. ■

Jacqueline ALLIO
6 avril 1982.

A deux doigts de la grève générale

....mais la bourgeoisie remporte la première manche

AU début janvier jusqu'à la fin du mois de mars, la classe ouvrière belge a mené un combat sans précédent depuis la grève générale de décembre 1960 - janvier 1961. Son objectif était d'annuler un ensemble de mesures gouvernementales prises grâce à des « pouvoirs spéciaux » octroyés par le Parlement, et qui visaient un double but : opérer une redistribution radicale du revenu national au détriment du Travail et en faveur du Capital et, ce faisant, imposer une défaite politique au mouvement syndical. Cet ensemble de luttes a failli déboucher sur une grève générale en bonne et due forme. C'est la division de la Confédération des syndicats chrétiens (CSC) et le sabotage de la Fédération générale des travailleurs de Belgique (FGTB) qui ont privé les travailleurs d'une victoire à la mesure de leur combativité.

Le « train » de mesures antisociales va donc passer, et il est indéniable que le gouvernement a gagné la première manche. Mais il est tout aussi indéniable que, pour le moment, la classe ouvrière n'est pas battue. Ce n'est pas une expression ri-

goureuse : à part les sidérurgistes, engagés dans un combat au finish (« notre dernier combat » comme certains d'entre eux le disaient), les travailleurs ont le net sentiment que le combat n'a pas pu vraiment avoir lieu.

En effet, la bourgeoisie est engagée dans une offensive d'austérité de longue haleine. Elle devra la poursuivre, même si elle fera le maximum pour ne pas « provoquer » la classe ouvrière. A travers de nouvelles rationalisations de l'appareil de production, de nouvelles coupes dans le budget de l'Etat, elle va exiger de nouveaux sacrifices de la part du monde du travail. Or, la conclusion générale qui se dégage des trois mois de luttes intenses, c'est plutôt un renforcement des organisations ouvrières, une radicalisation des formes de lutte, une politisation très large de milliers de travailleurs d'avant-garde, une opposition croissante au sein des syndicats contre la bureaucratie, une audience accrue pour les organisations révolutionnaires.

Mais, pour le moment, on est entré dans le creux de la vague, tandis que s'engage partout le débat politique.

François VERCAMMEN

Le 5e gouvernement Martens, constitué très difficilement au lendemain des élections parlementaires anticipées du 8 novembre 1981, est le résultat du tournant politique de la bourgeoisie effectué à la mi-juin 1981. Tirant le bilan de la première montée des luttes ouvrières de l'hiver 1980-1981, qui signa l'échec de l'acceptation volontaire par les bureaucraties syndicales réformistes, d'une austérité plus radicale mais encore plus concertée, le patronat décidait de se défiler du mécanisme lourd et coûteux du débat parlementaire prôné par le gouvernement de collaboration de classes (auquel participaient les socialistes), et de la concertation sociale avec les syndicats. D'une politique d'austérité graduelle et concertée, il passait à l'austérité radicale et imposée. Pour ce faire, il misait sur un atout : le 5e gouvernement Martens - coalition des partis chrétiens (CVP et PSC) et des partis libéraux (PRL et PVV) -, avait reçu l'appui de l'aile flamande du syndicat chrétien, le CSC, ce qui introduisait d'emblée une dangereuse division au sein de la classe ouvrière.

FGTB NATIONALE : NI PROTESTATION NI GREVE GÉNÉRALE

La question stratégique clé de la riposte ouvrière résidait dans le dépassement du développement inégal de la conscience, de la combativité et du degré d'organisation des travailleurs. Au cœur de cette stratégie se posait la nécessité de l'unité d'action entre la FGTB et la CSC, ce qui coïncidait largement avec l'unité

d'action entre travailleurs wallons et flamands, du moment que la FGTB est majoritaire en Wallonie et la CSC en Flandre.

Mais, face à la nature du gouvernement (un gouvernement bourgeois, homogène et agressif), et face à l'ampleur de l'attaque tous azimuts contre les principales conquêtes du mouvement ouvrier, seule l'unité d'action résolue de l'ensemble des travailleurs et la détermination d'aller jusqu'à la grève nationale et interprofessionnelle, pouvaient faire reculer ce gouvernement. Cela ne pouvait que déboucher sur la chute dudit gouvernement et, partant, soulevait dès le début la question de l'alternative en matière de programme et de gouvernement.

L'appareil national interprofessionnel de la FGTB (le courant du secrétaire général Debonne) avait tout de suite compris les données du problème. Il fallait rapidement s'opposer aussi bien aux « pouvoirs spéciaux » en tant que méthode de gouvernement, qu'au contenu même des mesures envisagées (index, sécurité sociale, salaires, licenciements dans les services publics...). Mais il traçait d'emblée les limites du mouvement : ni simple protestation devenue aléatoire ni mouvement d'ensemble décidé à aller jusqu'au bout de son action. Car l'objectif auquel la bureaucratie syndicale de la FGTB restait - et reste - attachée, c'était le retour à une austérité équilibrée, graduelle et concertée. Comment résoudre ce problème apparemment compliqué ? Par le moyen d'une politique de pression dosée et graduée, Debonne visait à entraîner la CSC flamande dans l'opposition au 5e gouvernement Martens. Calcul politiquement fondé, ... sauf que pour y arriver

cette fois-ci, il fallait tout un arsenal de moyens qui, tous, renvoyaient à l'action directe des travailleurs. En effet, la direction flamande de la CSC était fermement décidée à maintenir le 5e gouvernement Martens en place. Malgré le fait qu'elle fut pratiquement isolée à trois reprises dans le mouvement syndical face au bloc de la FGTB nationale et de la CSC wallonne, elle tint jusqu'au bout. Ainsi, la division de la CSC flamande et le refus d'une riposte radicale et globale de la part de la FGTB nationale et wallonne s'épaulaient mutuellement pour faire échouer les aspirations des travailleurs.

A la fin du mois de janvier, la direction nationale de la FGTB lançait prudemment le mouvement. Ce faisant, elle enclenchait une dialectique particulière qui caractérise le mouvement ouvrier belge, et dont les acteurs étaient les suivants : une classe ouvrière nombreuse et combative, des organisations syndicales de masse (taux de syndicalisation de 85 %), une avant-garde ouvrière et syndicale insolente, un appareil syndical différencié, non homogène.

A travers plusieurs phases englobant de plus en plus de travailleurs, en progressant dans l'unité d'action à la base, en utilisant des méthodes de lutte de plus en plus audacieuses, en débordant par moments l'appareil bureaucratique, les travailleurs allaient dépasser les limites initiales de la stratégie réformiste pour déboucher, fin mars, à une situation de pré-grève générale dans le pays.

Contrairement à la grève générale de 1960-1961, ce n'était donc pas là le résultat d'une explosion sociale débordant rapidement les appareils bureaucratiques et fixant tout de suite (en fait après quel-



Manifestation FGTB-CSC lors de la grève générale du 8 février 1982. (DR)

ques jours) l'alignement des forces engagées dans le combat. Cette nouvelle montée des luttes ouvrières était le résultat d'un cheminement par paliers, éliminant à chaque pas les obstacles à sa progression, pour arriver finalement à la convergence pratique de trois composantes relativement indépendantes :

— des luttes, des actions et des grèves revendicatives sectorielles dures, dont celles des sidérurgistes ont joué un rôle essentiel comme foyer d'agitation en Wallonie, et celles des cheminots ont joué le rôle crucial d'agent de diffusion de l'agitation sociale entre la Flandre, la Wallonie et Bruxelles.

— une grève générale rampante en Wallonie, avec des poussées successives à Liège, Mons-Borinage et Charleroi.

— des progrès (en définitive trop lents) dans l'unité d'action entre la FGTB et la CSC en Flandre.

On peut distinguer les sept phases suivantes dans le déroulement de la lutte :

1.— *Jusqu'à la grève nationale interprofessionnelle du 8 février.* La tentative de l'appareil national de la FGTB pour créer l'unité d'action entre la FGTB et la CSC échoue, la grève, devenue inévitable, implique la seule Wallonie où elle est générale mais passive, tandis qu'ailleurs, seuls les syndiqués de la FGTB débrayent.

2.— *Du 8 au 22 février.* La pression s'accroît sur la CSC flamande, qui est parvenue à empêcher la grève générale en Flandre, mais au prix d'une rupture avec la CSC wallonne. Le gouvernement tente de canaliser vers la conciliation sociale le mouvement qui débute, mais il échoue.

3.— *Du 22 février à début mars.* Poussée vers la grève générale, principalement à Liège, ce qui marque le dépassement du caractère « revendicatif » du combat. Au même moment, la direction nationale de la FGTB diminue sa pression sur la CSC et abandonne implicitement la

revendication sur l'index. En Wallonie, la FGTB refuse d'organiser la grève générale. C'est un premier moment crucial qui est ainsi raté.

4.— *Début mars jusqu'au 15 mars.* La CSC parvient de nouveau à se soustraire à l'unité d'action, notamment à cause du freinage de l'extension des grèves en Wallonie par la FGTB ; celle-ci relance les grèves tournantes de 24 heures, mais sans leur donner la perspective de lutte au finish.

5.— *A partir du 15 mars.* La CSC nationale bascule dans l'opposition, permettant ainsi aux secteurs les plus combattifs en son sein (métallurgie, employés) de rejoindre les grèves de la FGTB : l'unité d'action FGTB-CSC progresse en Flandre, comblant progressivement le retard avec la Wallonie.

6.— *A partir du 22 mars.* Nouvelle poussée organisée vers la grève générale en Wallonie (Mons-Borinage, ...), combattue farouchement par l'appareil de la FGTB. Possibilité d'une manifestation nationale en front commun syndical FGTB-CSC, ce qui aurait eu une importance décisive pour activer, le lendemain de celle-ci, le mouvement gréviste en Flandre.

7.— *25-26-27 mars.* Comprenant ce danger, la CSC fait tout pour casser l'unité d'action nationale et interprofessionnelle, et la FGTB wallonne se démène pour casser la grève générale rampante. Chacune des deux directions joue son rôle pour empêcher l'unification des luttes en cours, et donc leur transcendance en une véritable grève générale.

Une occasion importante est ainsi ratée. Il faut se poser la question du pourquoi, en tenant compte du fait que la bureaucratie syndicale allait de toute façon faire l'impossible pour empêcher la grève générale, et que les travailleurs avaient mille raisons, vu l'importance de l'agression sociale dont ils étaient victimes, de lutter jusqu'au bout. La réponse qui peut être avancée est la suivante : vu l'énorme poids du chômage, le mouvement réel des

travailleurs a manqué, au départ, d'un ressort et d'un élan intrinsèques suffisants pour dépasser à temps l'inertie provoquée par la bureaucratie syndicale qui, elle, misait à fond sur l'inégalité du développement de l'activité revendicative entre les travailleurs flamands et wallons, et entre la FGTB et la CSC.

Les traits dominants du mouvement n'ont été ni une poussée de la base ni une explosion sociale, capables d'imposer rapidement leur loi aux structures syndicales sans attendre le feu vert des directions. Pourtant, poussée à la base et explosion sociale — c'est-à-dire des débordements pratiques — étaient réels bien sûr, mais dans la tête des travailleurs les plus conscients, le débordement devait être orienté en direction des structures organisées du mouvement syndical pour y être monnayé contre une tactique adéquate. Pour vraiment aller jusqu'au bout, les travailleurs attendaient les mots d'ordre de leurs organisations. Et ils voulaient que le combat soit mené dans l'unité, condition impérieuse de l'efficacité face à un gouvernement bourgeois dur et un chômage pesant.

La dialectique dominante du mouvement ne se jouait pas entre la classe ouvrière et les structures syndicales mais, au sein de celles-ci, entre les délégués syndicaux de base (et parfois certains secteurs de l'appareil) et la bureaucratie syndicale. Le rôle décisif incombaient donc aux délégués syndicaux et à certains travailleurs combattifs, qui devaient à la fois entraîner et donner confiance à la base ouvrière, et combattre la politique de division et de sabotage de la bureaucratie syndicale. Ce rôle, quant à son contenu, consistait à élaborer une tactique sophistiquée, dans le but de réaliser l'unité d'action sur le terrain, tout en se battant pour élargir le mouvement avec l'aval officiel du mouvement syndical, sans prêter le flanc à la répression patronale et bureaucratique.

Là où ces conditions ont été un tant soit peu réalisées, les travailleurs ont fait la preuve d'une capacité d'initiative enthousiasmante, y compris en Flandre. Une autre conséquence non moins importante de cette lutte, c'est une prise de conscience politique sans précédent et d'une ampleur inégalée de certaines questions centrales, comme le rôle des banques et des holdings dans la crise, le rôle de la social-démocratie totalement absente de ce combat, la nécessité d'un débouché politique autre qu'un nouveau gouvernement de collaboration de classe (PS-SP avec le CVP-PSC), ou le rôle différencié des bureaucraties des deux centrales syndicales.

C'est autour de la stratégie ouvrière face à la crise que le débat fait rage car, sous le prétexte d'innover en matière de méthodes de lutte, la bureaucratie syndicale prépare la liquidation de la perspective d'une lutte d'ensemble de toute la classe ouvrière pour ses revendications immédiates contre l'austérité. ■

François VERCAMMEN
Bruxelles, 1er avril 1982.



L'aspiration à l'unité syndicale était présente dans les récentes mobilisations ouvrières. (DR)

BELGIQUE

Petite chronologie de trois mois de luttes ouvrières

14 décembre 1981 : déclaration gouvernementale qui prévoit, sous prétexte de redressement économique, un programme d'austérité radicale avec une réduction de 3 % de la masse salariale, une atteinte au mécanisme automatique de la liaison des salaires à l'indice des prix (index), un « assainissement » de la Sécurité sociale et une baisse importante des coûts de production des entreprises. Pour ce faire, le gouvernement annonce son intention de demander au Parlement des « pouvoirs spéciaux ».

Début janvier 1982 : la FGTB dit « non » aux pouvoirs spéciaux et aux mesures, dont le contenu précis n'est pas annoncé. La CSC déclare accepter l'austérité, refuse que l'on touche à l'index, mais refuse aussi de se préparer à l'action. La FGTB annonce un Congrès extraordinaire pour passer à l'action : plusieurs directions régionales et centrales votent des motions pour une grève nationale de 24 heures.

14 janvier : Congrès national de la FGTB : contre les mesures et contre les pouvoirs spéciaux ; pas d'action immédiate afin de chercher une unité d'action avec la CSC.

20 janvier : la FGTB organise un rassemblement national au Heysel (Bruxelles). Au lieu des 5 000 délégués prévus, il y en a 10 000. Face au discours de Debonne, le secrétaire général, la salle scande : « Grève générale ! »

26 janvier : Conseil général de la CSC : oui à des contacts avec la FGTB pour une action commune.

27 janvier : échec des négociations entre la FGTB et la CSC. Le lendemain, la CSC wallonne donne la liberté à ses di-

rections régionales pour agir en commun avec la FGTB.

8 février : Grève nationale interprofessionnelle de 24 heures de la FGTB. Elle est générale en Wallonie, notamment grâce au Front commun syndical. A Bruxelles et en Flandres, elle est diversement suivie selon les secteurs et les entreprises. Pas de manifestations en Wallonie mais des piquets de grève volants ; manifestations combatives dans le reste du pays.

11 février : première « marche sur Bruxelles » des sidérurgistes wallons FGTB-CSC qui s'inquiètent des plans de rationalisation Marché commun - gouvernement belge. Violents affrontements dans la rue de la Loi (siège du gouvernement et du Parlement).

Mi-février : devant la montée ouvrière, Wilfried Martens est obligé de convoquer les directions syndicales afin de prendre leur « avis » sur l'adaptation de l'index. En même temps, il leur fait miroiter un « plan pour l'emploi ». La FGTB d'abord et radicalement, la CSC ensuite et plus mollement, confirment leurs positions antérieures : c'est « non ».

15 février : l'agitation démarre dans les bassins sidérurgiques de Wallonie.

20 février : le gouvernement annonce sa volonté de dévaluer le franc belge (FB) ; le lendemain, la CEE le lui accorde. Climat d'« union nationale » : il est décidé une désindexation radicale pour le reste de l'année 1982.

22 février : la CSC ouvertement, la FGTB pudiquement, révisent leurs positions sur l'index : « Il faut réussir la dévaluation ! ». Le mot d'ordre devient désormais : blocage radical et

prolongé des prix (que le gouvernement n'accorde pas par ailleurs).

22-26 février : au moment où l'appareil national interprofessionnel de la FGTB veut opérer une manière de repli, c'est l'explosion sociale à Liège et, à l'annonce de celle-ci, à Charleroi. Pendant deux, trois et parfois cinq jours, à peu près 100 000 travailleurs wallons entrent en grève (manifestations spontanées en ville ; piquets volants de masse ; attaques de banques ; incendies des sièges du Parti libéral au gouvernement, occupations de gares, de ponts, d'autoroutes, etc.). La bureaucratie syndicale empêche la grève générale. Par contre, elle soutient désormais la grève illimitée des sidérurgistes du complexe de Cockerill-Sambre (Liège, Charleroi) mais s'oppose à l'extension de la grève à l'ensemble de la sidérurgie wallonne. Elle durera tout le mois de mars. La direction nationale de la FGTB tente à nouveau de négocier l'unité d'action avec la CSC. La FGTB wallonne est obligée sous l'impact de l'explosion sociale d'annoncer immédiatement une semaine d'action en Wallonie.

1er mars - 5 mars : les grèves tournantes de 24 heures paralysent successivement toutes les provinces de Wallonie. La CSC y participe en général. Manifestation de masse très combative. Souvent, les travailleurs débordent le « calendrier ». La direction nationale de la FGTB est, à son tour, obligée d'annoncer un « plan d'action nationale », couplant chaque fois la grève de 24 heures interprofessionnelle dans une province flamande à une province wallonne pour le reste du mois de mars.

6 mars : manifestation nationale « Femmes contre la crise », menée ensemble par la FGTB et la CSC (15 000 manifestants) à Bruxelles, qui prend une nette tournure anti-gouvernementale.

8 mars : devant le plan radical de rationalisation des chemins de fer, un mouvement d'occupation des gares démarre, qui affectera tout le pays pendant tout le reste du mois de mars. Action menée dans tout le pays en front commun syndical par la FGTB et la CSC.

9 mars : toute la province de Liège paralysée par la grève tournante de 24 heures.

9 mars : la CSC wallonne, complètement débordée et en voie de déstabilisation, propose, en opposition aux grèves « inefficaces », une marche sur Bruxelles.

11 mars : le bureau de l'Interrégionale wallonne de la FGTB répond positivement à la proposition de la CSC wallonne, mais poursuit les grèves tournantes de 24 heures.

11 mars : les travailleurs de la compagnie aérienne SABENA, qui vont subir une énorme perte de pouvoir d'achat (on parle de 15 à 30 %), descendent à 5 000 dans les rues de Bruxelles et s'affrontent à leur tour à la gendarmerie, rue de la Loi.

12 mars : le Bureau national de la FGTB dit « oui » à la proposition de la CSC wallonne d'organiser une grande manifestation nationale interprofessionnelle à Bruxelles.

12 mars : devant le plan de rationalisation dans l'enseignement, le Comité national de la CGSP annonce une grève illimitée pour le 29 mars (la date sera changée pour le 31 mars) et demande à la FGTB de proclamer la grève générale interprofessionnelle illimitée.

15 mars : la CSC nationale bascule dans l'opposition. Elle s'oppose à « certaines mesures en ce qui concerne la Sécurité sociale » et propose une manifestation nationale à Bruxelles le 27 mars « avec la FGTB, si possible ».

16 mars : grève interprofessionnelle de 24 heures qui affecte cette fois-ci les provinces d'Anvers, du Limbourg et le Brabant flamand, plus la région de Charleroi. En Flandres, la CSC commence à participer à l'action malgré le blocage de la direction nationale.

Deuxième grande manifestation des sidérurgistes wallons, en front commun syndical FGTB-CSC : affrontements violents qui durent plusieurs heures. Ensuite, de fortes délégations partent en cars rejoindre la manifestation de masse à Anvers.

16 mars : sous l'impact de la manifestation des sidérurgistes, la fièvre sociale s'empare de la région de Mons-Borinage. Les laminoirs de Jemappes débrayent et entraînent progressivement toute la région. Une forte assemblée générale interprofessionnelle FGTB déborde la bureaucratie et propose la grève générale illimitée à partir du 23 mars (journée prévue dans le

cadre du plan d'action nationale de la FGTB). La bureaucratie concède un Congrès extraordinaire en fin de semaine.

18 mars : c'est aux provinces de Namur, Luxembourg et Flandre orientale (Gand) de débrayer pour 24 heures.

19 mars : on apprend l'échec des négociations entre les bureaux nationaux de la FGTB et de la CSC pour une manifestation nationale commune le 27 mars. La FGTB décide d'annuler les deux dernières grèves tournantes de 24 heures (Flandre occidentale, Mons - Borinage, Mouscron, Bruxelles, Brabant wallon) et d'organiser à la place une grève nationale interprofessionnelle le 26 mars sans la CSC.

19 mars : Congrès extraordinaire de la FGTB - Mons - Borinage : on y apprend l'annulation de la grève tournante de 24 heures prévue pour le 23 mars (au profit d'une grève nationale de 24 heures pour le 26 mars). La salle explose : la bureaucratie est obligée de décréter la grève générale, de demander à la FGTB wallonne de s'y joindre et de proposer une discussion au Bureau national de la FGTB.

20 mars : la CSC wallonne (avec « sa » manifestation nationale en poche) organise une assemblée générale de ses 850 délégués : contre les mesures du gouvernement, contre les grèves de la FGTB, pour de « nouvelles formes de lutte en tant que consommateurs et épargnants ».

22 mars : démarrage de la grève générale au Mons - Borinage ; barrages sur toutes les routes, occupation des gares, contrôle ouvrier sur les paiements postaux de la part des postiers et des employés de banque, constitution d'un comité central de grève autour du comité exécutif du syndicat : piquets volants massifs, envoi de délégations dans les autres régions de Wallonie.

23 mars : assemblée générale interprofessionnelle FGTB - Charleroi : après le rapport de la délégation boraine, les 110 délégués votent à l'unanimité (moins ... 7 voix) la grève générale à partir du 26 mars ; une bureaucratie complètement débordée obtient néanmoins le principe d'un Congrès extraordinaire pour organiser la grève.

23 mars : Comité exécutif élargi de la FGTB - Mouscron : après rapport de la délégation montoise - boraine, le vent tourne à la grève générale, mais la bureaucratie parvient à empêcher le vote.

24 mars : premier revers important : la bureaucratie syndicale parvient, en front commun, à imposer la reprise du travail aux sidérurgistes de Charleroi. A Liège la grève continue.

24 mars : le gouvernement annule les licenciements des 500 cheminots tout en maintenant son plan de rationalisation.

Deuxième revers important : la bureaucratie syndicale décide d'annuler la grève nationale de 24 heures prévue qui aurait complètement paralysé le pays.

24 mars : manifestation de masse inégalée dans l'histoire du Borinage : 15 000 travailleurs ; toute la région est paralysée. Le mouvement déborde maintenant dans la région voisine du Centre.

26 mars : grève nationale de 24 heures de la seule FGTB ; succès en Wallonie ; progression en Flandre et dans la banlieue industrielle de Bruxelles ; échec dans plusieurs provinces flamandes et dans le centre de Bruxelles.

Le soir, la bureaucratie syndicale parvient à renverser les votes en faveur de la grève générale à Charleroi et à Mons - Borinage après des manipulations incroyables (bagarres dans la salle, des travailleurs prennent d'assaut la tribune, les bureaucraties disparaissent par la petite porte, etc.). Il est clair que la poussée vers la grève générale en Wallonie est stoppée.

27 mars : manifestation nationale de la seule CSC : 40 000 personnes. Des délégations d'entreprises de la FGTB y participent pour marquer leur volonté unitaire. Manifestation ambiguë, car elle exprime l'opposition au gouvernement mais aussi dans une certaine mesure à la grève et aux actions de la FGTB.

29 mars : accalmie sociale caractérisée, sauf dans l'enseignement où l'action démarre pour de bon, et dans la sidérurgie à Liège.

31 mars : manifestation monstre de 30 000 enseignants dans les rues de Bruxelles. La grève nationale est très largement suivie. Dans beaucoup d'endroits la CSC y participe. ■

Objectif pétrole

Où l'on voit comment les ressources pétrolières peuvent perpétuer la dépendance...

LA Conférence extraordinaire de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) qui s'est tenue à Vienne en Autriche les 19 et 20 mars derniers, a particulièrement mis en évidence la fragilité de ce cartel des pays producteurs face aux manœuvres des grandes compagnies impérialistes. La tactique consistant à baisser légèrement la production de pétrole pour essayer de maintenir le prix de vente du brut, et ainsi garantir les revenus en devise des pays producteurs, reste d'une efficacité limitée. D'abord du fait des possibilités d'approvisionnement hors OPEP (tous les pays producteurs ne sont pas membres de l'OPEP) pour les compagnies impérialistes, mais aussi parce que l'Arabie Saoudite, un des pays clefs de la stratégie impérialiste au Moyen-Orient, est maîtresse du jeu au sein de l'OPEP. Ce pays produit en effet à lui seul cinq fois plus de brut que le second exportateur de l'OPEP, le Venezuela, et près de dix fois plus que l'Algérie et la Libye.

Cette Conférence a aussi mis en évidence l'extrême dépendance de l'économie du Nigeria par rapport au marché mondial et aux grandes compagnies impérialistes. La concurrence du brut produit à bon marché en mer du Nord, et sans doute aussi les manœuvres des compagnies pétrolières, ont provoqué une réduction brutale de la production pétrolière du Nigeria (de 2 000 000 de barils/jour en janvier 1981 à 700 000 en août de la même année). Etant donné que le Nigeria tire 90 % de ses recettes d'exportation et 80 % de ses recettes intérieures du pétrole, toute baisse de production ou des prix de vente

entraîne de graves conséquences pour l'économie du pays. C'est ainsi que les réserves de change du Nigeria ont diminué des deux tiers au cours de l'année 1981. Les crédits prévus pour l'exécution du Plan de développement ont dû être amputés d'environ 2,4 milliards de dollars. La situation de dépendance économique du Nigeria envers le marché capitaliste mondial s'accroît donc un peu plus. Et même si, à cette occasion, l'OPEP a réussi à éviter une nouvelle diminution des prix du pétrole nigérian en attribuant à ce pays une subvention d'un milliard de dollars en provenance de l'Arabie Saoudite et des Emirats arabes unis — ce qui ne peut qu'augmenter les 7 milliards de dollars de dette extérieure du Nigeria —, cette dépendance économique n'en est pas diminuée pour autant.

Voilà ce qui reste donc, dans un des plus grands Etats d'Afrique noire, des illusions sur le développement « indépendant » que permettrait le pétrole. Pourtant, au-delà de la course au mirage pétrolier qui fait briller les yeux de plus d'un dirigeant africain en mal de devises étrangères, l'article que nous publions ci-dessous analyse dans ses détails les conséquences des différenciations économiques induites par le pétrole entre les différents pays du continent africain. D'ores et déjà un « modèle pétrolier d'industrialisation » se dégage, même s'il ne constitue pas une rupture de la dépendance économique structurelle de ces pays avec le marché mondial capitaliste et l'impérialisme.

V.K.

Claude GABRIEL

Les différentes époques du pillage et de l'exploitation de l'Afrique noire n'ont pas eu un effet égal et similaire sur l'ensemble des pays et régions du continent. La grande époque de l'exploitation minière et du surprofit colonial avait déjà opéré une certaine différenciation entre les pays. Lorsque vint la décolonisation et plus tard, au début des années 1970, les projets d'industrialisation, le développement inégal entre pays africains était devenu une orientation explicite de l'impérialisme.

C'est ainsi, par exemple, que dans le cadre de la première Convention de Lomé associant la Communauté économique européenne (CEE) à 44 pays d'Afrique, du Pacifique et de la Caraïbe, a été créé le Centre européen du commerce international (CECI). Olivier Giscard d'Estaing, président de cet organisme, exprimait très clairement les choix sélectifs de l'Europe impérialiste : les tâches du CECI, disait-il, sont de « développer au plus haut niveau les rapports économiques entre un groupe "choisi" des pays d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie, et des entreprises européennes en vue d'établir des relations fructueuses et durables (1) ».

Ce choix sélectif des investisseurs, en fonction de critères économiques, sociaux

et politiques, a entraîné une aggravation des inégalités nées de l'enclavement de certains pays, ou de ressources insuffisantes, ou encore de la désertification, etc.

Les projets industriels à caractère régional favorisent généralement, pour des raisons de débouchés commerciaux ou pour des raisons de financement, un pays par rapport à ses voisins associés.

C'est en quelque sorte en cherchant à travestir cette réalité que l'on a créé la notion de « pays les moins avancés » (PMA). Ainsi mis à part, ces pays prennent l'allure de pauvres parmi les pauvres, pour des raisons volontairement obscurcies. Or, sur les 31 pays classés comme PMA, 21 sont des pays de l'Afrique sub-saharienne.

Cette inégalité s'est encore renforcée depuis les fortes augmentations du prix du pétrole en 1973-1974. La plupart des pays d'Afrique noire ne produisent pas, ou fort peu, de pétrole. Pour eux, la part des importations de produits énergétiques dans le volume total de leurs achats se situe entre 13 % et 15 %. Le sommet est atteint par le Zimbabwe (ex-Rhodésie) et l'Ouganda avec 30 % (2). Comparativement, les quatre principaux producteurs de pétrole que sont le Nigeria, le Gabon, le Congo-Brazzaville et l'Angola, ne consacrent que 2 % de leurs importations aux combustibles.

Le problème pétrolier n'a fait qu'aggraver la dette extérieure des pays impor-

tateurs. Le déficit en compte courant des pays africains importateurs de produits pétroliers est passé de 1,5 milliard de dollars en 1970 à 8 milliards en 1980 (3).

Mais, plus encore que ce déséquilibre du commerce extérieur, la présence ou non de pétrole dans un pays africain semble devenir un critère discriminant supplémentaire pour des projets d'investissements.

La recherche pétrolière est devenue une quête fébrile pour beaucoup de gouvernements africains, alors qu'il y a encore quelques années on semblait définitivement convaincus que la majeure partie de ces pays ne possédaient guère de ressources pétrolières.

Les réserves d'ores et déjà comptabilisées sont encore aujourd'hui fort modestes ; les quatre pays actuellement producteurs et exportateurs en détiendraient l'essentiel (4). Mais il faut évidemment considérer ces chiffres avec prudence. Il n'est jamais exclu, en effet, qu'une découverte soudaine vienne placer dans le peloton de tête un pays apparemment dé-

1. AFP, Abidjan, 12 avril 1975.

2. Rapport de la Banque Mondiale (« Rapport Berg ») « Programme indicatif d'action pour l'Afrique noire », 1981, p. 175.

3. *Ibid.*, p. 21. En dollars de 1978.

4. Les réserves seraient, pour toutes l'Afrique noire, d'un peu plus de 19 milliards de barils. « Rapport Berg », p. 121.

pourvu aujourd'hui de ressources exploitables. On sait aussi que — pour des raisons politiques — des compagnies occidentales de prospection peuvent « découvrir » un jour d'importantes réserves là où désespérément elles avaient cherché en vain pendant des années (5).

Derrière les quatre producteurs-exportateurs (Nigeria, Gabon, Congo et Angola), se situent quelques pays dont la production, encore très modeste et insuffisante, y compris pour le marché intérieur, permet toutefois quelques espérances à leur gouvernement et aux investisseurs. Le Cameroun, la Côte d'Ivoire, le Ghana et le Zaïre constituent en quelque sorte ce second groupe.

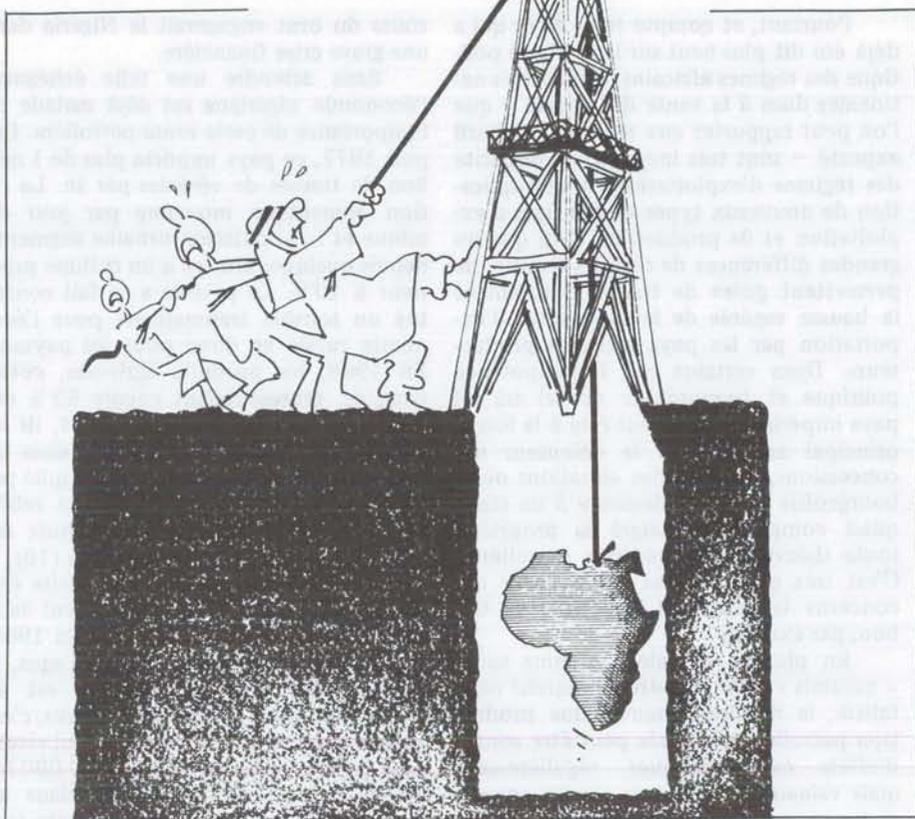
Cette évolution commence à prendre une importance considérable dans les projets impérialistes, et agit évidemment aussi sur les chances inégales des différents pays africains à intéresser les investisseurs.

Un bel exemple de ce phénomène est donné par le Congo. Ce pays, traditionnellement considéré comme très secondaire pour les capitaux français pourrait bien, désormais, intéresser ceux-ci. N'était-il pas incongru, en effet, d'entendre un Robert Galley, alors ministre de la Coopération du régime Giscard-Barre, dire que le Congo pouvait être un pays d'avenir alors que sa junte militaire prétendument « marxiste-léniniste » avait été traditionnellement présentée comme un repoussoir pour les financiers parisiens ? Le pétrole semble bien être devenu un argument de poids, plus fort que les idéologies de façade. C'est au moins ce qu'a dû penser un dirigeant de l'entreprise industrielle et commerciale SCOA appartenant majoritairement à la Banque Paribas lorsqu'il a affirmé que « *ce ne sont ni la Beauce ni la Brie qui font la solidité de la Zone Franc. C'est le franc CFA, renforcé ces prochaines années par la masse des excédents pétroliers de l'Afrique* » (6).

En d'autres termes, le franc CFA, qui n'est autre que le franc « métropolitain » émis sous un autre nom par des banques centrales situées dans d'anciennes colonies d'Afrique, est un intermédiaire conséquent entre la devise française et des ressources pétrolières en Afrique. Qu'il soit gabonais, sous un régime longtemps contrôlé par les barbouzes gaullistes, ou qu'il soit congolais, sous un régime se prétendant révolutionnaire et singeant le parti « frère » soviétique, ce pétrole est produit par des firmes françaises dans la même zone monétaire. Il serait produit en plein bassin parisien qu'il ne serait pas plus français que ce pétrole néocolonial.

Dès lors que des pays comme le Congo se permettent de séduire la finance internationale grâce à leurs réserves pétrolières, la hiérarchie du développement inégal en Afrique noire pourrait bien être bouleversée. La classification d'Olivier Giscard d'Estaing pour son CECI en 1975 a-t-elle encore une valeur en 1982 ?

Des pays comme le Sénégal et le Kenya, qui semblaient à l'époque se trouver sur le dessus du panier pour les projets industriels impérialistes, ne sont-ils pas en



train de perdre beaucoup de leur attrait si le pétrole se met à jouer un tel rôle ?

Si la prudence s'impose évidemment avant de passer de l'hypothèse au pronostic, dans un domaine comme le pétrole où les derniers mois ont plutôt montré l'instabilité du marché, il faut toutefois rappeler les avantages que peut avoir pour l'impérialisme le brut africain, et par là son rôle structurel pour les projets économiques au sud du Sahara.

UN RÔLE CENTRAL DANS LE PROJET DE DÉVELOPPEMENT

Tout d'abord, le brut africain, notamment celui du Nigeria et du Gabon, est considéré comme étant de bonne qualité, léger et peu polluant au raffinage. Ensuite, pour des raisons politiques faciles à comprendre, il se situe dans des pays où les gouvernements sont plus facilement contrôlables que ceux du Proche-Orient.

La faiblesse politique des régimes et des classes dirigeantes africaines permet généralement aux gouvernements occidentaux d'exercer un contrôle permanent sur ces sources d'approvisionnement. Et malgré quelques décisions retentissantes à propos de l'Afrique australe, le gouvernement nigérian ne s'est jamais permis ce que les classes dirigeantes arabes se sont permises à l'occasion de la guerre avec Israël en 1973 (7).

Pour des raisons aussi bien politiques qu'économiques, il ne semble pas non plus que les producteurs d'Afrique noire aient un désir particulier d'adhérer à l'OPEP. Si le Gabon et le Nigeria en sont membres, ce n'est par contre pas le cas pour le Congo et l'Angola, et encore moins pour le Cameroun et la Côte d'Ivoire.

Il est évidemment exclu que le pétrole produit en Afrique noire puisse un jour dépasser dans les importations occidentales celui qui est produit dans les pays arabes ou en Amérique latine. L'importance du pétrole africain ne porte pas fondamentalement sur cette question même si, pour des pays comme la France ou les États-Unis, la possibilité de diversifier les sources d'approvisionnement est à l'origine de l'engouement pour le brut gabonais ou congolais dans le premier cas, et pour le brut nigérian dans le second.

En réalité, le pétrole africain semble avant tout jouer pour l'avenir un rôle central dans le « modèle de développement ». Dès lors qu'il attire, par lui-même, certains capitaux industriels et commerciaux, il devient un facteur d'entraînement des économies. La rente pétrolière modifie les habitudes et les comportements politiques et économiques. Autour de l'espoir pétrolier se forment de nouveaux projets dans différents domaines, y compris sociaux.

Le projet général que partagent gouvernements impérialistes et gouvernements africains à propos de ce pétrole se résume ainsi : maximiser les recettes d'exportation afin de promouvoir le développement économique et social des pays concernés. Tel est du moins la volonté politique exprimée publiquement.

5. C'est ainsi qu'à plusieurs reprises, le gouvernement congolais a dénoncé le fait qu'Elf-Erap réduisait sa production sous prétexte d'insuffisance des réserves. Dès lors que les augmentations généralisées du brut rendaient plus rentable le brut offshore du Congo, on se mit à « découvrir » ses importantes réserves.

6. *Le Matin*, 19 décembre 1980.

7. En 1979, le gouvernement nigérian a décidé de nationaliser les actifs de British Petroleum après avoir dénoncé la complicité de cette compagnie avec l'Afrique du Sud.

Pourtant, et compte tenu de ce qui a déjà été dit plus haut sur la faiblesse politique des régimes africains, les recettes nationales dues à la vente du pétrole — que l'on peut rapporter aux recettes par baril exporté — sont très inégales. La disparité des régimes d'exploitation, la multiplication de nouveaux types de contrats d'exploitation et de production, ainsi que les grandes différences de régimes fiscaux, ne permettent guère de traiter globalement la hausse espérée de leurs recettes d'exportation par les pays africains producteurs. Dans certains cas, l'omnipotence politique et économique de tel ou tel pays impérialiste, qui peut être à la fois le principal acheteur et le détenteur des concessions, favorise des situations où la bourgeoisie indigène demeure à un stade quasi comprador malgré sa propriété, toute théorique, des réserves pétrolières. C'est très certainement le cas en ce qui concerne la France et le pétrole du Gabon, par exemple.

En plus de ces aléas, somme toute « naturels » dans le cadre du marché capitaliste, le développement d'une production pétrolière nationale peut être source d'effets catastrophiques, régulièrement mais vainement soulignés par les experts et les gouvernements eux-mêmes (8). La simple étude des économies du Nigeria et du Gabon depuis dix ans met en évidence les effets structurels suivants :

- Exode rural et développement monstrueux des villes ; déclin de l'agriculture et accroissement de la dépendance alimentaire vis-à-vis de l'étranger ;

- Tendance renforcée de l'inflation ;
- Développement de projets industriels sans rapport avec les besoins du marché intérieur mais inspirés par les ressources énergétiques locales.

LE CAS DU NIGERIA

Le Nigeria est le premier producteur africain de pétrole devant la Libye et l'Algérie. Ses revenus pétroliers étaient en 1979 de 25 milliards de dollars US (15 milliards en 1978). Les Etats-Unis constituent le principal acheteur, à raison d'environ 40,7 % de la production nigériane (9).

En seize ans, de 1964 à 1980, l'exploitation pétrolière est passée de 6 millions de tonnes à 103 millions de tonnes. Ces quelques chiffres suffisent à montrer l'importance et la vitalité de cette branche industrielle au Nigeria.

Evidemment, avec de telles ressources, il n'est pas étonnant que le budget du Nigeria soit un des rares en Afrique noire à être presque équilibré. Malgré cette richesse — on pourrait justement dire à cause de cette richesse pétrolière — ce pays connaît le déséquilibre classique du commerce extérieur des pays dominés. Le pétrole constitue 90 % de la valeur de ses exportations alors qu'il importe essentiellement des machines et des équipements de transport (43,7 % du total en 1978), des produits manufacturés, des produits alimentaires et des produits chimiques. Une stagnation ou une baisse relative des

cours du brut engagerait le Nigeria dans une grave crise financière.

Sans attendre une telle échéance, l'économie nigériane est déjà malade de l'importance de cette rente pétrolière. Depuis 1977, ce pays importe plus de 1 million de tonnes de céréales par an. La ration alimentaire moyenne par jour diminue et la population urbaine augmente depuis quelques années à un rythme supérieur à 10 %. Le pétrole a en fait constitué un terrible traumatisme pour l'économie rurale et donc pour les paysans. En 1968, les produits agricoles, coton compris, représentaient encore 62 % des exportations en valeur. Dès 1974, ils ne comptaient plus que pour 5 % dans un volume qui, certes, avait été multiplié par quatorze. Mais cette seule baisse relative s'était accompagnée d'une chute des cours qui a ruiné le revenu paysan (10).

Le déficit alimentaire se précise également au rythme de l'accroissement de la population et de l'exode rural. En 1960, 13 % de la population vivait à Lagos, la capitale. En 1980, ce chiffre est de 17 %. Mais, pour l'ensemble du pays, c'est maintenant 58 % des Nigériens qui vivent dans les neuf villes de plus de 500 000 habitants contre 22 % en 1960 dans les deux grandes villes atteignant à cette époque ce chiffre de population (11).

L'effet inflationniste d'une économie centrée exclusivement sur la rente pétrolière se greffe sur ce premier constat. De 1970 à 1977, l'indice des prix à la consommation a augmenté de 200 % ; les prix alimentaires quant à eux ont grimpé de 500 % (12).

Le Nigeria prouve, à grande échelle en ce qui concerne l'Afrique noire, ce qui se passe pour des pays à forte rente minière, qu'elle soit pétrolière ou autre (13). Une partie de cette rente sert directement aux besoins spéculatifs et à la consommation de luxe de la classe dirigeante, qui d'ailleurs, pour la circonstance, peut s'élargir rapidement sous le couvert de « l'africanisation des cadres et des entreprises ».

Les gains financiers ne sont pas réinjectés sur le marché nigérien au profit de la majorité de la population. Le développement capitaliste du pays conserve les stigmates de la dépendance, de l'arriération des couches dirigeantes et des faiblesses du marché intérieur.

Le revenu pétrolier renforce d'ailleurs le poids économique et politique de l'Etat. Dans un continent où les classes dirigeantes restent aussi dépendantes des

prébendes de l'Etat, il n'est pas surprenant que les moyens accrus de celui-ci aident à l'enrichissement de celles-là. Dans un pays comme le Nigeria où les régions, et par conséquent le poids des petites bourgeoisies et notabilités régionales, conservent une grande vigueur, la possibilité de construire un appareil d'Etat fédéral stable et fort est un objectif important pour une partie de la bourgeoisie, de la bureaucratie d'Etat et de l'armée. Le boom pétrolier a permis de construire une armée fédérale de plus de 250 000 hommes ; il a permis ensuite l'imbrication grandissante de cette force dans les rouages de l'administration. Le régime militaire a multiplié les Etats de la fédération, atténuant la polarisation des trois grands ensembles régional-ethniques Houassa-Fulani au Nord, Ibo à l'Est et Yoruba à l'Ouest (14).

UNE NOUVELLE CIBLE POUR L'IMPERIALISME

Cette énorme ressource financière que constitue le pétrole pour le Nigeria ne permet pourtant pas son développement indépendant et souverain. La baisse temporaire de ses revenus pétroliers en 1978, à la suite de la diminution de la demande de brut léger nigérien, a mis en évidence la précarité de cette ressource dans une situation d'intense concurrence internationale, et plus précisément dans le cas de la concurrence avec les gisements pétroliers de la mer du Nord. C'est ainsi qu'au cours du troisième trimestre de 1981, la Grande-Bretagne supplantait le Nigeria pour les ventes de pétrole aux USA.

Cette évolution est directement liée aux fluctuations importantes des prix du brut, les Américains préférant la production britannique moins chère que celle du Nigeria. En conséquence, ce dernier s'est vu contraint de baisser le prix de son pétrole par deux fois au cours de ces derniers mois, amputant d'autant ses ressources financières (15).

Cette précarité du marché pétrolier n'empêche pas l'impérialisme de prêter à ces économies centrées sur l'or noir des qualités prestigieuses. Les multinationales sont en effet les premières intéressées aux déséquilibres que provoquent ces économies polarisées. Ainsi, toujours au Nigeria, la chute de la production céréalière a ouvert un marché important à une entreprise comme Flours Mills qui détient un quasi-monopole de traite des blés impor-

8. Voir par exemple les documents du « Seminario internacional sobre petroleo e desenvolvimento », Luanda, Angola, 5-8 mai 1981. Ministerio dos Petroleos.

9. Nigeria Department of Information, 1981, Ambassade du Nigeria, Paris.

10. Johnny Egg, « Un effet de la rente pétrolière au Nigeria », *le Monde diplomatique*, mai 1981. On peut noter aussi que les ventes de cacao sont passées de 230 000 tonnes à 152 000 tonnes entre 1965 et 1980.

11. La population de la capitale, Lagos, est passée en 20 ans de 1 à 4,5 millions d'habitants, sous le double effet de l'industrialisation et de l'augmentation de la masse monétaire circulant en milieu urbain. A titre comparatif, les pays industrialisés ont un taux moyen d'augmentation

annuelle de leur population urbaine de 18 % dans leur principale ville. Voir « Rapport Berg », p. 203.

12. *Le Monde diplomatique*, novembre 1980, p. 27.

13. On pourrait ainsi mentionner le Zaïre et la Zambie à propos du cuivre.

14. *Le Monde diplomatique*, novembre 1980.

15. Il n'est pas exclu que ce choix des Etats-Unis ait eu aussi un fond politique, d'autant que le Nigeria a déjà voulu monnayer ses ressources pétrolières pour peser sur la politique occidentale vis-à-vis de l'Afrique du Sud. Washington, en retour, peut exercer un chantage sur les achats au Nigeria.

tés et qui possède les seuls silos existant dans le pays (16).

L'arme de la faim, comme il est convenu maintenant d'appeler le monopole impérialiste sur les réserves de céréales, n'est donc pas la moindre des conséquences dont bénéficient les capitalistes dans cette affaire du pétrole. Et, à terme, il n'est pas impossible d'imaginer que le déficit vivrier vienne compromettre une part des recettes minières.

L'augmentation annuelle de la demande du Nigeria en nourriture est de 3,5 %. La production vivrière n'augmente pour sa part que de 1 %. Suivant cette estimation, le déficit pourrait atteindre 20 millions de tonnes en 1990. Or, au cours actuel, 20 millions de tonnes de riz représentent un coût de 10 milliards de dollars, soit ... 50 % des recettes pétrolières du pays (17).

UN DEVELOPPEMENT CAPITALISTE DESTRUCTEUR

Tous les gouvernements concernés, celui du Nigeria comme ceux du Gabon, du Congo, de Côte d'Ivoire ou d'Angola, jurent que ces gains financiers iront en partie au développement de l'agriculture. Du discours à la réalité, il y a évidemment une très grande différence.

Mais, plus important peut-être, il convient d'analyser ce que sont ces projets agricoles. Le « Plan intérimaire » gabonais pour les années 1981-1982 prévoit, par exemple, la transformation des conditions de l'agriculture traditionnelle afin de stopper l'exode rural. Mais cet objectif est notamment planifié par un développement de grosses unités agro-industrielles (18).

Le « IVe Plan de développement » du Nigeria prévoit lui aussi le développement de grandes exploitations de type industriel, afin d'attirer dans les campagnes des investissements étrangers. Il regrette explicitement que, par le passé, on se soit plus préoccupé de l'extension des surfaces cultivées que de la productivité par homme et par unité (19).

De tels propos sont suffisants pour prévoir que les fameux booms pétroliers vont servir à faire pénétrer toujours plus brutalement le capitalisme dans les campagnes. Outre que cela ne stoppera nullement l'exode rural - les grandes firmes agro-industrielles se préoccupant fort peu de donner du travail à l'ensemble de la population rurale -, cette évolution va se faire par un déchirement toujours plus net des structures sociales villageoises.

Les effets cumulatifs de ces modifications renforceront la volonté des jeunes à aller en ville chercher les miettes de la rente pétrolière dans des emplois souvent de fortune auprès des couches parasitaires de l'appareil d'Etat.

Au Congo, le nord de la capitale, le plateau Bateke, est déjà un quasi-désert humain et tout laisse penser qu'à la vitesse où les quelques familles au pouvoir dévorent les bénéfices pétroliers, l'exode rural des jeunes venant vivre à Brazzaville de cette économie artificielle se poursuivra (20).

Il importe d'ailleurs peu de savoir quelle est la part que tel ou tel gouvernement s'approprie dans les marchés qu'il passe avec les compagnies étrangères. Le Zaïre s'attribue 76 % dans son accord avec la Gulf Oil et pourrait ainsi passer pour plus « progressiste » que l'Etat angolais qui, lui aussi, s'est associé à cette compagnie dans l'enclave de Cabinda.

La rente pétrolière pour ces pays africains fait l'effet d'une potion magique qui, à force d'en abuser, se transforme en poison.

Les recettes d'exportation de l'Angola sont assurées à 80 % par le pétrole. Il importe peu de savoir qui, de l'Etat angolais ou des compagnies, fait le plus gros bénéfice. Par contre, il est préoccupant de constater que toute une politique économique dépend des cours du pétrole.

Pas plus que pour d'autres marchandises, le pétrole ne constitue une arme pour l'indépendance économique. Les pays producteurs ne disposent pas d'un monopole réel, et ce malgré toutes les tentatives de l'OPEP depuis 1973.

L'impérialisme a su exploiter à son profit la circulation des pétro-dollars, tout comme il peut, dans la situation présente de fluctuation des cours, organiser le marché à son profit.

Et ceux qui ont fait profession de foi de s'émanciper de l'hégémonie impérialiste sans rompre avec les lois du marché ne sont pas les derniers à tomber dans le piège. Le gouvernement angolais est bel et bien dépendant du marché pétrolier et non le contraire. Aux Etats-Unis même, certains milieux ne manquent pas de clairvoyance à ce propos et savent devancer et exploiter cette situation. Les compagnies Gulf Oil et Texaco se sont beaucoup activées en 1981 pour empêcher l'annulation, par le Congrès, de l'amendement Clark qui interdit, depuis 1976, l'assistance aux mouvements d'opposition angolais sans autorisation parlementaire (21).

AGGRAVATION DU DEVELOPPEMENT INEGAL

En conclusion, il faut prévoir que cette affaire du pétrole africain va favoriser une double accélération du développement inégal en Afrique noire. Développement inégal dans les pays producteurs entre une économie capitaliste moderne et une masse de déshérités et de paysans laissés pour compte, et développement inégal entre pays, ceux qui sont classés

dorénavant comme exportateurs de pétrole et les autres.

Aux quatre pays que nous avons le plus mentionnés dans cet article, il faudra ajouter prochainement la Côte d'Ivoire, pour laquelle on espère que 1983 sera l'année de l'exportation de pétrole puis, peut-être, le Cameroun.

La recherche pétrolière s'intensifie au Mozambique, au Mali, au Sénégal, etc. Selon une récente étude publiée par la société pétrolière italienne AGIP, les bordures septentrionales du golfe de Guinée pourraient se révéler être l'un des sept grands champs pétroliers du type saoudien à exploiter dans le monde. Entre 1975 et 1979, la superficie des licences d'exploitation accordées en Afrique aux 20 principales sociétés pétrolières internationales a totalisé 1,8 million de km², soit pas moins de 52,2 % du total des périmètres d'exploitation accordés dans le monde au cours de la même période (22).

L'exploitation pétrolière dans les pays d'Afrique noire est un débouché nouveau pour les multinationales. Dans la mesure où ces pays détiennent quelques autres ressources primaires et qu'ils constituent aussi un terrain important pour le redéploiement industriel, les intérêts impérialistes peuvent s'y concentrer. Les surprofits coloniaux classiques et l'accroissement de l'échange inégal se mêlent. Les industries qui naissent en aval de la production pétrolière viennent fort à propos satisfaire la demande grandissante des centres impérialistes en exportations de biens d'équipement.

Alors que la Côte d'Ivoire vend déjà des produits raffinés au Mali et à la Haute-Volta, que le Nigeria en fait autant pour tout le Bénin et le Ghana, on voit se dessiner une nouvelle étape de l'inégalité du développement en Afrique noire. Le pétrole pourrait ainsi devenir l'élément d'entraînement d'un mouvement de capitaux qui se polariserait sur quelques pays au détriment des espoirs des autres.

Il ne fait aucun doute que l'âge du pétrole en Afrique noire posera de manière encore plus claire la question de savoir à qui profitent les richesses (23). Les graphiques dessinant l'augmentation des budgets et des moyens de paiement ne rendent pas compte du facteur essentiel pour les masses africaines, à savoir que les classes dirigeantes s'accaparent de manière parasitaire l'essentiel de cette rente. ■

Claude GABRIEL
25 mars 1982.

16. Voir Johny Egg, art. cit., le Monde diplomatique, mai 1980.

17. *Marchés tropicaux et méditerranéens*, 12 février 1982. De 1970 à 1980, les importations alimentaires ont augmenté de 1 200 %.

18. *Ibid.*, 27 novembre 1981, p. 3137.

19. *Ibid.*, 12 février 1982, p. 369.

20. Voir sur la nature du régime congolais et sur son économie, Claude Gabriel, « Un masque progressiste pour un Etat néocolonial », *Inprecor* numéro 101 du 13 mai 1981.

21. Encore récemment, David Rockefeller, ancien président de la Chase Manhattan Bank, déclarait à propos de l'Angola où cette banque est présente que, pour lui, le marxisme africain est plus une « question d'étiquette et d'apparence » qu'une réalité. *Le Monde*, 6 mars

1982.

22. Nicolas Sarkis, directeur de l'Arab Petroleum Research Center, intervention au séminaire de Luanda, mai 1981. Cf. note 8.

23. Par deux fois, le Nigeria a connu des événements traumatisants d'où la question pétrolière n'était pas absente. Ce fut d'abord la sécession biafraise durant laquelle les principaux pays impérialistes ont cherché à stabiliser un Etat Ibo autour des puits de pétrole. Et ce fut aussi d'une certaine manière le soulèvement à Kano, dans le Nord, en octobre 1980, sur le thème de la guerre sainte d'une secte islamique recrutant parmi les laissés-pour-compte du boom pétrolier. L'arrivée massive du pactole pétrolier n'est donc pas sans poser de graves problèmes aux institutions fédérales.

CATALOGNE

IVème congrès de la LCR

Les 19, 20 et 21 mars s'est tenu à Barcelone le IVe Congrès de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) de Catalogne. Les thèses politiques ont été adoptées à l'unanimité moins 7 abstentions, et les thèses organisationnelles avec 67 % pour, 22 % contre et 11 % d'abstentions. La résolution politique déclare notamment :

« La LCR s'adresse dès maintenant à toutes les forces et secteurs avec lesquels une activité unitaire a été possible en différentes occasions, pour avancer vers la formation d'un large front électoral, afin de livrer bataille à l'offensive réactionnaire en cours et de ranimer des secteurs entiers de la classe ouvrière et du peuple de Catalogne en proie à la déception et à la passivité. (...)

« La question de l'unité va aujourd'hui bien plus loin que la nécessité de réorganiser le mouvement pour une politique de résistance, ou que la simple perspective électorale. La crise des principaux partis ouvriers, en particulier celle du Parti socialiste unifié de Catalogne (PSUC), a dégagé des forces très larges qui ont la volonté de renouer avec une politique révolutionnaire. En même temps, l'expérience de l'activité unitaire déployée par notre parti avec le Mouvement communiste (MCC) ou les nationalistes d'Esquerra a suscité une attente dans de larges secteurs d'avant-garde qui demeurent actifs. C'est donc une nécessité pour les révolutionnaires, pour les communistes, de faire face à cette situation en leur ouvrant une perspective positive. Dans ce sens, notre parti propose d'ouvrir un processus de convergence des communistes de Catalogne. Nous sommes conscients qu'il ne s'agit pas d'un projet linéaire ni facile. Il faut l'expérience de l'activité pratique commune, il faut la réflexion collective sur ce travail. C'est pourquoi la LCR pense que nous devons nous mettre en marche sans tarder, en inaugurant une période de rapports stables à tous les niveaux possibles entre ces organisations, et en construisant un front pour l'action et le débat communs. »

Le Congrès a par ailleurs écouté des interventions de Leopoldo Espuny, dirigeant récemment exclu du PSUC, au nom du PSUC-Communistas (PSUC dissident qui tiendra son propre congrès en avril),

de Gabriela Serra pour le MCC et de Toni Montserrat pour les nationalistes d'Esquerra. Parmi les représentations étrangères étaient présentes des délégations du MIR chilien, du FDR-FMLN du Salvador et de l'OLP de Palestine.

Le camarade Josep Borrás, militant ouvrier connu de Catalogne, a été élu au secrétariat politique de la LCR de Catalogne.

LUXEMBOURG

La première grève générale depuis 1942

Le samedi 27 mars, il y a eu, à l'appel unitaire des sept organisations syndicales, 40 000 manifestants à Luxembourg contre le programme d'austérité du gouvernement conservateur de Pierre Werner du Parti chrétien-social (PCS). Les syndicats s'opposaient notamment à la limitation de l'indexation des salaires qui va entraîner une baisse du pouvoir d'achat, alors que le blocage de certains prix décidé jusqu'à décembre 1982 est largement tourné par les industriels et par les commerçants. Ils protestaient également contre le développement du chômage et le démantèlement de la sidérurgie. Le lundi 5 avril, jour de l'adoption du programme d'austérité, 80 000 personnes — soit un peu plus du tiers de la population active — participaient à la première grève générale depuis la protestation contre l'occupation nazie en 1942. La sidérurgie et les transports étaient paralysés et les frontières bloquées.

Cette grève générale marque un changement dans l'attitude de la social-démocratie qui a été la principale organisatrice. Mais, influencés par l'exemple proche de leurs camarades belges, les travailleurs luxembourgeois ont donné à cette grève une forme active, avec formation de piquets, dépassant ce que les dirigeants syndicaux avaient envisagé.

Nos camarades de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), la section luxembourgeoise de la IVE Internationale, avançaient depuis six mois la perspective d'une grève générale. Ils ont participé activement à la mobilisation et aux piquets. Ils continuent aujourd'hui le combat autour de deux axes : la démission du gouvernement Werner; la suspension de la Commission tripartite (gouvernement-patronat-syndicats) qui est l'expression directe de la collaboration de classe institutionnalisée par la loi.

ITALIE

250 000 métallos contre la politique salariale du gouvernement

Le vendredi 26 mars, s'est déroulée à Rome l'une des plus puissantes manifestations ouvrières de ces dernières années en Italie. Quelque 250 000 métallos provenant de toutes les régions de la péninsule ont défilé dans les rues de la capitale avant de participer à un rassemblement monstre sur la place San Giovanni. La grève des métallos avait été lancée par leur fédération unitaire, la FLM, pour protester contre la politique économique du gouvernement et les manœuvres d'obstruction du patronat qui veut repousser aux calendes grecques la négociation du nouveau contrat national catégoriel. Le meeting de la place San Giovanni a été marqué par un épisode significatif. Le secrétaire général de la UIL (Confédération à majorité socialiste avec la participation des sociaux-démocrates et des républicains), Benvenuto, a été bruyamment sifflé et n'a pas pu se faire entendre par la masse des travailleurs. Il avait été, dans les jours qui avaient précédé la manifestation, le principal porte-parole du courant opposé à la proclamation par les trois centrales syndicales d'une grève générale nationale contre la politique du gouvernement (auquel participent les socialistes). Un compromis avait été finalement réalisé : pour le vendredi 2 avril, on décidait non pas une grève générale, mais un arrêt de travail de deux heures, donc assez symbolique.

La mobilisation de Rome indique que les couches décisives du prolétariat italien maintiennent un potentiel de lutte considérable. Mais il ne faut pas oublier qu'au cours du mois de mars un coup dur a été subi par les ouvriers des usines Alfa Romeo, bastion du prolétariat milanais, avec la mise à la *Cassa integrazione* (chômage technique) de 5 780 travailleurs jusqu'à mars 1983, ce qui implique, entre autres, une épuration massive de tous les cadres et militants les plus combatifs. Par ailleurs, la grève des métallos du 26 mars a été marquée par un échec à Turin. Cela explique pourquoi l'esprit de ceux qui ont défilé dans les rues de Rome n'était pas le même qu'à d'autres occasions : le sentiment d'incertitude, voir d'angoisse face à un avenir incertain et au manque de perspectives était assez répandu.

La Ligue communiste révolutionnaire (LCR), la section italienne de la IVE Internationale, a participé à la manifesta-

tion des métallos de Rome avec les mots d'ordre suivants : « Arrêt des licenciements ! 35 heures tout de suite pour l'emploi ! Retrait du PS du gouvernement ! Unité PC-PS pour une alternative ouvrière de gouvernement ! » ■

AUSTRALIE/ NOUVELLE ZELANDE Contre l'envoi des troupes dans le Sinaï

Dans les derniers numéros de leurs publications, nos camarades néo-zélandais de la Socialist Action League (SAL) et australiens du Socialist Workers Party (SWP) dénoncent la participation de contingents militaires de leurs pays respectifs aux forces de l'ONU qui occupent le Sinaï : « *Le gouvernement Muldoon a annoncé qu'il enverrait effectivement des troupes néo-zélandaises pour participer à la force des Nations Unies dans le Sinaï. Cette force est partie prenante des menaces de guerre orchestrées contre les peuples du Moyen-Orient par le gouvernement américain et les autres forces impérialistes. Parmi les autres pays participant à cette force, on trouve la Grande-Bretagne, la France, l'Italie, les Pays-Bas et l'Australie. (...)*

« *Bien que le contingent néo-zélandais soit relativement réduit, cela n'en diminue pas l'importance. Tout comme l'implication néo-zélandaise dans la guerre du Vietnam, sa signification est plus politique que militaire. Elle donne de la crédibilité aux prétentions de Muldoon, d'après qui cette force serait "à la fois équilibrée et multinationale". (...)*

« *Les dirigeants palestiniens et la majorité des pays arabes ont condamné les accords de Camp David et la force du Sinaï. L'appui du gouvernement néo-zélandais à ces menées belliqueuses au Moyen-Orient doit être condamné.* » (*Socialist Action*, 19 février 1982).

De leur côté, nos camarades du SWP australien, section australienne de la IVE Internationale, ont publié un éditorial de leur hebdomadaire dénonçant la participation des forces armées australiennes à la même entreprise :

« *Le personnel de l'armée de l'air australienne a pris position dans la péninsule du Sinaï, comme partie prenante de la force militaire dominée par les Etats-Unis qui est supposée contrôler la restitution de la zone à l'Egypte. Cependant, le véritable rôle de cette force dans la protection des intérêts israéliens devient plus clair de jour en jour. (...) Les troupes australiennes doivent être retirées immédiatement.* » (*Direct Action*, 10 mars 1982). ■

PEROU Nouvelles menaces de mort contre Hugo Blanco

Le mardi 16 mars, le quotidien péruvien *La Republica* a reçu un appel téléphonique d'un prétendu « Commando de la droite blanche », menaçant de mort notre camarade Hugo Blanco, dirigeant du Parti révolutionnaire des travailleurs (PRT), la section péruvienne de la IVE Internationale et député à l'Assemblée péruvienne.

Déjà en 1978, un commando terroriste avait voulu enlever le camarade Hugo Blanco et enleva effectivement deux militants du Front ouvrier, paysan, étudiant et populaire (FOCEP), ainsi que le journaliste Roberto Fanjul. Bien que cet attentat ait été organisé par plus de vingt individus armés de pistolets-mitrailleurs, et se déplaçant dans des véhicules sans plaques d'immatriculation, il n'y eut pas d'enquête.

Il y a quelques mois, le député Hugo Blanco était roué de coups par des policiers de la Garde civile alors qu'il mar-

chait à la tête d'une manifestation pacifique de marchands ambulants dans le centre de Lima.

Sous le précédent gouvernement Belaunde Terry (1963-1968), le camarade Blanco fut sur le point d'être condamné à mort pour avoir défendu, les armes à la main, le droit des paysans à posséder la terre qu'ils travaillent. La mobilisation populaire au Pérou et la campagne internationale réussirent à lui sauver la vie. Les tentatives d'« assassinat légal » ont échoué. Les nouvelles menaces de mort ont été prises au sérieux par la presse péruvienne qui leur a donné un large écho.

Pour leur part, nos camarades du PRT ont répliqué en publiant un communiqué pour alerter toutes les organisations et personnalités dans le monde qui ont déjà eu à prendre la défense de Hugo Blanco. Ils concluent en ces termes : « *Le PRT ne se laissera pas intimider par ces menaces. La vie du camarade Hugo Blanco sera défendue aujourd'hui par les mêmes méthodes que nous avons toujours utilisées : nous appelons les travailleurs à se mobiliser contre la répression officielle et non officielle, et contre la politique de misère du régime. Le PRT appelle à un meeting populaire pour le mercredi 7 avril, place du 2-Mai.* » ■

Quatrième Internationale

avril-mai-juin 1982

SOMMAIRE

EDITORIAL :

Leçons de Pologne

Y. Sakai - L'impérialisme japonais dans l'Est asiatique

G. Taut et M. Warshawsky - Origines et dynamique du sionisme (suite du n° 7)

Livio Maitan - Quelques notes sur la social-démocratie hier et aujourd'hui

Luis Vitale - Passé et présent de la social-démocratie en Amérique latine

Daniel Ben Saïd - La question du Front populaire et la scission du Comité International

Francis Sittel - Mythes et réalités de l'Eurocommunisme

ARCHIVES DU MARXISME

Christian Rakovsky - Discours au XII^e Congrès du P.C.U.S. (extraits)

TARIFS

FRANCE

Ab. ordinaire 70 francs français

Ab. soutien 140 francs français

Chèques à l'ordre de :

P.E.C.

2, rue Richard Lenoir

93100 MONTREUIL

FRANCE

ABONNEMENTS : 1 AN,
4 NUMEROS

AUTRES PAYS

Ab. ordinaire 500 francs belges

Ab. soutien 1 000 francs belges

Par avion 600 francs belges

Mandats, virements, chèques pour le

compte CGER n° 001-1020473-12 de

Quatrième Internationale

12, rue de la Buanderie

1000 BRUXELLES

BELGIQUE

ABONNEZ-VOUS
A « INPRECOR » !



Pour un Front Mondial de solidarité avec le peuple du Salvador

Les organisations constitutives du Front mondial de solidarité avec le Salvador ayant participé au Forum international de Mexico sont les suivantes :

— 101 organisations mexicaines : organisations syndicales, comités, associations étudiantes ou féminines, mouvements culturels et partis politiques, dont le Parti révolutionnaire des travailleurs (section mexicaine de la IVe Internationale) et le Parti socialiste unifié du Mexique (PSUM).

— 14 représentations permanentes d'organisations latino-américaines ou américaines à Mexico : Travailleurs argentins de la santé mentale ; MIR chilien, tendance prolétarienne insurrectionnelle ; Organisation communiste Poder Obrero (Argentine) ; Communauté chrétienne argentine ; MIR chilien ; Union des forces patriotiques et démocratiques d'Haïti (IFOPADA) ; Travailleurs et syndicalistes argentins en exil (TYSAE) ; Unité populaire jeune du Chili ; PRT-ERP (Argentine) ; Comité de soutien à CODEPU-CODEHS (Chili) ; Jeunesse argentine en exil ; Centre d'études colombiennes ; Unité et résistance argentine en exil ; Comité œcuménique des Etats-Unis au Mexique.

— 66 comités, syndicats et associations de solidarité : Comité vénézuélien de solidarité avec le Salvador ; Comité de Solidarité de Santa Cruz (Californie) ; Comité chrétien pour les réfugiés salvadoriens (Managua) ; Comité de Solidarité (San José, Californie) ; Maison du Salvador (Los Angeles) ; Foca Friends d'Amérique centrale (Copertino, Californie) ; Comité québécois de solidarité avec le Salvador ; Université de Guayaquil (Equateur) ; COSPES de Toronto (Canada) ; Red Coordinadora de solidarité avec le Salvador (Canada) ; War Resisters League (USA) ; Comité de solidarité avec le peuple salvadorien (France) ; Mobilisation du peuple contre la guerre (USA) ; News and Research con El Salvador (Los Angeles) ; Comité de soutien au CODEPU-CODEHS de la baie de Californie ; Coordination des comités de Suisse ; Collectif internationaliste de solidarité avec le Salvador (Managua) ; Comité panaméen de solidarité ; Brigade Venceremos (New York) ; Comité nicaraguayen de solidarité avec les peuples (Managua) ; Centre de planification et action œcuménique du Comité chrétien de République Dominicaine ; Comité de solidarité (Hongrie) ; Organisation de solidarité avec les peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine (OSPAAAL) ; France-Amérique latine (France) ; Coordination de solidarité, Fédération unitaire des travailleurs (Honduras) ; Association pour les droits de l'homme (Espagne) ; Fédération internationale des droits de

l'homme (France) ; El Rescate (USA) ; Comité de défense du Bill of Rights (Los Angeles) ; Aide médicale au Salvador (USA) ; Solidarity Publications (USA) ; Centre d'études d'Amérique (Cuba) ; Syndicat national de télécommunications (Panama) ; Writers Guild of America (USA) ; Front costaricain pour la défense de l'identité et de l'autodétermination des peuples centro-américains ; Conférence chrétienne pour la Paix (Cuba) ; Institut cubain d'amitié avec les peuples (ICAP) ; Comité de solidarité avec le Salvador (Pays-Bas) ; San Fernando Valley Interfaith Council (USA) ; Groupe de solidarité avec l'Amérique latine (Portugal) ; Comité portoricain de solidarité avec le Salvador ; Secrétariat chrétien de solidarité Oscar Arnulfo Romero (Nicaragua) ; Association nationale des avocats (USA) ; Fédération syndicale mondiale (FSM) ; Coordination nationale de solidarité (Honduras) ; Comité des Etats-Unis de solidarité avec le peuple du Salvador (CISPES) ; Coordination de solidarité nord-occidentale (Honduras) ; Comité péruvien de solidarité avec les peuples d'Amérique centrale et de la Caraïbe ; Congrès permanent d'unité syndicale des travailleurs d'Amérique latine (CPUSTAL) ; Comité de solidarité avec le Salvador (Belize) ; Comité Salvador des droits humains (Grande-Bretagne) ; Union générale des travailleurs (Espagne) ; Fédération des étudiants universitaires d'Amérique centrale (Nicaragua) ; IEPALA (Madrid) ; North Field Peace Coalition (Minnesota, USA) ; Comité péruvien de solidarité avec le peuple salvadorien ; Etudiants mexicano-américains ; Communauté des étudiants évangéliques (Allemagne fédérale) ; Comité de solidarité avec le Nicaragua (San Francisco, USA) ; Comité de solidarité avec l'Amérique centrale et la Caraïbe (Australie) ; Young Socialist Alliance (USA) ; US Peace Council (USA) ; Comité vietnamien de solidarité avec les peuples.

— 15 organisations et partis politiques : Parti socialiste (Honduras) ; Ligue socialiste (Venezuela) ; Parti du peuple (Panama) ; Parti communiste (Espagne) ; Parti socialiste révolutionnaire (Colombie) (IVe Internationale) ; Parti socialiste ouvrier (Suisse) (IVe Internationale) ; Bloc socialiste (République Dominicaine) ; Communist Workers Party (USA) ; Parti révolutionnaire des travailleurs (Pérou) (IVe Internationale) ; Mouvement révolutionnaire des travailleurs (Equateur) (IVe Internationale) ; Organisation de libération de la Palestine (OLP) ; Socialist Workers Party (Australie) (IVe Internationale) ; Liga Comunista Revolucionaria (Espagne) (IVe Internationale) ; Secrétariat unifié (SU) de la IVe Internationale ; Socialist Workers Party (USA).